SERIE GENERALE

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%) Anno 128° — Numero 111

GAZZETTA UFFICIALE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 15 maggio 1987** SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica tre Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:* **1ª Serie speciale:** *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì); **2ª Serie speciale:** *Comunità europee* (pubblicata il martedì e il giovedì); **3ª Serie speciale:** *Regioni* (pubblicata il sabato)

SOMMARIO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

RETTIFICHE

AVVISI DI RETTIFICA

ERRATA-CORRIGE

LEGGI E DECRETI PRESIDENZIALI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 febbraio 1987, n. **184.**

Esecuzione del protocollo di emendamento della convenzione internazionale di Ramsar del 2 febbraio 1971 sulle zone umide di importanza internazionale, adottato a Parigi il 3 dicembre 1982.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 6 febbraio 1987;

Sulla proposta del Ministro degli affari esteri, di concerto con i Ministri del bilancio e della programmazione economica, del tesoro, dell'agricoltura e delle foreste e dell'ambiente;

EMANA

il seguente decreto:

Art. 1.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di emendamento alla convenzione internazionale di Ramsar del 2 febbraio 1971 sulle zone umide di importanza internazionale, adottato a Parigi il 3 dicembre 1982, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'art. 6 del protocollo medesimo.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 febbraio 1987

COSSIGA

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

ROMITA, *Ministro del bilancio e della programmazione economica*

GORIA, *Ministro del tesoro*

PANDOLFI, *Ministro dell'agricoltura e delle foreste*

DE LORENZO, *Ministro dell'ambiente*

Visto, *il Guardasigilli:* ROGNONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 aprile 1987
Atti di Governo, registro n. 64, foglio n. 29

LE PARTIES CONTRACTANTES

Considérant que l'efficacité de la convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine adoptée à Ramsar le 2 février 1971 (appellée ci-après "la convention") requiert d'augmenter le nombre de parties contractantes;

Consciente de ce que l'addition de versions authentiques faciliterait une participation plus large a la convention;

Considérant, de plus, que le texte de la convention ne prévoit pas de procédure d'amendement, ce qui rend difficile tout amendement du texte qui pourrait être jugé nécessaire;

Sont convenues de ce qui suit:

Article 1.

L'article suivant serà inséré entre l'article 10 et l'article 11 del convention;

"Article 10-*bis.*

1. La présente convention peut être amendée à une réunion des parties contractantes convoquée à cet effet en conformité avec le présent article.

2. Des propositions d'amendement peuvent être présentées par toute partie contractante.

3. Le texte de toute proposition d'amendement et les motifs de cette proposition sont communiqués à l'organisation ou au gouvernement faisant office de bureau permanent au sens de la convention (appelé(e) ci-après "le bureau"), et sont communiqués par le bureau sans délai à toutes les parties contractantes. Tout commentaire sur le texte émanant d'une partie contractante est communiqué au bureau dans les trois mois suivant la date à laquelle les amendements ont été communiqués aux parties contractantes par le bureau. Le bureau, immédiatement après la date limite de présentation des commentaires, communique aux parties contractantes tous les commentaires reçus à cette date.

4. Une réunion des parties contractantes en vue d'examiner un amendement communiqué en conformité avec le paragraphe 3 est convoquée par le bureau à la demande écrite d'un tiers du nombre des parties contractantes. Le bureau consulte les parties en ce qui concerne la date et le lieu de la réunion.

5. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des parties contractantes présentes et votantes.

6. Lorsqu'il a été adopté, un amendement entre en vigueur, pour les parties contractantes qui l'ont accepté, le premier jour du quatrième mois suivant la date à laquelle deux tiers des parties contractantes ont deposé un

instrument d'acceptation aupres du depositaire. Pour toute partie, contractante qui dépose un instrument d'acceptation après la date à laquelle deux tiers des parties contractantes ont deposé un instrument d'acceptation, l'amendement entre en viguer le premier jour du quatrième mois suivant la date su dépôt de l'instrument d'acceptation de cette partie."

Article 2.

Les mots "le texte anglais servant de référence en cas de divergence d'interprétation" contenus dans la clause qui suit l'article 12 del convention, sont remplaces par les mots "tous les textes étant également authentiques".

Article 3.

Le texte corrigé de la version originale française de la convention est reoroduit en annexe au présent protocole.

Article 4.

Le présent protocole sera ouvert à la signature à partir du 3 décembre 1982 au siége de l'Unesco a Paris.

Article 5.

1. Tout etat visé a l'article 9, paragraphe 2 de la convention peut devenir partie contractante au protocole par:

a) signature sans réserve de ratification, acceptation au approbation;

b) signature soumise à ratification, acceptation ou approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation;

c) adhésion.

2. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion sont effectuées par le dépôt d'un instrument de ratification, acceptation, approbation ou adhésion auprés du directeur général de l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (appelée ci-après "le dépositaire").

3. Tout etat qui devient partie contractante a la convention après l'entrée en vigueur du présent protocole est considéré comme étant partie à la convention telle qu'amendée par le protocole, a la moins qu'il n'ait exprime une intention différente au moment du dépôt de l'instrument auquel l'article 9 de la convention se réfère.

4. Tout etat qui devient partie contractante au présent protocole sans être partie contractante à la convention, est considéré comme partie a la convention telle qu'ammendée par le présent protocole, et ce, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent protocole pour cet etat.

Article 6.

1. Le présent protocole entre en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant la date à laquelle deux tiers des etats qui sont parties contractantes à la convention à la date à laquelle le présent protocole est ouvert a la signature l'ont signé sans réserve de ratification, acceptation ou approbation, ou l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré.

2. En ce qui concerne tout etat qui devient partie contractante au présent protocole aprés la date de son entrée en vigueur de la manière décrite aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5 ci-dessus, le protocole entre en vigueur à la date de sa signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation, ou de sa ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

3. En ce qui concerne tout etat qui devient partie contractante au présent protocole de la manière décrite aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5 ci-dessus pendant la période allant de l'ouverture du présent protocole à la signature à son entree en vigueur, le présent protocole entre en vigueur à la date déterminee par le paragraphe (1) ci-dessus.

Article 7.

1. Le texte original du présent protocole en langues anglais et francaise, chacune de ces versions étant egalement authentique, sera déposé auprès du depositaire qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les etats qui l'auront signé ou qui auront deposé un instrument d'adhésion.

2. Le dépositaire informera dès que possible toutes les parties contractantes à la convention et tous les etats qui ont signé et ont accédé au présent protocole:

a) des signatures du présent protocole;

b) du dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent protocole;

ANNEXE/ANNEX

TEXTE CORRIGE DE LA VERSION ORIGINALE FRANCAISE
CORRECTED TEXT OF THE FRENCH ORIGINAL VERSION

Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrment comme habitats des oiseaux d'eau

LES PARTIES CONTRACTANTES.

Reconnaissant l'interdépendance de l'homme et de son environnement,

Considérant les fonctions écologiques fondamentales des zones humides en tant que régulateurs du régime des eaux et en tant qu'habitats d'une flore et d'une faune caractéristiques et, particulièrement, des oiseaux d'eau,

Convaincus que les zones humides constituent une ressource de grande valeur économique, culturelle, scientifique et récréative, dont la disparition serait irréparable,

Désireuse d'enrayer, a présent et dans l'avenir, les empietements progressifs sur ces zones humides et la disparition de ces zones,

Reconnaissant que les oiseaux d'eau, dans leurs migrations saisonnieres, peuvent traverser les frontiéres et doivent, par conséquent, être considerés comme une ressource internationale,

Persuadées que la conservation des zones humides, de leur flore et de leur faune peut être assurée en conjuguant des politiques nationales a long terme a une action internationale coordonnée,

Son convenues de ce qui suit:

Article premier.

1. Au sens de la présente convention, les zones humides sont des étendues de marais, de fagnes, de tourbiéres ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six metres.

2. Au sens de la présente convention, les oiseaux d'eau sont les oiseaux dont l'existence dépend, écologiquement, des zones humides.

Article 2.

1. Chaque partie contractante devra désigner les zones humides appropriées de son territoire à inclure dans la liste des zones humides d'importance internationale, appelée ci-après "la liste", et qui est tenue par le bureau institué en vertu de l'article 8. Les limites de chaque zone humide devront être décrites de façon précise et reportées sur une carte, et elles pourront inclure des zones de rives ou de côtes adjacentes à la zone humide et des îles ou des étendues d'eau marine d'une profondeur supérieure à six metres à marée basse, entourée par la zone humide, particulièrement lorsque ces zones, îles ou étendues d'eau ont de l'importance en tant qu'habitat des oiseaux d'eau.

2. Le choix des zones humides à inscrire sur la liste devrait être fondé sur leur importance internationale au point de vue écologique, botanique, zoologique, limnologique ou hydrologique. Devraient être inscrites, en premier liue, les zones humides ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau en toutes saisons.

3. L'inscription d'une zone humide sur la liste est faite sans préjudice des droits exclusifs de souveraineté de la partie contractante sur le territoire de laquelle elle se trouve située.

4. Chaque partie contractante désigne au moins une zone humide à inscrire sur la liste au moment de signer la convention ou de déposer son instrument de ratification ou d'adhésion, conformément aux dispositions de l'article 9.

5. Toute partie contractante a le droite d'ajouter à la liste d'autres zones humides situées sur son territoire, d'étendre celles qui sont déjà inscrites, ou pour des raisons pressantes d'intérêt national, de retirer de la liste ou de réduire l'étendue des zones humides déjà inscrites et, le plus rapidement possible, elle informe de ces modifications l'organisation ou le gouvernement responsable des fonctions du bureau permanent spécifiées par l'article 8.

6. Chaque partie contractante tient compte de ses engagements, sur le plan international, pour la conservation, la gestion, et l'utilisation rationnelle des populations migratrices d'oiseaux d'eau, tant lorsqu'elle désigne les zones humides de son territoire à inscrire sur la liste que lorsqu'elle exerce son droit de modifier ses inscriptions.

Article 3.

1. Les parties contractantes élaborent et appliquent leurs plans d'aménagement de façon à favoriser la conservation des zones humides inscrites sur la liste et, autant que possible, l'utilisation rationnelle des zones humides de leur territoire.

2. Chaque partie contractante prend les dispositions nécessaires pour ê informée dès que possible des modifications des caractéristiques écologiques des zones humides situées sur son territoire et inscrites sur la liste, qui se sont produites, ou sont en train ou susceptibles de se produire, par suite d'évolutions technologiques, de pollution ou d'une autre intervention humaine. Les informations sur de telles modifications seront transmises sans délai à l'organisation ou au gouvernement responsable des fonctions du bureau permanent spécifiées a l'article 8.

Article 4.

1. Chaque partie contractante favorise la conservation des zones humides et des oiseaux d'eau en créant des réserves naturelles dans les zones humides, que celles-ci soient ou non inscrites sur la liste, et pourvoit de façon adéquate à leur surveillance.

2. Lorsqu'une partie contractante, pour des raisons pressantes d'intérêt national, retire une zone humide inscrite sur la liste ou en réduit l'étendue, elle devrait compenser autant que possible toute perte de ressources en zones humides et, en particulier, elle devrait créer de nouvelles réserves naturelles pour les oiseaux d'eau et pour la protection, dans la même région ou ailleurs, d'une partie convenable de leur habitat antérieur.

3. Les parties, contractantes encouragent la recherche et l'échange de données et de publications relatives aux zones humides, à leurs flore et à leur faune.

4. Les parties contractantes s'efforcent, par leur gestion, d'accroître les populations d'oiseaux d'eau sur les zones humides appropriées.

5. Les parties contractantes favorisent la formation de personnel compétent pour l'étude, la gestion et la surveillance des zones humides.

Article 5.

Les parties contractantes se consultent sur l'exécution des obligations découlant de la convention, particulièrment dans le cas d'une zone humide s'étendant sur les territoires de plus d'une partie contractante ou lorsqu'un bassin hydrographique est partagé entre plusieurs parties contractantes.

Elles s'efforcent en même temps de coordonner et de soutenir leurs politiques et règlementations présentes et futures relatives à la conservation des zones humides, de leur flore et de leur faune.

Article 6.

1. Les parties contractantes organisent, lorsqu'il est nécessaire, des conférences sur la conservation des zones humides et des oiseaux d'eau.

2. Ces conférences ont un caractère consultatif et elles ont notamment compétence:

a) pour discuter de l'application del convention,

b) pour discuter d'additions et de modifications à apporter à la liste,

c) pour examiner les informations sur les modifications des caractéristiques écologiques des zones humides inscrites dans la liste fournies en exécution du paragraphe 2 de l'article 3,

d) pour faire des recommandations, d'ordre général ou particulier, aux parties contractantes, au sujet de la conservation, de la gestion et de l'utilisation rationnelle des zones humides, de leur flore et de leur faune,

e) pour demander aux organismes internationaux compétents d'établir des rapports et des statistiques sur les sujets à caractère essentiellement international concernant les zones humides.

3. Les parties contractantes assurent la notification aux responsables, à tous les niveaux, de la gestion des zones humides, des recommandations de telles conférences relatives à la conservation, à la gestion et à l'utilisation rationnelle des zones humides et de leur flore et de leur faune, et elles prennent en considération ces recommandations.

Article 7.

1. Les parties contractantes devraient inclure dans leur représentation à ces conférences des personnes ayant la qualité d'experts pour les zones humides ou les oiseaux d'eau du fait des connaissances et de l'exérience acquises par des fonctions scientifiques, administratives ou par d'autres fonctions appropriées.

2. Chacune des parties contractantes représentées a une conférence dispose d'une voix, les recommandations étant adoptées à la majorité simple des votes émis, sous réserve que la moitié au moins des parties contractantes prennent part au scrutin.

Article 8.

1. L'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources assure les fonctions du bureau permanent en vertu de la présente convention, jusqu'au moment où une autre organisation ou un gouvernement sera designé par une majorité des deux tiers de toutes les parties contractantes.

2. Les fonctions du bureau permanent sont, notamment:

a) d'aider à convoquer et à organiser les conférences visées a l'article 6,

b) de tenir la liste des zones humides d'importance internationale, et recevoir des parties contractantes les informations prévues par le paragraphe 5 de l'article 2, sur toutes additions, extensions, suppressions ou diminutions, relatives aux zones humides inscrites sur la liste,

c) de recevoir des parties contractantes les informations prévues conformément au paragraphe 2 de l'article 3 sur toutes modifications des conditions écologiques des zones humides inscrites sur la liste,

d) de notifier à toutes les parties contractantes toute modification de la liste, ou tout changement dans les caractéristiques des zones humides inscrites, et prendre les dispositions pour que ces questions soient discutées à la prochaine conférence,

e) d'informer la partie contractante interessée des recommandations des conférences en ce qui concerne les modifications à la liste ou les changements dans les caractéristiques des zones humides inscrites.

Article 9.

1. La convention est ouverte à la signature pour une durée indéterminée.

2. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées, ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou toute partie au statut de la Cour internationale de justice peut devenir partie contractante à cette convention par:

a) signature sans réserve de ratification,

b) signature sous réserve de ratification, suivie de la ratification,

c) adhésion.

3. La ratification ou l'adhésion seront effectuées par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ci-après appelée le "dépositaire").

Article 10.

1. La convention entrera en vigueur quatre mois après que sept Etats seront devenus parties contractantes à la convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 9.

2. Par la suite, la convention entrera en vigueur, pour chacune des parties contractantes, quatre mois après la date de sa signature sansa réserve de ratification, ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 11.

1. La convention restera en vigueur pour une durée indéterminée.

2. Toute partie contractante pourra dénoncer la convention après une période de cinq ans après la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour cette partie, en en faisant par écrit la notification au dépositaire. La dénonciation prendra effet quatre mois après le jour où la notification en aura été reçue par le dépositaire.

Article 12.

1. Le positaire informera aussitôt que possible tous les Etats ayant signé la convention ou y ayant adhéré:

a) des signatures de la convention,

b) des dépôts d'instruments de ratification de la convention,

c) des dépôts d'instruments d'adhésion a la convention,

d) de la date d'entrée en vigueur de la convention,

e) des notifications de dénonciation de la convention.

2. Lorsque la convention sera entrée en vigueur, le dépositaire la fera enregistrer au secrétariat des Nations Unies conformément à l'article 102 de la charte.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment mandatés à cet effet, ont signé la présente convention.

FAIT a Ramsar le 2 février 1971 en un seul exemplaire original dans les langues anglaise, française, allemande et russe, le texte anglais servant de référence en cas de divergence d'interprétation, lequel exemplaire sera confié au dépositaire qui en délivrera des copies certifiées conformes à toutes les parties contractantes."

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

LE PARTI CONTRAENTI,

Considerando che, ai fini dell'efficacità della convenzione sulle zone umide d'importanza internazionale, in particolare quali habitat della selvaggina, adottata a Ramsar il 2 febbraio 1971 (qui di seguito designata "la convenzione"), sia necessario aumentare il numero delle Parti contraenti;

Consapevoli del fatto che l'aggiunta di versioni originali agevolerebbe una più vasta partecipazione alla convenzione;

Considerando, inoltre, che il testo della convenzione non prevede una procedura di emendamento, ciò che rende difficile qualsivoglia emendamento del testo che protrebbe essere ritenuto necessario;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

Tra l'articolo 10 e l'articolo 11 della convenzione sarà inserito il seguente articolo:

«Articolo 10-*bis*

1 La presente convenzione potrà essere emendata in una riunione delle Parti contraenti, a tal fine convocata in conformità al presente articolo.

2. Proposte di emendamenti potranno essere presentate da ciascuna Parte contraente.

3. Il testo di ogni proposta di emendamento e le motivazioni di detta proposta saranno comunicate all'organismo o al Governo facente funzione di ufficio permanente ai sensi della convenzione (qui di seguito denominata "l'ufficio"), e saranno immediatamente comunicate dall'ufficio a tutte le Parti contraenti.

Ogni osservazione concernente il testo, emanata da una Parte contraente, sarà comunicata all'ufficio nei tre mesi successivi alla data in cui gli emendamenti sono stati comunicati dall'ufficio alle Parti contraenti. L'ufficio, subito dopo la data limite di presentazione delle osservazioni, comunicherà alle Parti contraenti tutte le osservazioni ricevute fino a tal data.

4. L'ufficio convocherà, su richiesta scritta di un terzo del numero delle Parti contraenti, una riunione delle Parti contraenti, al fine di esaminare ogni emendamento comunicato in conformità al paragrafo 3. L'ufficio consulterà le Parti riguardo alla data ed al luogo della riunione.

5. Gli emendamenti saranno adottati alla maggioranza dei due terzi delle Parti contraenti presenti e votanti.

6. Dopo essere stato adottato, un emendamento entrerà in vigore, per le Parti contraenti che lo abbiano accettato, il primo giorno del quarto mese successivo alla data in cui due terzi delle Parti contraenti abbiano depositato uno strumento di accettazione presso il depositario. Per ciascuna Parte contraente che depositerà uno strumento di accettazione dopo la data alla quale due terzi delle Parti contraenti abbiano depositato uno strumento di accettazione, l'emendamento entrerà in vigore il primo giorno del quarto mese successivo alla data di deposito dello strumento di accettazione di detta Parte».

Articolo 2.

Le parole «in caso di divergenze d'interpretazione, si dovrà far riferimento al testo inglese» contenute nella clausola successiva all'articolo 12 della convenzione, sono sostituite dalle parole «tutti i testi sono ugualmente autentici».

Articolo 3.

Il testo riveduto della versione originale francese della convenzione è riprodotto in allegato al presente protocollo.

Articolo 4.

Il presente protocollo sarà aperto alla firma a partire dal 3 dicembre 1982 presso la sede dell'Unesco a Parigi.

Articolo 5.

1. Ogni Stato di cui all'art. 9, paragrafo 2 della convenzione, potrà divenire Parte contraente al protocollo mediante:

a) firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

b) firma sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione;

c) adesione.

2. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione avverranno mediante il deposito di uno strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione presso il direttore generale della Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura (qui di seguito denominata «il depositario»).

3. Ciascuno Stato che divenga Parte contraente alla convenzione, dopo l'entrata in vigore del presente protocollo, sarà considerato come Parte alla convenzione, così come emendata dal protocollo, a meno che non abbia manifestato una diversa intenzione al momento del deposito dello strumento cui si riferisce l'art. 9.

4. Ciascuno Stato che divenga Parte contraente al presente protocollo senza essere Parte contraente alla convenzione, sarà considerato come Parte alla convenzione, così come emendata dal presente protocollo, a partire dalla data di entrata in vigore per detto Stato del presente protocollo.

Articolo 6.

1. Il presente protocollo entrerà in vigore il primo giorno del quarto mese successivo alla data in cui due terzi degli Stati che sono Parti contraenti alla convenzione, alla data in cui il presente protocollo è aperto alla firma, l'abbiano firmato senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione, o l'abbiano ratificato, accettato o approvato o vi abbiano aderito.

2. Nei confronti di ciascun Stato che divenga Parte contraente del presente protocollo, dopo la data della sua entrata in vigore secondo le modalità illustrate ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 5 summenzionato, il protocollo entrerà in vigore alla data della sua firma senza riserve di ratifica, di accettazione o di approvazione, o alla data della sua ratifica, accettazione approvazione o adesione.

3. Nei confronti di ciascuno Stato che divenga Parte contraente al presente protocollo, secondo le modalità illustrate ai paragrafi 1 e 2 del precedente art. 5, durante il periodo che va dall'apertura alla firma del presente protocollo fino alla sua entrata in vigore, il presente protocollo avrà effetto alla data stabilito dal paragrafo 1 precedente.

Articolo 7.

1. Il testo originale del presente protocollo, in lingua inglese e francese, ciascuna delle versioni essendo ugualmente autentica, sarà depositato presso il depositario che ne trasmetterà copie autenticate conformi a tutti gli Stati che lo avranno firmato o che abbiano depositato uno strumento di adesione.

2. Il depositario informerà al più presto tutte le Parti contraenti alla convenzione, nonché tutti gli Stati che hanno firmato ed hanno aderito al presente protocollo:

a) delle firme del presente protocollo;

b) del deposito degli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione del presente protocollo.

TESTO RIVEDUTO DELLA VERSIONE ORIGINALE FRANCESE

Convenzione relativa alle zone umide d'importanza internazionale in particolare quali habitats degli uccelli acquatici.

LE PARTI CONTRAENTI

Riconoscendo l'interdipendenza dell'uomo e del suo ambiente;

Considerando le funzioni ecologiche fondamentali delle zone umide in quanto regolatrici del regime delle acque, ed in quanto habitats di una flora e di una fauna caratteristiche ed in particolare degli uccelli acquatici;

Convinte che le zone umide costituiscono una risorsa di grande valore economico, culturale, scientifico e ricreativo, la cui scomparsa sarebbe irreparabile;

Desiderose di arginare, ora ed in futuro, i graduali sconfinamenti in dette zone umide, nonché la scomparsa di dette zone;

Riconoscendo che gli uccelli acquatici, nelle loro migrazioni stagionali, possono attraversare le frontiere e devono, di conseguenza, essere considerati come una risorsa internazionale;

Convinte che la conservazione delle zone umide, della loro flora e della loro fauna, possa essere assicurata abbinando politiche nazionali a lungo termine ad un'azione internazionale coordinata;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

1. Ai sensi della presente convenzione, per zone umide si intendono distese di paludi, di torbiere o di acque naturali o artificiali, permanenti o temporanee, dove l'acqua è

stagnante o corrente, dolce, salmastra o salata, ivi comprese distese di acqua marina la cui profondità a marea bassa non superi sei metri.

2. Ai sensi della presente convenzione, per uccelli acquatici si intendono uccelli la cui esistenza dipende, ecologicamente, dalle zone umide.

Articolo 2.

1. Ciascuna Parte contraente dovrà indicare le zone umide appropriate del suo territorio da includere nella lista delle zone umide d'importanza internazionale, qui di seguito denominata «la lista», conservata presso l'ufficio istituito in conformità all'articolo 8. I confini di ogni zona umida dovranno essere descritti in maniera precisa e riportati su di una mappa, essi potranno includere delle zone rivierasche o costiere contigue alla zona umida, ed isole o distese di acqua marina di profondità superiore a sei metri a marea bassa, circondate dalle zone umide, in particolare allorché dette zone, isole o distese d'acqua, abbiano un'importanza in quanto habitats degli uccelli acquatici.

2. La scelta delle zone umide da includere nella lista dovrebbe basarsi sulla loro importanza internazionale sotto il profilo ecologico, botanico, zoologico, limnologico o idrologico. Dovrebbero innanzitutto essere incluse nella lista le zone umide che rivestono importanza internazionale, in tutte le stagioni, per gli uccelli acquatici.

3. L'inclusione di una zona umida nella lista avviene senza pregiudizio dei diritti esclusivi di sovranità della Parte contraente, sul cui territorio essa è ubicata.

4. Ciascuna Parte contraente indica almeno una zona umida da iscrivere nella lista al momento di firmare la convenzione o di depositare il proprio strumento di ratifica o di adesione, in conformità alle disposizioni dell'art. 9.

5. Ciascuna Parte contraente ha diritto di aggiungere alla lista altre zone umide ubicate sul suo territorio, di ampliare quelle già incluse, oppure, per motivi urgenti di interesse nazionale, di togliere dalla lista, o ridurre, la distesa delle zone umide già incluse. Essa informerà di dette motifiche, il più rapidamente possibile, l'Organizzazione o il Governo responsabile dell'ufficio permanente come specificato dall'articolo 8.

6. Ciascuna Parte contraente terrà conto dei suoi impegni a livello internazionale, ai fini della conservazione, della gestione e di un razionale uso delle popolazioni migratorie di uccelli acquatici, sia quando designa le zone del suo territorio da includere nella lista, sia quando esercita il suo diritto di modificare dette inclusioni.

Articolo 3.

1. Le Parti contraenti elaboreranno ed applicheranno i loro piani regolatori, in modo da favorire la conservazione delle zone umide incluse nella lista, e per quanto possibile, l'uso razionale delle zone umide del loro territorio.

2. Ciascuna Parte contraente adotterà le disposizioni necessarie per essere informata al più presto delle modifiche relative alle caratteristiche ecologiche delle zone umide situate sul suo territorio ed incluse nella lista, che si sono verificate, o siano in atto o suscettibili di verificarsi, a seguito di evoluzioni tecnologiche, di inquinamento o altri interventi dell'uomo. Le informazioni relative a dette modifiche verranno immediatamente trasmesse all'Organismo o al Governo responsabile dell'ufficio permanente specificato all'articolo 8.

Articolo 4.

1 Ciascuna Parte contraente favorirà la conservazione delle zone umide e degli uccelli acquatici, creando riserve naturali nelle zone umide, sia che queste figurino o no nella lista, e provvederà in maniera adeguata alla loro sorveglianza.

2. Se una Parte contraente, per motivi urgenti d'interesse nazionale, toglie una zona umida inclusa nella lista, o ne riduce l'estensione, essa dovrebbe compensare, per quanto possibile, qualsiasi diminuzione di risorse di zone umide, ed in particolare dovrebbe creare nuove riserve naturali per gli uccelli acquatici e per la protezione, nella stessa regione o altrove, di una parte adeguata del loro habitat primitivo.

3. Le Parti contraenti incoraggeranno la ricerca e lo scambio di dati e di pubblicazioni relative alle zone umide, alla loro flora ed alla loro fauna.

4. Le Parti contraenti faranno il possibile, mediante una adeguata gestione, per aumentare le popolazioni di uccelli acquatici nelle zone umide appropriate.

Articolo 5.

Le Parti contraenti si consulteranno in merito all'esecuzione degli obblighi derivanti dalla convenzione, in particolare nel caso di una zona umida che si estende sui territori di più Parti contraenti o qualora un bacino idrografico sia suddiviso tra varie Parti contraenti.

Esse cercheranno di coordinare ed allo stesso tempo di favorire le loro politiche e normative presenti e future, relative alla conservazione delle zone umide, della loro flora e della loro fauna.

Articolo 6.

1. Le Parti contraenti organizzeranno, qualora necessario, delle conferenze riguardo alla conservazione delle zone umide e degli uccelli acquatici.

2. Dette conferenze saranno di natura consultiva; avranno in particolare competenza:

a) per discutere l'applicazione della convenzione;

b) per discutere delle aggiunte e delle modifiche da apportare alla lista;

c) per esaminare le informazioni relative alle modifiche delle caratteristiche ecologiche delle zone umide incluse nella lista, fornite in applicazione del paragrafo 2 dell'art. 3;

d) per fare raccomandazioni, di ordine generale o particolare, alle Parti contraenti, riguardo alla conservazione, alla gestione ed all'uso razionale delle zone umide, della loro flora e della loro fauna;

e) per domandare agli organismi internazionali competenti di elaborare relazioni e statistiche su temi di natura essenzialmente internazionale concernenti le zone umide.

3. Le Parti contraenti notificheranno, ai responsabili ad ogni livello della gestione delle zone umide, le raccomandazioni delle predette conferenze relative alla conservazione, alla gestione ed all'uso razionale delle zone umide e della loro flora e della loro fauna, ed esse prenderanno in considerazione le predette raccomandazioni.

Articolo 7.

1. Le Parti contraenti dovranno includere, nella loro delegazione presso dette conferenze, persone con la qualifica di esperti di zone umide o di uccelli acquatici acquisita mediante conoscenze ed esperienze derivanti da funzioni scientifiche, amministrative od altri incarichi o da altre funzioni specifiche.

2. Ciascuna delle parti contraenti rappresentate ad una conferenza dispone di un voto, essendo le raccomandazioni adottate a maggioranza semplice dei voti espressi con riserva che la metà almeno delle Parti contraenti partecipi alle votazioni.

Articolo 8.

1. In virtù della presente convenzione, l'Unione internazionale per la conservazione della natura e delle sue risorse, svolge le funzioni dell'ufficio permanente, fino al momento in cui un'altra organizzazione o un altro Governo vengano designati da una maggioranza di due terzi di tutte le Parti contraenti.

2. Le funzioni dell'ufficio permanente sono in particolare:

a) di aiutare a convocare ed organizzare le conferenze di cui all'art. 6;

b) di tenere la lista delle zone umide d'importanza internazionale, e di ricevere dalle Parti contraenti le informazioni previste dal paragrafo 5 dell'art. 2, concernenti ogni aggiunta, estensione, soppressione o diminuzione, relativa alle zone umide incluse nella lista;

c) di ricevere dalle Parti contraenti le informazioni previste, in conformità al paragrafo 2 dell'articolo 3, concernenti ogni modifica delle condizioni ecologiche delle zone umide incluse nella lista;

d) di notificare a tutte le Parti contraenti ogni modifica della lista, o ogni cambiamento delle caratteristiche delle zone umide incluse, e di adottare disposizioni affinché queste questioni siano discusse alla prossima conferenza;

e) di informare la Parte contraente interessata delle raccomandazioni delle conferenze, per quanto riguarda le modifiche della lista o i cambiamenti delle caratteristiche delle zone umide incluse.

Articolo 9.

1. La convenzione è aperta alla firma per una durata indeterminata.

2. Ciascun membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di una delle istituzioni specializzate, o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, od ogni Parte allo statuto della Corte internazionale di giustizia, potrà divenire Parte contraente alla presente convenzione mediante:

a) firma senza riserva di ratifica;

b) firma con riserva di ratifica, seguita dalla ratifica;

c) adesione.

3. La ratifica o l'adesione avverranno mediante il deposito di uno strumento di ratifica o di adesione presso il direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura (qui di seguito denominato il «depositario»).

Articolo 10.

1. La convenzione entrerà in vigore quattro mesi dopo che sette Stati saranno divenuti Parti contraenti alla convenzione, in conformità alle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 9.

2. Successivamente, la convenzione entrerà in vigore, per ognuna delle Parti contraenti, quattro mesi dopo la data della sua firma, senza riserva di ratifica, o dal deposito del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 11.

1. La convenzione rimarrà in vigore per una durata indeterminata.

2. Ogni Parte contraente potrà denunciare la convenzione dopo un periodo di cinque anni successivo alla data alla quale essa è entrata in vigore per detta Parte, inviandone notifica per iscritto al depositario. La denuncia avrà effetto quattro mesi dopo il giorno in cui la notifica sarà stata ricevuta dal depositario.

Articolo 12.

1. Il depositario informerà al più presto tutti gli Stati firmatari della convenzione o che vi abbiano aderito:

a) delle firme della convenzione;

b) dei depositi degli strumenti di ratifica della convenzione;

c) dei depositi degli strumenti di adesione alla convenzione;

d) della data di entrata in vigore della convenzione;

e) delle notifiche di denuncia della convenzione.

2. Quando la Convenzione sarà entrata in vigore, il depositario la farà registrare presso il segretariato delle Nazioni Unite conformemente all'art. 102 dello statuto.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, a tal fine debitamente delegati, hanno firmato la presente convenzione.

FATTO a Ramsar il 2 febbraio 1971, in un solo esemplare originale in lingua inglese, francese, tedesca e russa; il testo inglese servirà da riferimento in caso di divergenze d'interpretazione, ed un esemplare sarà affidato al depositario il quale ne rilascerà copie autenticate conformi a tutte le parti contraenti.

87G0333

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 aprile 1987, n. **185.**

Prelevamento della somma di L. 5.073.510.000 dal fondo di riserva per le spese impreviste per l'anno finanziario 1987.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 9 della legge 5 agosto 1978, n. 468, concernente «Riforma di alcune norme di contabilità generale dello Stato in materia di bilancio», con il quale è istituito, nello stato di previsione del Ministero del tesoro, un fondo di riserva per le spese impreviste al fine di provvedere alle eventuali deficienze delle assegnazioni di bilancio rispondenti alle caratteristiche indicate nello stesso articolo;

Visto l'art. 87 della Costituzione della Repubblica;

Vista la legge 7 febbraio 1987, n. 36, concernente disciplina delle esequie di Stato;

Vista la legge 22 dicembre 1986, n. 911;

Considerato che sul fondo di riserva per le spese impreviste iscritto nello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1987 esiste la necessaria disponibilità;

Sulla proposta del Ministro del tesoro;

Decreta:

Dal fondo di riserva per le spese impreviste iscritto al cap. 6855 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1987 è autorizzato il prelevamento, in termini sia di competenza sia di cassa, di complessive L. 5.073.510.000 che si iscrivono ai sottoindicati capitoli dei seguenti stati di previsione per il detto anno finanziario:

Presidenza del Consiglio dei Ministri:

Cap. 1189. — Spese per le esequie di stato	L.	22.000.000
Cap. 1797. — Spese di rappresentanza	»	40.000.000
Cap. 2913. — Indennità, ecc. missioni nel territorio nazionale	»	30.000.000
Cap. 2957. — Manutenzione, ecc. locali e dei relativi impianti	L.	100.000.000
Cap. 3983. — Indennità, ecc. missioni nel territorio nazionale.	»	40.000.000
Cap. 4032. — Spese di rappresentanza.	»	30.000.000

Ministero del tesoro:

Cap. 4420. — Manutenzione, ecc.	L.	1.000.000.000

Ministero delle finanze:

Cap. 5381. — Fitto di locali, ecc.	L.	2.000.000.000

Ministero dei trasporti:

Cap. 1006. — Indennità, ecc.	L.	10.000.000
Cap. 1506. — Indennità, ecc.	»	25.000.000
Cap. 1507. — Indennità, ecc.	»	25.000.000
Cap. 2007. — Indennità, ecc.	»	25.000.000
Cap. 2056. — Fitto di locali, ecc.	»	1.321.000.000

Ministero del lavoro e della previdenza sociale:

Cap. 1006. — Indennità, ecc.	L.	15.000.000

Ministero della marina mercantile:

Cap. 1099. — Manutenzione, ecc.	L.	150.000.000

Ministero delle partecipazioni statali:

Cap. 1096. — Fitto di locali, ecc.	L.	225.510.000

Ministero della sanità:

Cap. 1005. — Indennità, ecc.	L.	15.000.000
	L.	5.073.510.000

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 7 aprile 1987

COSSIGA

GORIA, *Ministro del tesoro*

Visto, *il Guardasigilli:* ROGNONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 maggio 1987
Registro n. 16 Tesoro, foglio n. 34

86G0352

DECRETI E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

DECRETO 11 maggio 1987, n. 186.

Modificazioni al decreto ministeriale 18 luglio 1985 recante disposizioni valutarie concernenti l'importazione e l'esportazione di merci, e successive modificazioni.

IL MINISTRO
DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO DELLE FINANZE
per quanto concerne gli articoli 2, 3, 4, 5 e 10

Visto il decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, convertito, con modificazioni, nella legge 25 luglio 1956, n. 786, concernente nuove norme valutarie e istituzione di un mercato libero di biglietti di Stato e di banca esteri;

Visto il decreto ministeriale 12 marzo 1981, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 82 del 24 marzo 1981, recante: «Norme concernenti i regolamenti valutari ed i rapporti finanziari con l'estero», e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 18 luglio 1985, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 200 del 26 agosto 1985, recante: «Disposizioni valutarie concernenti l'importazione e l'esportazione di merci», e successive modificazioni;

Decreta:

Art. 1.

L'art. 1 del decreto ministeriale 18 luglio 1985 è sostituito dal seguente:

«Art. 1 - *Definizioni.* — I termini elencati hanno il significato di seguito indicato nelle disposizioni valutarie concernenti l'importazione e l'esportazione di merci:

1) operazioni commerciali sono le importazioni e le esportazioni di merci di qualsiasi specie;

2) moduli valutari sono i documenti denominati dichiarazione valutaria di importazione e dichiarazione valutaria di esportazione, i cui due modelli sono riportati nell'allegato 1 al presente decreto;

3) rappresentante dell'operatore è il soggetto incaricato con procura dallo stesso operatore di compiere atti relativi all'importazione o all'esportazione di merci;

4) merci non soggette a divieti economici, comunemente qualificate merci a dogana, sono le merci la cui importazione o esportazione è consentita in base ad autorizzazione generale;

5) merci soggette a divieti economici, comunemente qualificate merci a licenza, sono le merci la cui importazione o esportazione è consentita in base ad autorizzazione particolare;

6) importazioni ed esportazioni domiciliate sono le operazioni commerciali definitive concernenti merci di valore superiore a lire venti milioni, il cui regolamento totale o parziale, anticipato o posticipato, è previsto oltre i dodici mesi che precedono o seguono la data di esecuzione dell'operazione doganale, fatta eccezione per le operazioni in cui la parte del corrispettivo da regolare in via anticipata o posticipata oltre i dodici mesi dalla data suddetta non supera il 10% del corrispettivo stesso e deve essere regolata entro ventiquattro mesi dalla data in questione;

7) importazioni definitive senza impegno di regolamento valutario sono le operazioni commerciali alle quali non è collegata alcuna controprestazione da parte di residenti come diretto corrispettivo delle merci importate;

8) esportazioni definitive senza impegno di regolamento valutario sono le operazioni commerciali alle quali non è collegata alcuna controprestazione da parte di non residenti come diretto corrispettivo delle merci esportate;

9) navi e aerei nazionali sono le navi e gli aerei di qualsiasi nazionalità, il cui esercizio è assunto da residenti;

10) navi e aerei esteri sono le navi e gli aerei di qualsiasi nazionalità, il cui esercizio è assunto da non residenti;

11) compensazione privata di merci è lo scambio tra residenti e non residenti di merci con altre merci o con prestazioni invisibili correnti di valore equivalente.

Le definizioni contenute nell'art. 1 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, sono applicabili anche al presente decreto e alle relative disposizioni di attuazione.

I termini merci estere, nazionali e nazionalizzate, importazioni ed esportazioni definitive, temporanee e a groupage, traffico internazionale, provviste di bordo e dotazione di bordo hanno nel presente decreto e nelle relative disposizioni di attuazione, fatte salve le eccezioni espressamente previste, il medesimo significato accolto nella legislazione doganale».

Art. 2.

L'art. 7 del decreto ministeriale 18 luglio 1985 è sostituito dal seguente:

«Art. 7 - *Esecuzione doganale delle operazioni commerciali.* — Le importazioni e le esportazioni di merci di valore superiore a lire venti milioni sono consentite dalle dogane su presentazione dei moduli valutari di cui all'allegato 1 al presente decreto.

Le importazioni e le esportazioni sono consentite dalle dogane senza presentazione dei moduli valutari, quando le merci hanno un valore non superiore a lire venti milioni, non costituente frazionamento di operazioni di ammontare superiore a questo limite, ovvero quando esse, indipendentemente dal loro valore, sono elencate nell'allegato 2 al presente decreto o sono riconducibili alle particolari fattispecie previste nelle disposizioni di attuazione del presente articolo».

Art. 3.

L'art. 12 del decreto ministeriale 18 luglio 1985 è sostituito dal seguente:

«Art. 12 - *Apposizione del visto bancario sui moduli valutari.* — I moduli valutari, debitamente compilati, devono essere presentati, prima o dopo la loro utilizzazione in dogana, alla banca abilitata che li ha consegnati. Quest'ultima appone sui moduli il proprio visto per attestare la conformità alle disposizioni valutarie dell'operazione sottoposta al suo esame.

Il visto bancario sui moduli valutari deve essere apposto prima della loro utilizzazione in dogana quando le operazioni non siano eseguibili entro i termini di regolamento autorizzati in via generale dall'art. 12 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, nonché quando i moduli si riferiscano all'esportazione di merci temporanea o definitiva senza impegno di regolamento valutario, all'importazione dei prodotti siderurgici di cui alle voci 73.01, 73.02, 73.07, 73.08, 73.09, 73.10, 73.11, 73.12, 73.13, 73.14, 73.15 e 73.18 della tariffa dei dazi doganali, all'introduzione di merci in deposito doganale ai sensi del successivo art. 26, ovvero infine concernano le importazioni di oro greggio assunto in prestito ai sensi del secondo comma dell'art. 31 e le successive riesportazioni. La dogana ha facoltà di consentire nei casi di urgenza l'utilizzazione di moduli valutari senza visto bancario preventivo; tale facoltà potrà essere in particolare esercitata per evitare ritardi nell'inoltro di merci deperibili o per snellire il traffico di frontiera.

Quando i moduli valutari sono firmati da un rappresentante dell'operatore, copia della procura deve essere conservata agli atti della banca che appone il visto sui moduli. L'esibizione della procura non è richiesta quando i moduli valutari sono firmati da spedizionieri doganali o da case di spedizione e trasporto per conto degli operatori interessati, sempreché tali rappresentanti esibiscano i documenti di trasporto ovvero dichiarino di aver ricevuto comunicazione d'incarico da parte dell'operatore rappresentato».

Art. 4.

L'art. 13 del decreto ministeriale 18 luglio 1985, e successive modificazioni, è modificato come segue:

«Art. 13 - *Utilizzazione in dogana dei moduli valutari.* — I moduli valutari sono direttamente utilizzabili, salvo che non sia diversamente prescritto, presso qualsiasi dogana anche frazionatamente per un massimo di dieci operazioni doganali.

Quando i moduli valutari sono vistati da banca abilitata prima dell'utilizzazione doganale, quest'ultima deve avvenire entro centottanta giorni dall'apposizione del visto. La parziale utilizzazione dei moduli valutari protrae la loro validità fino alla conclusione delle operazioni. Restano fermi i più brevi termini eventualmente prescritti dalle disposizioni non valutarie richiamate nel precedente art. 2».

Art. 5.

L'art. 15 del decreto ministeriale 18 luglio 1985 è abrogato.

Art. 6.

L'art. 19 del decreto ministeriale 18 luglio 1985, e successive modificazioni, è così modificato:

«Art. 19 - *Importazioni definitive senza impegno di regolamento valutario.* — Sono autorizzate in via generale le importazioni definitive senza impegno di regolamento valutario. Esse sono consentite dalle dogane su presentazione di modulo valutario sottoposto a visto di banca abilitata».

Art. 7.

L'art. 25 del decreto ministeriale 18 luglio 1985, e successive modificazioni, è modificato come segue:

«Art. 25 - *Esportazioni agevolate da parte di non residenti.* — Gli stranieri ed i cittadini italiani, che risiedono all'estero e che hanno soggiornato in Italia, possono, in esenzione da qualsiasi formalità valutaria, portare al seguito fuori dal territorio nazionale, ovvero spedire all'estero con qualsiasi mezzo anche per il tramite di propri incaricati, beni d'uso acquistati in Italia, sempreché il valore di tali merci non superi il limite di lire venti milioni.

L'esportazione di beni d'uso di valore superiore a lire venti milioni è consentita dalla dogana su presentazione di modulo valutario, firmato da un incaricato della spedizione per conto del non residente».

Art. 8.

L'art. 27 del decreto ministeriale 18 luglio 1985, e successive modificazioni, è modificato come segue:

«Art. 27 - *Compensazioni private di merci.* — L'esecuzione degli accordi di compensazione privata di merci intercorsi tra residenti e non residenti deve essere autorizzata, anche per le merci a dogana, dal Ministero del commercio con l'estero. Le importazioni e le esportazioni delle merci oggetto degli accordi di compensazione privata sono effettuate con presentazione in dogana di moduli valutari sottoposti a visto di banca abilitata.

Il regolamento mediante merci dei compensi di lavorazione delle merci importate od esportate in via temporanea è consentito quando sia previsto nelle atorizzazioni doganali alla effettuazione delle operazioni commerciali temporanee concernenti le merci soggette a lavorazione».

Art. 9.

L'art. 32 del decreto ministeriale 18 luglio 1985, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 32 - *Condizioni per l'effettuazione delle operazioni di transito.* — Le operazioni di transito, autorizzate dall'art. 2 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, possono essere effettuate da transitari abituali, titolari di conto autorizzato, ovvero da transitari occasionali, non titolari di conto autorizzato, a condizione che:

1) abbiano per oggetto merci considerate a dogana ai fini dell'esportazione, merci contrassegnate da asterisco per le quali vige il sistema dell'autorizzazione automatica e comunque le merci comprese tra quelle indicate nelle disposizioni di attuazione del presente articolo;

2) l'ammontare complessivo del prezzo di vendita all'estero sia superiore, al momento della conclusione dell'accordo, al prezzo di acquisto, maggiorato delle eventuali spese accessorie che, in relazione a ciascuna delle due fasi delle operazioni, siano poste a carico del transitario residente. In casi eccezionali i transitari possono porre in essere operazioni in pareggio, purché dichiarino, specificandone i motivi, che le stesse, valutate nell'ambito dell'intera gestione aziendale, si presentano convenienti; i transitari abituali possono porre in essere anche operazioni in perdita, purché le stesse non compromettano la positiva gestione del conto autorizzato nel corso di ciascun anno solare, fermo restando il rilascio della dichiarazione sopra indicata;

3) siano osservati i termini di regolamento di cui all'art. 12 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazoni.

Le operazioni di transito in perdita effettuate da transitari occasionali, aventi per oggetto le merci di cui al punto 1) del precedente comma, sono autorizzate dall'Ufficio italiano dei cambi.

Le operazioni di transito aventi per oggetto merci per le quali vige il sistema dell'autorizzazione discrezionale ai fini di deroga ai divieti economici all'esportazione — diverse da quelle indicate nelle disposizioni di attuazione del presente articolo — sono autorizzate dal Ministero del commercio con l'estero».

Art. 10.

Il punto 22) della lettera *B)* (Merci la cui esportazione definitiva è consentita dalle dogane senza presentazione di modulo valutario e — con esclusione delle merci di cui ai punti 2), 3), 6) e 12) — per autorizzazione generale di deroga ai divieti economici) dell'allegato 2 del decreto ministeriale 18 luglio 1985 è modificato come segue:

22) merce giacente in dogana non ritirata dal destinatario residente di valore non superiore a lire venti milioni.

Art. 11.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Roma, addì 11 maggio 1987

Il Ministro del commercio con l'estero
SARCINELLI

Il Ministro delle finanze
GUARINO

Visto, *il Guardasigilli:* ROGNONI

AVVERTENZA:

Il testo aggiornato del decreto ministeriale 18 luglio 1985 sarà pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* del 30 luglio 1987.

87G0356

DECRETO 12 maggio 1987, n. **187**.

Modificazioni al decreto ministeriale 12 marzo 1981 recante norme concernenti i regolamenti valutari ed i rapporti finanziari con l'estero, e successive modificazioni.

IL MINISTRO
DEL COMMERCIO CON L'ESTERO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO DEL TESORO

Visto il decreto-legge 28 luglio 1955, n. 586, convertito, con modificazioni, nella legge 26 settembre 1955, n. 852, concernente nuove norme sulla negoziazione e la cessione di valute estere allo Stato;

Visto il decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, convertito, con modificazioni, nella legge 25 luglio 1956, n. 786, concernente nuove norme valutarie e istituzione di un mercato libero di biglietti di Stato e di banca esteri;

Visto il decreto ministeriale 12 marzo 1981, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 82 del 24 marzo 1981, recante: «Norme concernenti i regolamenti valutari ed i rapporti finanziari con l'estero», e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 18 luglio 1985, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 200 del 26 agosto 1985, recante: «Disposizioni valutarie concernenti l'importazione e l'esportazione di merci», e successive modificazioni;

Decreta:

Art. 1.

L'art. 23 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 23 - *Obbligo dell'offerta in cessione - Valute da offrire in cessione.* — L'offerta in cessione delle valute estere si intende realizzata con il versamento delle valute stesse, entro trenta giorni dalla data in cui i residenti ne abbiano conseguito il possesso o ne possano comunque disporre, ad una banca abilitata per:

a) l'accreditamento in uno dei conti di cui ai successivi articoli 27, 27-*bis*, 29, 37, 41, 42 e 43;

b) la negoziazione contro lire in conformità delle disposizioni contenute nel successivo art. 24.

Qualora l'offerta in cessione concerna valute possedute dall'obbligato prima dell'acquisto della qualifica di residente, il termine di cui al precedente comma decorre dalla data di acquisizione di tale qualifica.

Ai fini del predetto obbligo devono intendersi valute estere le banconote ed i biglietti di banca esteri, gli assegni, i depositi bancari, postali e simili esigibili a vista, le lettere di credito espressi in monete estere.

Non devono essere offerte in cessione le valute di conto nelle quali devono essere regolate le operazioni previste da accordi interstatali, le monete metalliche estere aventi corso legale e, limitatamente ad importi non superiori al controvalore di L. 200.000, i biglietti di Stato e di banca esteri».

Art. 2.

L'art. 27 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 27 - *Conti valutari.* — Nei "conti valutari", da intendersi per tali quelli istituiti con la legge valutaria n. 852, sono accreditate, osservate le modalità di cui al successivo art. 28:

a) le valute acquisite dal titolare del conto a regolamento di operazioni con non residenti autorizzate;

b) le valute derivanti dalla conversione di lire di conto estero corrisposte al titolare del conto da parte di non residenti a regolamento di operazioni autorizzate;

c) le valute acquistate dal titolare del conto contro lire interne per il regolamento di operazioni autorizzate;

d) le valute derivanti da finanziamento in valuta concesso da banche abilitate ai sensi delle disposizioni vigenti.

Entro il centoventesimo giorno successivo a quello di accreditamento:

le valute di cui alla lettera *a)* possono essere utilizzate dal titolare del conto per la negoziazione contro lire, per pagamenti all'estero, ovvero per altri pagamenti consentiti nel suo interesse;

le valute di cui alla lettera *b)* possono essere utilizzate per tutti i pagamenti consentiti;

le valute di cui alla lettera *d)*, quando derivanti da finanziamento all'esportatore, possono essere utilizzate per le causali indicate al primo alinea.

Entro il sessantesimo giorno successivo a quello di accreditamento:

le valute di cui alla lettera *c)* possono essere utilizzate esclusivamente per il regolamento della specifica operazione che ne ha determinato l'acquisto contro lire;

le valute di cui alla lettera *d)*, quando derivanti da finanziamento all'importatore, possono essere utilizzate per il regolamento dell'operazione finanziata.

Fermo rimanendo quanto stabilito in materia di utilizzo dei conti valutari, è data facoltà ai rispettivi titolari di procedere, nei termini di validità dei conti stessi, a conversioni in altre valute della valuta accreditata».

Art. 3.

Nel decreto ministeriale 12 marzo 1981 viene inserito l'art. 27-*bis:*

«Art. 27-*bis* - *Conti valutari cumulativi.* — Nel caso di gruppi economici, composti da società controllanti e società controllate ai sensi dell'art. 2359 del codice civile, è consentito alla società controllante di intrattenere conti valutari cumulativi nei quali sono accreditati importi in valuta di competenza anche delle società controllate.

Gli utilizzi delle partite così accreditate possono essere disposti dal titolare anche in nome e per conto di ciascuno degli altri membri del gruppo come sopra individuato, a prescindere dall'originaria competenza della partita.

Nel caso di gruppi in cui siano presenti società che svolgono funzioni di carattere finanziario nell'interesse dell'intero gruppo, il conto può essere intestato a dette società.

Tali conti restano disciplinati da tutte le disposizioni stabilite nel precedente articolo in materia di conti valutari».

Art. 4.

L'art. 47 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 47 - *Importazione ed esportazione di banconote italiane da parte di "residenti" e di "non residenti".* — L'importazione di banconote italiane al seguito di residenti e di non residenti è consentita per importo illimitato.

Nel caso di importazione di banconote per valori superiori a L. 500.000, se al seguito di residenti, e di L. 5.000.000, se al seguito di non residenti, ai portatori può essere richiesto di indicare l'origine e/o l'utilizzazione cui dette banconote sono destinate in Italia.

Ai fini della riesportazione i non residenti possono farsi rilasciare, all'atto dell'introduzione delle banconote stesse nel territorio della Repubblica, apposita attestazione doganale utilizzabile, a comprova di tale circostanza, entro sei mesi dal rilascio, ovvero possono dimostrare la circostanza stessa mediante altri mezzi di prova documentale. L'attestazione doganale deve essere richiesta dagli interessati non residenti quando intendono utilizzare le banconote italiane per il regolamento di operazioni autorizzate.

L'attestazione doganale (Mod. V2) deve essere resa inefficace dalle banche secondo i criteri di cui alle disposizioni di attuazione dell'art. 11 del decreto, nel caso di utilizzo delle banconote per il regolamento di operazioni autorizzate, ovvero ritirata dalle dogane nel caso di utilizzo per la riesportazione delle banconote.

L'importazione di banconote italiane è consentita per importo illimitato con invio da corrispondenti bancari a mezzo pacco postale direttamente alla Banca d'Italia per l'accreditamento nei conti capitale di cui all'art. 76.

L'esportazione di banconote italiane al seguito di residenti e di non residenti è consentita fino a L. 500.000 a persona, in qualunque taglio, ferma restando la possibilità per i non residenti di riesportare banconote italiane per importi superiori, sempreché la relativa importazione risulti comprovata secondo quanto stabilito dal precedente terzo comma.

Le banche abilitate, osservate le modalità stabilite nelle circolari di attuazione e di applicazione del presente decreto, possono inviare banconote italiane a banche non residenti che le abbiano:

a) acquistate contro lire di conto estero o valuta di conto valutario;

b) richieste in cambio di biglietti di taglio diverso ovvero in sostituzione di biglietti deteriorati dello stesso taglio».

Art. 5.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Roma, addì 12 maggio 1987

Il Ministro del commercio con l'estero
SARCINELLI

Il Ministro del tesoro
GORIA

Visto, *il Guardasigilli:* ROGNONI

AVVERTENZA:
Il testo aggiornato del decreto ministeriale 12 marzo 1981, sarà pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* del 30 luglio 1987.

87G0357

DECRETO 13 maggio 1987, n. **188**.

Modificazioni al decreto ministeriale 12 marzo 1981 recante norme concernenti i regolamenti valutari ed i rapporti finanziari con l'estero, e successive modificazioni.

IL MINISTRO
DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, convertito, con modificazioni, nella legge 25 luglio 1956, n. 786, concernente nuove norme valutarie e istituzione di un mercato libero di biglietti di Stato e di banca esteri;

Visto il decreto ministeriale 12 marzo 1981, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 82 del 24 marzo 1981, recante norme concernenti i regolamenti valutari ed i rapporti finanziari con l'estero, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 18 luglio 1985, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 200 del 26 agosto 1985, recante disposizioni valutarie concernenti l'importazione e l'esportazione di merci;

Decreta:

Art. 1.

L'art. 11 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 11 - *Documentazione richiesta per le operazioni valutarie.* — Le banche abilitate possono procedere ad un primo intervento nelle operazioni autorizzate, previo esame di documentazione idonea a comprovare la regolarità delle operazioni medesime. La documentazione deve essere corredata da dichiarazione dell'operatore attestante la sua autenticità e la veridicità di quanto risulta dalla stessa, nonché l'eventuale esistenza di un rapporto di mediazione sottostante alle operazioni, da cui derivi l'obbligazione a trasferire valuta a non residente. Per le operazioni commerciali, effettuabili con presentazione in dogana di modulo valutario, la dichiarazione è contenuta nel modulo stesso.

Se i prezzi risultanti dalla documentazione di cui al comma precedente — che devono rappresentare quelli effettivamente concordati — non corrispondono, con ragionevole margine, a quelli, correnti, gli operatori devono segnalare la circostanza alle banche abilitate, con specifica dichiarazione scritta, indicando i motivi che rendono convenienti le operazioni, eventualmente valutate nell'ambito dell'intera gestione aziendale cui si riferiscono. Limitatamente alle operazioni relative ai movimenti di capitali, la corrispondenza tra i prezzi dichiarati dall'operatore e l'effettivo valore dei beni oggetto dell'operazione deve essere accertata, con ragionevole margine, dalle banche abilitate.

Le banche abilitate devono invalidare ai fini valutari — con le modalità stabilite nelle circolari di attuazione e di applicazione del presente decreto — la documentazione di cui sopra, acquisendone copia ai propri atti.

In caso di introiti relativi ad operazioni diverse da quelle commerciali, i residenti, in luogo della prescritta documentazione, possono dichiarare per iscritto gli elementi caratterizzanti le operazioni medesime, ivi compresi quelli necessari per compilare le eventuali segnalazioni delle banche abilitate agli organi valutari. Resta fermo l'obbligo di formulare le altre dichiarazioni prescritte nei commi precedenti e di produrre le eventuali autorizzazioni particolari.

Le banche abilitate sono esonerate dall'effettuazione dei controlli valutari, quando i trasferimenti dall'estero di valuta, anche sotto forma di banconote estere o di lire di conto estero, sono qualificati dal remittente, o in mancanza dal beneficiario, come rimesse emigrati ovvero come trasferimenti a seguito di rimpatrio, rimesse per sostentamento, sussidi o regalie, donazioni, successioni ereditarie o legati.

L'intervento delle banche abilitate nelle operazioni che comportano pagamenti in favore dell'estero è subordinato, salvo deroga concessa dall'Ufficio italiano dei cambi, alla condizione che, nei confronti degli operatori richiedenti, le banche medesime siano territorialmente competenti secondo i criteri stabiliti dalla Banca d'Italia in materia di posizione di rischio. I limiti alla competenza territoriale sono derogabili quando sussistano tassative disposizioni di corrispondente estero oppure quando le banche sono state autorizzate dalla Banca d'Italia a concedere finanziamenti in lire o in valuta fuori dei loro limiti di competenza territoriale.

Gli impegni valutari dei residenti, derivanti da debiti di qualsiasi specie nei confronti di non residenti, si considerano assolti quando i residenti stessi esibiscano alle banche abilitate, intervenute nelle operazioni, documentazione idonea a comprovare la rinuncia senza contropartite dei non residenti ai propri crediti ovvero dichiarino per iscritto alle banche medesime tale circostanza».

Art. 2.

Il secondo comma del paragrafo I) dell'art. 12 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«I regolamenti relativi alle operazioni di cui alle lettere *B)*, n. 2, *C)*, *D)* ed *E)*, n. 1) sub *b)*, del comma precedente possono essere effettuati entro i dodici mesi che precedono la data di riferimento per il computo dei termini di regolamento autorizzati, qualora il valore delle operazioni non superi l'importo di L. 20.000.000».

Art. 3.

È abrogato l'art. 14 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni.

In via transitoria, si dispone che i finanziamenti obbligatori in valuta in essere alla data di entrata in vigore del presente decreto possono essere estinti contro lire, ovvero trasformati in finanziamenti facoltativi regolati dalla disciplina vigente.

Art. 4.

Sono abrogati gli articoli 15, 16, 17 ed i punti 8 e 22 dell'art. 106 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni.

In via transitoria, si dispone che i depositi vincolati costituiti a fronte di investimenti all'estero non più assoggettati all'obbligo del deposito sono svincolati dalla Banca d'Italia territorialmente competente, su richiesta della banca abilitata intervenuta nell'operazione.

Art. 5.

L'art. 26 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 26 - *Conti di attesa ordinari.* — I conti di attesa ordinari devono essere aperti in tutti i casi in cui le banche abilitate che abbiano ricevuto dall'estero valuta in favore dei residenti non possano procedere all'immediato accreditamento delle valute stesse in uno dei conti di cui agli articoli 27, 27-*bis*, 29, 37, 41, 42 e 43, dovendo ancora le stesse accertare la causale della rimessa o la conformità dell'operazione sottostante alle disposizioni valutarie, o non avendo ancora il beneficiario ottenuto l'autorizzazione degli organi valutari quando prescritta.

Entro il trentesimo giorno dalla data di apertura del conto di attesa ordinario, il beneficiario deve fornire alla banca tutti gli elementi necessari affinché essa possa procedere alla sistemazione della partita come indicato al precedente comma, ivi compresa l'ipotesi di restituzione all'estero per difetto di titolo del beneficiario indicato.

Qualora l'apertura del conto di attesa sia stata determinata da pagamento disposto dall'estero in via anticipata rispetto al rilascio dei provvedimenti eventualmente prescritti per l'effettuazione dell'operazione cui il pagamento stesso si riferisce, la domanda all'organo competente per il provvedimento presentata entro il predetto termine, sospende il decorso dei termini del conto di attesa fino alla data del rilascio del provvedimento. Nel caso in cui tale domanda sia presentata prima dell'accensione del conto, il termine dei trenta giorni inizia a decorrere dalla data di rilascio dei provvedimenti.

Sempre nell'ipotesi di pagamento disposto dall'estero in via anticipata rispetto al rilascio del provvedimento in alternativa alla procedura di cui sopra, è consentito alle banche, entro il termine di trenta giorni, di procedere, su richiesta dell'intestatario del conto di attesa, all'accreditamento della valuta — ove ne ricorrano gli altri presupposti — nei conti valutari di cui ai successivi articoli 27 e 27-*bis* anche prima del rilascio del provvedimento, a condizione che l'intestatario si impegni anche per l'eventuale rischio di cambio nel caso in cui la valuta debba essere restituita al remittente estero a seguito del mancato ottenimento del provvedimento.

Tale facilitazione non può essere accordata nei casi in cui l'apertura del conto di attesa sia determinata da erogazione di prestiti da parte dell'estero.

Decorso inutilmente il termine di trenta giorni dall'apertura del conto di attesa ordinario, escludendo dal computo il periodo della eventuale sospensione di cui al terzo comma del presente articolo, la valuta ivi immessa, salvo il caso di restituzione all'estero di cui al secondo comma del presente articolo, non appena dato luogo alla sistemazione della partita, deve essere accreditata in un conto valutario aperto a nome del beneficiario e deve essere utilizzata immediatamente per la cessione all'Ufficio italiano dei cambi al minor cambio secondo quanto previsto dall'art. 5 della legge n. 852».

Art. 6.

L'art. 32 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 32 - *Obbligo di negoziazione delle eccedenze rispetto al massimale dei singoli conti autorizzati.* — Le disponibilità dei conti autorizzati Italia, che risultino in eccedenza rispetto al massimale, devono essere negoziate contro lire tramite le banche abilitate presso le quali tali conti sono aperti, entro il primo giorno lavorativo successivo a quello in cui tali eccedenze risultino accertate in base ai criteri in materia stabiliti nelle circolari di attuazione e di applicazione del presente decreto».

Art. 7.

L'art. 49 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 49 - *Importazione di banconote estere da parte di "residenti" e "non residenti".* — L'importazione di biglietti di Stato e di banca esteri da parte di "residenti" e "non residenti" è libera.

Nel caso di importazione di banconote estere per importi superiori al controvalore di L. 5.000.000, ai residenti può essere chiesto di dichiararne l'origine ed ai non residenti può essere chiesto di indicare l'utilizzazione che essi intendono farne in Italia.

Ai fini della riesportazione i non residenti possono farsi rilasciare, all'atto dell'introduzione dei biglietti stessi nel territorio della Repubblica, apposita attestazione doganale utilizzabile, a comprova di tale circostanza, entro sei mesi dal rilascio ovvero possono dimostrare la circostanza stessa mediante altri mezzi di prova documentale.

L'attestazione doganale deve essere richiesta dagli interessati, residenti e non residenti, quando intendono utilizzare i biglietti di Stato e di banca esteri per il regolamento di operazioni autorizzate».

Art. 8.

L'art. 52 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 52 - *Esportazione ed importazione di monete metalliche estere aventi corso legale al seguito di "residenti" e "non residenti".* — L'esportazione di monete metalliche estere aventi corso legale, diverse da quelle d'oro, è consentita:

1) al seguito di residenti, per importi non superiori al controvalore di L. 30.000 a persona, anche in aggiunta alla normale assegnazione turistica;

2) al seguito di non residenti:

fino ad un importo pari al controvalore di L. 30.000 liberamente;

per importi superiori, sempreché gli stessi siano contenuti nei limiti della precedente importazione comprovata da apposita attestazione doganale, utilizzabile al predetto scopo entro sei mesi dal rilascio, o da altri mezzi di prova documentale.

L'importazione di monete metalliche estere aventi corso legale, diverse da quelle d'oro, è consentita:

1) al seguito di residenti, fino al controvalore di L. 30.000;

2) al seguito di non residenti, senza limite d'importo; ai fini della riesportazione i non residenti possono farsi rilasciare, all'atto della introduzione delle monete stesse nel territorio della Repubblica, apposita attestazione doganale utilizzabile, a comprova di tale circostanza, entro sei mesi dal rilascio ovvero possono dimostrare la circostanza stessa mediante altri mezzi di prova documentale».

Art. 9.

L'art. 53 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 53 - *Esportazione ed importazione contro pagamento di monete metalliche aventi corso legale, diverse da quelle d'oro.* — Fermo restando quanto stabilito nel precedente articolo circa l'importazione e l'esportazione al seguito, i residenti, diversi dalle banche abilitate, possono importare ed esportare monete metalliche estere aventi corso legale, diverse da quelle d'oro, esclusivamente contro impegno di regolamento valutario con l'osservanza delle disposizioni contenute nel decreto ministeriale 18 luglio 1985 e nelle relative disposizioni di attuazione ed applicazione.

Le banche abilitate possono esportare monete metalliche aventi corso legale, diverse da quelle d'oro, senza limite d'importo soltanto per l'accreditamento del corrispondente valore in conti presso banche corrispondenti estere o per il cambio in biglietti di Stato e di banca esteri».

Art. 10.

L'art. 54 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 54 - *Esportazione ed importazione di monete d'oro estere aventi corso legale.* — L'esportazione e l'importazione di monete d'oro estere aventi corso legale è consentita contro impegno di regolamento valutario con l'osservanza delle disposizioni contenute nel decreto ministeriale 18 luglio 1985 e nelle relative disposizioni di attuazione ed applicazione».

Art. 11.

L'art. 61 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 61 - *Esportazione di assegni in valuta estera da parte di residenti e banche abilitate.* — L'esportazione di assegni espressi in valuta estera è consentita da parte di residenti:

al seguito, quando ricevuti a scopo di turismo, affari, studio, cura e per atti di adozione di minori, ovvero in occasione di viaggio di espatrio definitivo, nei limiti fissati nelle rispettive causali e con le modalità di cui alle disposizioni di attuazione e di applicazione del presente decreto;

al seguito o a mezzo posta, quando ricevuti per il regolamento in favore di non residenti di operazioni autorizzate di importo non superiore al controvalore di L. 20.000.000, con le modalità fissate nelle predette circolari.

Le banche abilitate possono inviare all'estero gli assegni in valuta estera nei casi e con le modalità stabilite nelle ripetute circolari».

Art. 12.

L'art. 98 del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 98 - *Cessione contro lire tra residenti di attività sull'estero e regolamenti in valuta tra residenti.* — È consentita la cessione contro lire o a titolo gratuito fra residenti di quote di partecipazione in imprese estere, di titoli azionari ed obbligazionari emessi e/o pagabili all'estero, di altri valori mobiliari emessi o pagabili all'estero e di immobili, sempreché per gli acquirenti sussistano le condizioni richieste per poterne effettuare direttamente l'acquisto da non residenti nonché la cessione contro lire o a titolo gratuito tra residenti di quote di fondi comuni di investimento esteri, sempreché tali quote siano state collocate in Italia in base ad autorizzazione.

È altresì consentita la cessione contro lire o a titolo gratuito tra residenti di crediti dagli stessi vantati nei confronti di non residenti a fronte di operazioni autorizzate.

Il regolamento tra residenti di premi ed indennizzi correlati ad assicurazioni, coassicurazioni e riassicurazioni può essere effettuato in valuta nei casi e con le modalità stabiliti nelle circolari di attuazione e di applicazione del presente decreto.

Il regolamento in valuta tra residenti intervenuti nelle operazioni di transito e nelle operazioni a queste collegate è consentito nei limiti ed alle condizioni di cui al titolo IV del decreto ministeriale 18 luglio 1985 e delle relative disposizioni di attuazione.

Il reintegro dei conti autorizzati intestati a spedizionieri è consentito nei casi stabiliti nelle circolari di attuazione e applicazione del presente decreto».

Art. 13.

L'art. 108-*bis* del decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituito dal seguente:

«Art. 108-*bis* - *Delega di competenza al Mediocredito centrale.* — Fermi restando i termini di iniziativa bancaria, è delegata al Mediocredito centrale la facoltà di rilasciare le autorizzazioni e i nulla osta prescritti dalle vigenti disposizioni valutarie, nonché gli affidamenti in ordine alle operazioni indicate al successivo comma,

sempreché non venga richiesta la garanzia assicurativa statale e ricorrano inoltre le seguenti condizioni:

a) sia richiesto l'intervento agevolativo del predetto istituto ai sensi della legge 24 maggio 1977, n. 227, e successive modificazioni e integrazioni;

b) il valore del contratto non sia superiore a lire 50 miliardi o, se espresso in valuta, al corrispondente controvalore calcolato al cambio vigente due giorni utili prima della data di presentazione della domanda.

La facoltà delegata al Mediocredito centrale in base al precedente comma si applica in ordine alle operazioni di seguito indicate:

1) esportazioni di merci che comportino dilazioni di pagamento fino a otto anni dalla data delle relative operazioni doganali ovvero, se previsto contrattualmente, dalla data dell'accettazione o del collaudo;

2) trasformazione in definitiva di merci esportate in regime di temporanea, che comportino dilazioni di pagamento fino a otto anni dalla data della trasformazione in definitiva ovvero dalla data di perfezionamento del contratto;

3) prestazioni di servizi, di studi e di progettazioni, che comportino dilazioni di pagamento fino a otto anni dalla data della prestazione ovvero, se previsto contrattualmente, dalla data della consegna o dell'accettazione;

4) esecuzione di lavori all'estero ed opere provvisionali ad essi inerenti, che comportino dilazioni di pagamento fino a otto anni dalla data della prestazione ovvero, se previsto contrattualmente, dalla data dell'accettazione o del collaudo;

5) locazioni finanziarie di macchinari, attrezzature e mezzi di trasporto, con durata massima non superiore a otto anni;

6) prestazioni o costituzioni di fidejussioni, cauzioni, depositi, anticipazioni, che gli operatori nazionali sono tenuti a prestare o costituire all'estero onde poter concorrere ad aste od appalti indetti da Stati o enti esteri, ovvero a fronte di quote di pagamento anticipate, ovvero al fine della buona esecuzione del contratto di fornitura, di prestazioni di servizi o di esecuzione di lavori, ovvero in sostituzione di trattenute a garanzia, relativamente alle operazioni di cui ai precedenti punti 1), 3) e 4).

Fermo restando quanto stabilito all'art. 107 del presente decreto in materia di operazioni strumentali e accessorie, al Mediocredito centrale è altresì delegata la facoltà di rilasciare, per l'espletamento delle operazioni di cui ai precedenti punti 1), 3) e 4), le autorizzazioni, i nulla osta e gli affidamenti per i pagamenti anticipati oltre i termini di iniziativa bancaria.

Al Mediocredito centrale è inoltre delegata la facoltà di rilasciare provvedimenti di modifica delle autorizzazioni concesse dai competenti organi valutari allorché rilevi, in sede di ammissione all'intervento agevolativo, le seguenti difformità tra i termini delle operazioni da finanziare e le stesse autorizzazioni:

a) variazioni migliorative per la gestione valutaria, limitatamente all'eventualità di riduzione parziale della fornitura adeguatamente motivata, anche modifiche che determinino un minore introito valutario;

b) mancato rispetto della data di esecuzione della fornitura o di spedizione della merce, eventualmente indicata nell'autorizzazione valutaria, sia essa una data prevista o una data prefissata, purché sia rispettato il termine di validità dell'autorizzazione stessa; in ogni caso le modalità di rimborso dovranno risultare conformi all'autorizzazione medesima, salvo quanto previsto alla successiva lettera *e)*;

c) scostamenti delle scadenze effettive dei rimborsi rispetto a quelle previste nelle autorizzazioni originarie fino a un massimo di un mese;

d) titoli emessi con scadenze diverse da quelle eventualmente indicate nelle autorizzazioni degli organi valutari fino ad uno scostamento massimo di un mese;

e) raggruppamento del pagamento di più spedizioni in un'unica sede di effetti a fronte di autorizzazione valutaria che fa riferimento genericamente alle spedizioni o alle singole spedizioni, sempreché la media ponderata effettiva delle spedizioni risulti a non più di sei mesi dalla prima scadenza di rimborso, fatta salva la tolleranza di alcuni giorni di cui alla precedente lettera *c)*.

Al Mediocredito centrale è infine delegato il compito di rilasciare tutte le autorizzazioni e gli affidamenti necessari all'effettuazione delle operazioni finanziate con crediti di aiuto o con crediti misti la cui concessione sia stata deliberata ai sensi della legge 26 febbraio 1987, n. 49.

Il Mediocredito centrale rilascerà anche le autorizzazioni definitive conseguenti agli affidamenti concessi precedentemente all'entrata in vigore del presente decreto dal Ministero del commercio con l'estero per l'effettuazione delle operazioni da finanziare con crediti di aiuto e misti, nonché le autorizzazioni necessarie all'effettuazione di operazioni connesse con crediti finanziari agevolati accordati ai sensi della legge 9 febbraio 1979, n. 38.

Restano affidate alla diretta competenza del Ministero del commercio con l'estero le autorizzazioni relative al trasferimento di compensi di mediazione per le quali sia necessario richiedere, ai sensi delle disposizioni pro tempore vigenti, il parere dell'apposito comitato costituito presso il Ministero stesso.

Resta, in ogni caso, ferma la competenza del Ministero del commercio con l'estero per il rilascio di autorizzazioni ad esportare merci comprese nella tabella Export».

Art. 14.

La causale 49 *a)* Esborsi dell'allegato *A* al decreto ministeriale 12 marzo 1981, e successive modificazioni, è sostituita dal seguente:

«Causale 49 *a)*	Esborsi
Spese di viaggio e soggiorno a scopo di turismo	Assegnazione di valuta estera fino al controvalore di 1.250 D.S.P. (Diritti speciali di prelievo) a favore di ciascun residente per ogni viaggio all'estero con l'osservanza dei limiti e delle modalità prescritti dalle circolari di attuazione e applicazione».

Art. 15.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Roma, addì 13 maggio 1987

Il Ministro: SARCINELLI

Visto, *il Guardasigilli:* ROGNONI

AVVERTENZA:

Il testo aggiornato del decreto ministeriale 12 marzo 1981, sarà pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* del 30 luglio 1987.

87G0358

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DECRETO 13 maggio 1987.

Divieto di afflusso degli autoveicoli nell'isola di Procida per l'anno 1987.

IL MINISTRO DEI LAVORI PUBBLICI

DI INTESA CON

IL MINISTRO DEL TURISMO E DELLO SPETTACOLO

Vista la legge 20 giugno 1966, n. 599, concernente la limitazione alla circolazione stradale nelle piccole isole, che attribuisce al Ministero del lavori pubblici di intesa con il Ministero del turismo e dello spettacolo, sentite le ammministrazioni comunali interessate e la locale azienda autonoma di cura, soggiorno e turismo, la facoltà di vietare nei mesi di più intenso movimento turistico, che autoveicoli appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabile siano fatte affluire nelle isole stesse;

Vista la delibera del consiglio comunale di Procida (Napoli) in data 25 marzo 1987, n. 218;

Vista la nota dell'Azienda di cura soggiorno e turismo dell'isola di Procida (Napoli) in data 13 aprile 1987, n. 0318;

Vista la nota della prefettura di Napoli in data 30 aprile 1987, n. 11512;

Visto il telegramma del sindaco di Procida in data 7 maggio 1987, n. 4319;

Ritenuto opportuno adottare i richiesti provvedimenti limitativi per le ragioni espresse nei menzionati atti;

Decreta:

Art. 1.

Divieto

Dal 15 maggio 1987 al 30 agosto 1987 è vietato l'afflusso sull'isola di Procida degli autoveicoli appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabile dell'isola.

Art. 2.

Deroghe

Durante il periodo di cui all'art. 1 possono affluire nell'isola:

a) gli autoveicoli appartenenti a persone facenti parte della popolazione stabile dell'isola;

b) le ambulanze, i veicoli dei servizi di polizia e di giustizia, i veicoli tecnici delle aziende erogatrici di pubblici servizi nell'isola, ed i carri funebri;

c) autoveicoli recanti targa estera e non della regione Campania sempre che siano condotti dagli intestatari della carta di circolazione oppure da altre persone comunque non residenti in Campania;

d) autoveicoli che trasportano invalidi, purché muniti dello speciale contrassegno di cui al decreto n. 1176 dell'8 giugno 1979 del Ministero del lavori pubblici e trasporti, regolarmente rilasciato da una competente autorità italiana o estera integrata dall'autorizzazione rilasciata dalla prefettura di Napoli; purché guidati dallo stesso invalido o da un accompagnatore;

e) automezzi per il trasporto di artisti e attrezzature per occasionali prestazioni di spettacolo. Il permesso verrà concesso dall'amministrazione comunale di volta in volta, secondo le strette necessità;

f) le autovetture trainanti caravan che — in ogni caso — dovranno rimanere ferme per tutto il periodo di divieto di cui all'art. 1 nel punto in cui hanno effettuato il primo parcheggio dopo lo sbarco;

g) gli autoveicoli destinati all'approvvigionamento alimentare dell'isola;

h) gli autoveicoli adibiti esclusivamente al trasporto di merci, diverse da quelle del precedente punto *g)*, nei giorni feriali dal lunedì al venerdì.

Art. 3.

Sanzioni

I contravventori di divieti sono puniti con la sanzione amministrativa da L. 150.000 a L. 1.500.000 prevista dal secondo comma dell'articolo unico della legge 20 giugno 1966, n. 599, modificata dal terzo comma dell'art. 113 e dell'art. 114 della legge 24 novembre 1981, n. 689.

Art. 4.

Controllo

Il prefetto di Napoli è incaricato di assicurare la esecuzione del presente decreto e della assidua e sistematica sorveglianza sul rispetto dei divieti suddetti per tutto il periodo considerato.

Roma, addì 13 maggio 1987

Il Ministro dei lavori pubblici
ZAMBERLETTI

Il Ministro del turismo e dello spettacolo
DI LAZZARO

87A4193

MINISTERO DELLA SANITÀ

DECRETO 24 aprile 1987.

Autorizzazione alla prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova ad esercitare attività di trapianto di rene da cadavere a scopo terapeutico e all'istituto di urologia ad esercitare attività di prelievo e trapianto di rene da cadavere a scopo terapeutico in età pediatrica.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Viste le istanze presentate dal presidente della U.S.L. n. 21 di Padova in data 15 luglio 1985, 29 gennaio 1986 e 16 dicembre 1986, intese ad ottenere per la prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero l'autorizzazione per l'espletamento delle attività di trapianto di rene da cadavere a scopo terapeutico e per l'istituto di urologia del medesimo complesso clinico ospedaliero l'autorizzazione per l'espletamento delle attività di prelievo e trapianto di rene da cadavere a scopo terapeutico in età pediatrica;

Viste le relazioni sugli accertamenti tecnici eseguiti dall'Istituto superiore di sanità in data 15 aprile 1986 e 26 agosto 1986;

Sentito il parere favorevole espresso dalla terza sezione del Consiglio superiore di sanità in data 2 febbraio 1987;

Considerato che in base agli accertamenti tecnici eseguiti ed al parere formulato dal Consiglio superiore di sanità, nulla osta alla concessione delle richieste autorizzazioni;

Vista la legge 2 dicembre 1975, n. 644, che disciplina i prelievi di parti di cadavere a scopo di trapianto terapeutico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 giugno 1977, n. 409, che approva il regolamento di esecuzione della sopracitata legge;

Decreta:

Art. 1.

La prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova è autorizzata alle attività di trapianto di rene da cadavere prelevato in Italia o importato gratuitamente dall'estero.

Art. 2.

L'istituto di urologia del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova è autorizzato alle attività di:

a) prelievo di rene da cadavere a scopo di trapianto terapeutico in età pediatrica;

b) trapianto di rene da cadavere prelevato in Italia o importato gratuitamente dall'estero, in età pediatrica.

Art. 3.

Le operazioni di cui all'art. 1 del presente decreto debbono essere eseguite nelle sale operatorie della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova. Le operazioni di cui ai punti *a*) e *b*) dell'art. 2 del presente decreto debbono essere eseguite nelle sale operatorie dell'istituto di urologia del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova.

Art. 4.

Le operazioni di cui all'art. 1 del presente decreto debbono essere eseguite dai seguenti sanitari:

Peracchia prof. Alberto, direttore della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Ancona prof. Ermanno, direttore dell'istituto di anatomia chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Tremolada prof. Carlo, aiuto della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Merigliano prof. Stefano, aiuto della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Bardini dott. Romeo, aiuto della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Zaninotto dott. Giovanni, ricercatore universitario della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Battaglia dott. Giorgio, ricercatore universitario della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Baccaglini dott. Ugo, ricercatore universitario della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Rossi dott. Mauro, medico interno della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Rigotti dott. Paolo, assistente ospedaliero della prima clinica chirurgica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova.

Art. 5.

Le operazioni di cui ai punti *a*) e *b*) dell'art. 2 del presente decreto debbono essere eseguite dai seguenti sanitari:

Pagano prof. Francesco, direttore dell'istituto di urologia del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Passerini Glazel prof. Giacomo, associato di urologia pediatrica dell'istituto di urologia del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Artibani prof. Walter, associato di nefrologia chirurgica dell'istituto di urologia del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Garbeglio dott. Antonio, assistente ospedaliero dell'istituto di urologia del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Aragona dott. Francesco, ricercatore universitario dell'istituto di urologia del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Guglielmi prof. Maurizio, ordinario di chirurgia pediatrica della cattedra di chirurgia pediatrica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Perrino prof. Giampiero, associato di chirurgia neonatale della cattedra di chirurgia pediatrica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Zanon dott. Giovanni Franco, ricercatore della cattedra di chirurgia pediatrica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova;

Gamba dott. Piergiorgio, medico interno della cattedra di chirurgia pediatrica del complesso clinico ospedaliero della U.S.L. n. 21 di Padova.

Art. 6.

Il presente decreto ha la validità di cinque anni a decorrere dalla sua data e può essere revocato in qualsiasi momento qualora vengano a mancare in tutto o in parte i presupposti che ne hanno consentito il rilascio.

Art. 7.

All'atto della scadenza della validità, ove non vengano tempestivamente rinnovate le autorizzazioni, cessa automaticamente ogni attività di trapianto di rene da cadavere a scopo terapeutico e di prelievo e trapianto di rene da cadavere a scopo terapeutico in età pediatrica.

Art. 8.

Il presidente del comitato di gestione della U.S.L. n. 21 di Padova è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 24 aprile 1987

Il Ministro: DONAT CATTIN

87A4389

DECRETO 24 aprile 1987.

Autorizzazione all'espletamento dell'attività di solo prelievo di rene da cadavere a scopo di trapianto terapeutico presso l'ospedale civile di Ivrea - U.S.L. n. 40.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Vista l'istanza presentata dal presidente della U.S.L. n. 40 di Ivrea, intesa ad ottenere l'autorizzazione all'espletamento dell'attività di solo prelievo di rene da cadavere a scopo di trapianto terapeutico;

Vista la relazione sugli accertamenti tecnici eseguiti dall'Istituto superiore di sanità;

Sentito il parere favorevole espresso dalla terza sezione del Consiglio superiore di sanità in data 28 ottobre 1986;

Considerato che in base agli accertamenti tecnici eseguiti ed al parere formulato dal Consiglio superiore di sanità, nulla osta alla concessione della richiesta autorizzazione al solo prelievo di rene da cadavere a scopo di trapianto terapeutico;

Vista la legge 2 dicembre 1975, n. 644, che disciplina i prelievi di parti di cadavere a scopo di trapianto terapeutico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 giugno 1977, n. 409, che approva il regolamento di esecuzione della sopracitata legge;

Decreta:

Art. 1.

L'ospedale civile di Ivrea - U.S.L. n. 40 è autorizzato all'espletamento dell'attività di solo prelievo di rene da cadavere a scopo di trapianto terapeutico.

Art. 2.

Le operazioni di solo prelievo di rene da cadavere debbono essere eseguite presso le due sale operatorie servite da impianto di condizionamento centrale dell'ospedale civile di Ivrea.

Art. 3.

Le operazioni di cui all'art. 2 del presente decreto debbono essere eseguite dai seguenti sanitari:

Aveta prof. Giovanni, primario della divisione di urologia dell'ospedale civile di Ivrea;

Bocchio dott. Pierluigi, aiuto della divisione di urologia dell'ospedale civile di Ivrea;

Landorno dott. Marino, assistente della divisione di urologia dell'ospedale civile di Ivrea;

Baldi dott. Arturo, primario incaricato della divisione di chirurgia dell'ospedale civile di Ivrea;

Cossavella dott. Domenico, aiuto della divisione di chirurgia dell'ospedale civile di Ivrea;

Azzario dott. Glauco, aiuto della divisione di chirurgia dell'ospedale civile di Ivrea.

Art. 4.

Il presente decreto ha la validità di cinque anni a decorrere dalla sua data e può essere revocato in qualsiasi momento qualora vengano a mancare in tutto o in parte i presupposti che ne hanno consentito il rilascio.

Art. 5.

All'atto della scadenza della validità, ove non venga tempestivamente rinnovata l'autorizzazione, cessa automaticamente ogni attività di prelievo di rene da cadavere a scopo di trapianto terapeutico.

Art. 6.

Il presidente della U.S.L. n. 40 di Ivrea è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 24 aprile 1987

Il Ministro: DONAT CATTIN

87A4081

MINISTERO DELL'INTERNO

DECRETO 21 aprile 1987.

Rettifica al decreto ministeriale 5 agosto 1986 riguardante l'estinzione della mensa vescovile e dei benefici capitolari, parrocchiali, vicariali, curati o comunque denominati esistenti nella diocesi di Fano.

IL MINISTRO DELL'INTERNO

Visto il proprio decreto in data 5 agosto 1986, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 20 settembre 1986, relativo all'elenco dei benefici capitolari, parrocchiali, vicariali, curati o comunque denominati estintisi, unitamente alla mensa vescovile, nella diocesi di Fano;

Visti i provvedimenti con i quali il vescovo diocesano rettifica l'elenco di cui trattasi;

Visto l'art. 28 della legge 20 maggio 1985, n. 222;

Decreta:

Nell'elenco dei benefici capitolari, parrocchiali, vicariali, curati o comunque denominati, estintisi nella diocesi di Fano contestualmente alla nascita dell'Istituto per il sostentamento del clero, l'esatta denominazione dei benefici ai numeri d'ordine 66, 73, 79 e 84 è la seguente:

66. Comune di Mondavio - beneficio parrocchiale di S. Maria in Cavallara, noto anche quale prebenda parrocchiale di S. Maria in Cavallara, oppure prebenda parrocchiale di S. Lorenzo in Rupoli e di S. Maria in Cavallara, oppure confraternita di S. Ubaldo, oppure confraternita di S. Ubaldo del SS. Sacramento, con sede in 61040 Mondavio, via Cavallara.

73. Comune di Orciano di Pesaro - beneficio parrocchiale S. Lorenzo Martire, noto anche quale prebenda parrocchiale di Rupoli e Cavallara, con sede in 61038 Orciano di Pesaro, piazza Kolbe.

79. Comune di Piagge - beneficio parrocchiale S. Lucia, noto anche prebenda parrocchiale S. Lucia, oppure legato Pio Pedrazzi, oppure confraternita del SS. Sacramento, oppure Chiesa del SS. Sacramento, con sede in 61030 Piagge, via Roma.

84. Comune di S. Costanzo - beneficio canonicale della Madonna della Misericordia e di San Giuseppe, con sede in 61039 S. Costanzo, via Tomani, 8.

Roma, addì 21 aprile 1987

Il Ministro: SCALFARO

87A3932

DECRETO 21 aprile 1987.

Rettifica al decreto ministeriale 15 settembre 1986 riguardante il conferimento della qualifica di ente ecclesiastico civilmente riconosciuto a trenta parrocchie della diocesi di Termoli.

IL MINISTRO DELL'INTERNO

Visto il proprio decreto in data 15 settembre 1986, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 23 settembre 1986, con il quale è stata conferita la qualifica di ente ecclesiastico civilmente riconosciuto alle trenta parrocchie costituite nella diocesi di Termoli;

Ritenuta la necessità di rettificare la denominazione di una di dette parrocchie;

Visti gli articoli 29 e 30 della legge 20 maggio 1985, n. 222;

Decreta:

Nell'elenco di cui all'art. 1 del decreto ministeriale in data 15 settembre 1986, richiamato in premessa, l'esatta denominazione e sede della parrocchia al numero d'ordine 22 è la seguente:

22. Comune di Termoli (86039): parrocchia Maria SS. del Monte Carmelo, via Panama.

Roma, addì 21 aprile 1987

Il Ministro: SCALFARO

87A3933

DECRETO 21 aprile 1987.

Rettifica al decreto ministeriale 2 ottobre 1986 riguardante il conferimento della qualifica di ente ecclesiastico civilmente riconosciuto a ottantacinque parrocchie della diocesi di Oristano.

IL MINISTRO DELL'INTERNO

Visto il proprio decreto in data 2 ottobre 1986, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 13 ottobre 1986, con il quale è stata conferita la qualifica di ente ecclesiastico civilmente riconosciuto alle ottantacinque parrocchie costituite nella diocesi di Oristano;

Visto il provvedimento con il quale il vescovo diocesano rettifica la denominazione di talune parrocchie;

Visti gli articoli 29 e 30 della legge 20 maggio 1985, n. 222;

Decreta:

Nell'elenco di cui all'art. 1 del decreto ministeriale in data 2 ottobre 1986, richiamato in premessa, l'esatta denominazione e sede delle parrocchie ai numeri d'ordine 3, 49 e 83 è la seguente:

3. Comune di Arborea, parrocchia SS. Redentore, con sede in piazza Maria Ausiliatrice, 10 - 09092 località Arborea.

49. Comune di Seneghe, parrocchia Maria Immacolata, con sede in via Zoccheddu, 2 - 09070 località Seneghe;

83. Comune di Teti, parrocchia Santa Maria della Neve, con sede in piazza Popolo, 1 - 08020 località Teti.

Roma, addì 21 aprile 1987

Il Ministro: SCALFARO

87A3934

DECRETO 21 aprile 1987.

Rettifica al decreto ministeriale 12 dicembre 1986 riguardante il conferimento della qualifica di ente ecclesiastico civilmente riconosciuto a settantacinque parrocchie e la perdita della personalità giuridica civile da parte di sessantasei chiese parrocchiali, tutte della diocesi di Piazza Armerina.

IL MINISTRO DELL'INTERNO

Visto il proprio decreto in data 12 dicembre 1986, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 27 gennaio 1987, con il quale:

e stata conferita la qualifica di ente ecclesiastico civilmente riconosciuto alle settantacinque parrocchie costituite nella diocesi di Piazza Armerina;

sono state dichiarate estinte sessantasei chiese parrocchiali;

sono state individuate la o le parrocchie che succedono a ciascuna chiesa parrocchiale;

Visto il provvedimento con il quale il vescovo diocesano rettifica uno di detti rapporti successori;

Visti gli articoli 29 e 30 della legge 20 maggio 1985, n. 222;

Decreta:

Nell'elenco di cui all'art. 4 del decreto ministeriale in data 12 dicembre 1986, richiamato in premessa, il rapporto successorio al numero d'ordine 1 è modificato come segue:

1. Comune di Enna, alla chiesa parrocchiale di S. Pietro, sita in c.a.p. 94100 Enna, via S. Pietro, succede, per quanto concerne l'intero patrimonio, la parrocchia Maria SS. della Visitazione - chiesa Madre, sita in c.a.p. 94100 Enna, piazza Duomo.

Roma, addì 21 aprile 1987

Il Ministro: SCALFARO

87A3931

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

DECRETO 16 aprile 1987.

Liquidazione coatta amministrativa della società cooperativa Consorzio delle cooperative produttrici del Monte Amiata - Società cooperativa a r.l., in Santa Fiora, e nomina dei commissari liquidatori.

IL MINISTRO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze dell'ispezione ordinaria eseguita in data 20 febbraio 1987 nei confronti del Consorzio delle cooperative produttrici del Monte Amiata - Società cooperativa a r.l., con sede in Santa Fiora (Grosseto), dalle quali si rileva che l'ente predetto non ha attività sufficienti per il pagamento dei debiti;

Ritenuta la necessità di sottoporre la cooperativa in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Tenuto conto delle designazioni effettuate dall'Associazione nazionale di rappresentanza e tutela del movimento cooperativo cui l'ente predetto aderisce ai sensi dell'art. 9 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Tenuto conto dell'importanza dell'impresa ai sensi del secondo comma dell'art. 198 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La società cooperativa Consorzio delle cooperative produttrici del Monte Amiata - Società cooperativa a r.l., con sede in Santa Fiora (Grosseto), costituita per rogito notaio Bonelli Giorgio in data 16 gennaio 1980, iscritta al n. 3088/80 del registro società presso il Tribunale di Grosseto, è posta in liquidazione coatta amministrativa ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267 e i signori:

Pasini dott. Riccardo, residente in Reggio Emilia, via Martiri della Bettola n. 51/19;

Manca dott. Marcello, residente in Roma, via G. Gola n. 51;

Cezza dott. Franco, residente a Maglie (Lecce), via De Ferraris Galateo, 15,

sono nominati commissari liquidatori.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 16 aprile 1987

p. *Il Ministro:* MEZZAPESA

87A4106

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Rilascio di exequatur

In data 10 marzo 1987 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur ai signori:

Timothy M. Randall, console degli Stati Uniti d'America a Napoli;

Upton Beall Bowden III, console degli Stati Uniti d'America a Milano;

Renato L. Davia, console degli Stati Uniti d'America a Milano;

Richard B. Helm, console degli Stati Uniti d'America a Milano;

Candance H. Mathewson, vice console degli Stati Uniti di America a Milano;

Moosa A. Valli, console degli Stati Uniti d'America a Genova;

Edward M. Milburn, console degli Stati Uniti d'America a Genova;

Michael G. Anderson, console degli Stati Uniti d'America a Genova;

John A. Boyle, console generale degli Stati Uniti d'America a Milano;

Jacques A. De Coster, console degli Stati Uniti d'America a Milano;

Marilyn F. Jackson, console degli Stati Uniti d'America a Milano;

Joseph Benjamin Torres, console degli Stati Uniti d'America a Palermo;

Katherine H. Shirley, console generale degli Stati Uniti d'America a Palermo;

Dundley G. Sipprelle, console generale degli Stati Uniti di America a Roma;

Edmondo Camurri, console onorario della Repubblica del Ruanda a Torino.

87A3552

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanze di posti di professore universitario di ruolo di seconda fascia da coprire mediante trasferimento

Ai sensi e per gli effetti degli articoli 65, 66 a 93 del testo unico sull'istruzione superiore approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, e dell'art. 3 decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso le seguenti Università sono vacanti alcuni posti di professore universitario di ruolo di seconda fascia, per le discipline sottospecificate, alla cui copertura le facoltà interessate intendono provvedere mediante trasferimento:

UNIVERSITÀ DI BOLOGNA

Facoltà di medicina e chirurgia:

urologia;
medicina sociale.

UNIVERSITÀ DI MILANO

Facoltà di medicina veterinaria:

endocrinologia degli animali domestici;
chimica II;
etnografia;
anatomia topografica veterinaria;
agronomia generale e coltivazioni erbacee;
tecnologie dell'allevamento del coniglio;
tecnica mangimistica;
tecnologia avicola.

UNIVERSITÀ DI NAPOLI

Facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali:

antropologia;
istituzioni di matematiche;
anatomia comparata;
istologia ed embriologia;
anatomia umana;
biofisica;
impianti industriali chimici con elementi di disegno;
fisica generale I;
fisica solare;
zoologia.

POLITECNICO DI TORINO

Facoltà di ingegneria:

economia e politica economica;
linguaggi di programmazione e compilatori.

UNIVERSITÀ DI UDINE

Facoltà di agraria:

sociologia rurale.

Gli aspiranti al trasferimento ai posti anzidetti dovranno presentare le proprie domande direttamente ai presidi delle facoltà interessate, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

87A4111

Autorizzazione all'istituto tecnico commerciale statale «Stracca» di Ancona ad accettare una donazione

Con decreto del prefetto della provincia di Ancona datato 19 agosto 1985, protocollo n. 6113/1ª, l'istituto tecnico commerciale statale «Stracca» di Ancona è stato autorizzato ad accettare la donazione di otto personal computer PC/IBM, corredati dei dispositivi e prodotti ausiliari, effettuata dalla società IBM-Italia S.p.a., affinché siano utilizzati per l'attività didattica.

87A3806

Autorizzazione all'istituto tecnico commerciale statale «Belotti» di Bergamo ad accettare una donazione

Con decreto del prefetto della provincia di Bergamo datato 25 febbraio 1987, protocollo n. 1059, l'istituto tecnico commerciale statale «Belotti» di Bergamo è stato autorizzato ad accettare la donazione di un personal computer marca Olivetti, modello M20, corredato da dispositivi e prodotti ausiliari, dal valore nominale di L. 1.000.000, effettuata dalla Banca provinciale lombarda, affinché siano usati per lo svolgimento di attività didattiche.

87A3803

Autorizzazione all'istituto d'arte statale di Sesto Fiorentino ad accettare una donazione

Con decreto 29 novembre 1986, n. 482, del prefetto di Firenze, l'istituto d'arte statale di Sesto Fiorentino è stato autorizzato ad accettare la donazione disposta dal sig. Enrico Facci.

87A3801

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Elenco delle domande presentate al Ministero dell'agricoltura e delle foreste in applicazione dell'art. 9, primo comma, del regolamento di esecuzione della legge 25 novembre 1971, n. 1096, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 8 ottobre 1973, n. 1065.

Costitutore dichiarato	Specie e varietà
Helizea International S.p.a. - Ferrara	*Mais:* Fulton
Helizea Agrigenetics S.p.a. - Ferrara	*Soia:* Modena
Società europea del seme S.p.a. - Massalombarda (Ravenna)	*Mais:* Uno, Ibernio *Soia:* Astra, Nettunia, Luna, Selenia, Solaria, Terrena *Girasole:* Sempione, Susa *Barbabietola da zucchero:* Taro, Gargano, Umbra
Istituto sperimentale per l'orticoltura - Pontecagnano (Salerno)	*Bietola da costa:* Sibilla *Pomodoro:* Ben Hur, Rando, Anceo, Giasone, Linceo
I.S.I. Italiana sementi e ibridi - Fidenza (Parma)	*Pomodoro:* Medea, Anita, Carioca, Nicam, Alamo
Bruzzi Francesco, Mario e Stefano - Novara	*Riso:* Roncolo
Società Hauptsaaten fur die Rheinprovinz - Koln (RFT)	*Frumento tenero:* Renania
Dr. Takacs Laszlo - Iregszemcse (H)	*Girasole:* Virtus, Villa, Visa
Dr. Frank Jozsef - Szeged Alsakikotosor	*Girasole:* Video
Hettema Zonen - Emmeloord (NL)	*Patata:* Adora, Liseta, Morene, Mondial
Dahlgren & Company Inc. - Crookston - Minnesota (USA)	*Girasole:* Inti, Modulus, Reflex, Halley, Yellow, Test
Kweekbedrijf Ropta - ZPC - Metslawier (NL)	*Patata:* Obelix, Van Gogh
Garavana Fiorenzo - Lamporo (Vercelli)	*Riso:* Zaffiro
Sementi Zorzi S.r.l. - Padova	*Melone:* Ferret
Ceccato Sementi S.r.l. - Tombolo (Padova)	*Mais:* Great, Lord *Soia:* Splendor *Dactylis glom.:* Micol *Festuca arun.:* Arpa *Loglio ital.:* Medoacus
Illinois Foundation Seeds Inc. Champaign - Illinois (USA)	*Mais:* Navajo, Cheyenne, Friulano, Giotto, Cruise, Land, Arianna
Trisler Seed Farms - Fairmount - Illinois (USA)	*Mais:* Merit, Bravo, Pintado, Santego
Grassi Aldo - Vespolate (Novara) & Bertone Sementi S.p.a. - Casale Monferrato (Alessandria)	*Riso:* Star
Esercizio sementi Consapri - Bologna	*Riso:* Lord, Molinella
Guarnieri Dr. Roberto - Traversetolo (Parma)	*Loglio ital:* Teanna
D.J. Van der Have B.V. - Kapelle (NL)	*Barbabietola da zucchero:* Univers, Opale
Paymaster Seeds - Minneapolis - Minnesota (USA)	*Mais:* Every, Flax, Look, Bolt, Ring, Swan *Soia:* Sloop *Sorgo da granella:* Anika BR 920 *Sorgo da foraggio:* Sumac, Sioux Dan HS 33, Sweet Sioux IV
O's Gold Seed Company - Parkersburg - Iowa (USA) & Du Pont Conid S.p.a. - Amonn Fitochimica Division - Bolzano	*Mais:* Sandy, Alyson, Lady *Girasole:* Joy, Carol *Soia:* Fanny

Costitutore dichiarato	Specie e varietà
Agrigenetics Corporation - Boulder - Colorado (USA)	*Mais:* Toscano *Soia:* Giamaica *Sorgo da foraggio:* MX 3070, HA 1000 *Barbabietola da zucchero:* Boon, Bruxelles
Northrup King Sementi S.p.a. - Madignano (Cremona)	*Mais:* Magnolia, Buxus
Asgrow Seed Company - Kalamazoo - Michigan (USA)	*Mais:* Regen, Arly, Aude, Isere, Sprea, Siang, Isar, Arras *Girasole:* Ural, Azov *Soia:* Fuji, Taipei, Maru, Tenno, Xian, Saga, Kobe *Sorgo da foraggio:* Rubino, Granato, Dorado, Beefbuilder, Grazer N *Anguria:* Coral *Cipolla:* Contessa *Lattuga:* Andros, Capri *Melone:* Legend, Madras *Pisello:* Milor *Pomodoro:* Drava, Han, Loira, Nilo, Sangro *Spinacio:* Murena, Shark
Northrup King Semences - Fenouillet (F)	*Mais:* Papaver, Mirabilis, Malva
AICA - Alleanza italiana cooperative agricole - Bologna	*Mais:* Acacia
Az. Agr. Ombrianello S.r.l. - Crema (Cremona)	*Mais:* Jedi, Briom
Eurosemences S.A. - Cornè (F)	*Mais:* Afro, Hyres, Carum, Quincy, Samoa, Lotus, Vigna, Beta, Monaco, Nizza, Panton, Merlot, Parigi *Soia:* Gaia, Futura, Malicia, Marta, Sara, Tora, Amos, Ombrid 32, Ombrid 77, Ombrid 84, Remy, Tomè, Iride, Irma, Ines, Isotta
Northrup King Company - Minneapolis - Minnesota (USA)	*Mais:* Primula, Cristal, Peonia, Orchidea, Rubrus, Celtis, Elegans *Girasole:* Mugo, Acacia *Soia:* Argenta, Onice *Sorgo da foraggio:* Trudan 8 *Sorgo da granella:* Lupino, Ginepro, Citrus, Cactus, Excelsior

Costitutore dichiarato	Specie e varietà
Dekalb Corporation - Dekalb - Illinois (USA)	*Mais:* Illinois DK 698 Licinio Menelio Muzio Nevio Oronte Plauto Publio Vinicio Blancor Celso Bruso Flavus Fulgens Glauco *Girasole:* Alcor *Sorgo da foraggio:* Sudax *Sorgo da granella:* Esquirol DKX 208 Dallas DK 18 Sultan DKX 603 Arizona DK 38 Texas DKA 28 *Soia:* Asia Atlas Gordon Orient Best Zenith
Triumph Seed Co. Inc. - Rall - Texas (USA)	*Mais:* Natali Rosai *Sorgo da foraggio:* Grass 20 IE 11 IE 8 Super 10
National Starch and Chemical Co. - Bridgewater - New Jersey (USA)	*Mais:* Loriot
Ciba Geigy S.p.a. - Funk's Seed - Origgio (Varese)	*Mais:* Prodest G 4590 Dracma G 4662 *Soia:* Antilope Cervo *Sorgo da foraggio:* Minotauro G 83/F
Cooperativa Agricola 2000 - Milano	*Mais:* Socrate Pitagora
Coopsementi - Coop. agricola fra produttori agricoli - Sossano (Vicenza)	*Mais:* Alba Tifone Libeccio
Limagrain Italia S.r.l. - Casalbuttano (Cremona)	*Mais:* Alimir Aligris Alibop Alikel Alitos Alios
Semences Nickerson - Longuè Iumelle (F)	*Mais:* Eurodis Roxis Ulis Garudis Spiritis
Renk International Ltd. - Sun Prairie - Wisconsin (USA)	*Mais:* Gary Zack Spencer Scott
Semundo Saatzucht Gmbh - Hamburg (RFT)	*Mais:* Simon Frido Frederik Fabio Igor
Crow's Hybrid Corn Company - Milford - Illinois (USA)	*Mais:* President Professional Isac Feeling Travel Meeting Perfection Nobel Driver Manager Indianapolis Milford
Conlee Seed Co. Inc. - Waco - Texas (USA)	*Mais:* Flash
Semundo Italia S.r.l. - Falconara Marittima (Ancona)	*Girasole:* Iris Cosmea Veronica
United Hagie Hybrids Inc. - Des Moines - Iowa (USA)	*Soia:* Sava
Co.Va.l.p.a. - Mon Jardin soc. coop. a r.l. - Mirandola (Modena)	*Fagiolo nano:* Kit *Pisello a grano rugoso:* Tiger
Enea - Dipartimento agrobiotecnologie - Roma	*Peperone:* Licio
Oris S.p.a. - Milano	*Cetriolino:* Griny *Melone:* Ercules
Petoseed Co. Inc. - Saticoy. - California (USA)	*Pomodoro* Elios
Sakata Seed Corporation - Jokohama (J)	*Anguria.* Sweet Favorite
W.G. Thompson & Sons Ltd Blenheim - Ontario (CND)	*Soia:* Baron

Costitutore dichiarato	Specie e varietà
Hilleshog Sugar Beet Seed AB - Landskrona (S)	*Barbabietola da zucchero:* Hilleshog mono 8327 Hilleshog mono 4886 Hilleshog mono 5675
Dunn International Ltd. - Waterloo - Iowa (USA)	*Soia:* Diva
Callahan Enterprises Inc. - Westfield - Indiana (USA)	*Soia:* Amboy Lebanon Cometa Europa Caldora Candida Renica
Semenitala S.p.a. - Bologna	*Barbabietola da zucchero:* Ellen Pamela Susan
Sigco Research Inc. - Breckenridge - Minnesota (USA)	*Girasole:* Sella
Cerealtoscana S.p.a. - Altopascio (Lucca)	*Cartamo:* Valentina Oliveto
Jacques Seed Company - Prescott - Wisconsin (USA)	*Soia:* Silea
Sisforaggera S.p.a. - Bologna	*Lupinella:* Vala *Sorgo da foraggio:* Vespa Roce Foralco
Venturoli Sementi - Pianoro (Bologna)	*Soia:* Quick Atlas Jaguar Mixer *Girasole:* Fast Skipper
Cebeco Handelsraad - Rotterdam (NL)	*Patata:* Escort
Dairyland Research Int. - Clinton - Wisconsin (USA)	*Soia:* Fiamma Bologna Padova Nancy
Istituto sperimentale per la cerealicoltura - Roma	*Riso:* Panda Dorado Samba Plata Maya Carioca
King Agro - Chatham - Ontario (CND)	*Soia:* Prosol Major Tiger Panther Leopard
Gro Agri Seed Company - Lubbock - Texas (USA)	*Cotone:* GSC 20 GSC 25 GSC 75 *Sorgo da granella:* Nevada Colorado
Agra Seed Research Int. - Fargo - North Dakota (USA)	*Girasole:* Milos Texel Glen Kriva Valdor
Stet en Slot Export B.V. - Emmeloord (NL)	*Patata:* Timate
Douglas W. King Co. - San Antonio - Texas (USA)	*Sorgo da foraggio:* Hay day
K.W.S. Kleinwanzlebener Saatzucht AG. - Einbek/Hannover (RFT)	*Mais:* Dekas Doge Dekor Delta Dual Dixie Drive Denar Duplex Diodo Dingo *Sorgo da foraggio:* Korall *Girasole:* Sorasol Solanka *Barbabietola da zucchero:* Gianna Victor
A.M.I. S.r.l. - Brescia	*Mais:* Tirreno WX Clodio Celio Freccia Milo Acheo Ionio WX Dido Creso Ario Sirmio Didone *Soia:* Aurelia Emilia Annia Fulvia
I.S.E.A. - Falconara Marittima (Ancona)	*Orzo distico:* Tea *Sorgo da granella:* Acapulco Arizona
Enea - Dipartimento Tecab Div. BIA - Roma & Stazione sperimentale di granicoltura per la Sicilia - Caltagirone (Catania)	*Cece:* Sultano Califfo Principe Calia
Cargill Seed Division - Minneapolis - Minnesota (USA)	*Soia:* Regina

Costitutore dichiarato	Specie e varietà
Holden's Foundation Seeds Inc. - Williamsburg - Iowa (USA)	*Mais:* July Markober Bondy Aliby Ardy Vandy Alcober Bercy Aprimer Arider Akafer
Institut Za Oplemenjivanjie I Proizvodnju Bilja - Zagreb (YU)	*Mais:* Igor
Nickerson American Plant Breeders - Mission - Kansas (USA)	*Mais:* Nikko Strong Thunder Mission Bueno Ockei *Soia:* Columbia Baltimora Eureka Fatima Carica Solida *Girasole:* Soledor Soldino
Pioneer Hi Bred International Inc. - De Moines - Iowa (USA)	*Mais:* Navia Alicia Tosca Luana Milena Divina Moana Camilla Rina Aida Chiara Rubra Lavinia *Girasole:* Candil Marvil Aril Donil Rendil Cedril *Soia:* Gadir Nadir Zefir Visir Astir
Maisadour - Mont de Marsan (F)	*Mais:* Plus Bellum Ralf Salto Alegro Bleck Fox Greg Molto Albax Rakam *Soia:* Primax Frisco *Girasole:* Vison Vivasol
De Danske Sukkerfabrikker - Copenhagen (DK)	*Barbabietola da zucchero:* Record Riviera Formula
R.J. Mansholt's Veredelingsbedrijf - Ulrum (NL)	*Pisello da foraggio:* Stehglot
Rustica Bio Recherches - Blagnac (F)	*Girasole:* Meliflor Cosmoflor *Soia:* Tenor Mogador Messidor
Rogers Cottonseed Co. - Waco - Texas (USA)	*Cotone:* Apulio Jonio
Kuhn & Co. B.V. - Huizen (NL)	*Barbabietola da zucchero:* Medea
Enea - Dipartimento Tecab Div. BIA - Roma & S.A.I.S. S.p.a. - Cesena (Forlì)	*Pisello:* Paride Pirro Priamo
S.A.I.S. S.p.a. - Società agricola italiana sementi - Cesena (Forlì)	*Cetriolo:* Sagin *Pomodoro:* Pat Polo Saidan Santuzzo *Zucchino:* Astro
Semencoop soc. coop. a r.l. - Martorano di Cesena (Forlì)	*Pomodoro:* Peltro Ronco Ausonio Seti *Melanzana:* Alba Miranda Serena *Peperone:* Ramos Zebo
Olter Sementi S.n.c. - Asti	*Fagiolo nano:* Friverde Sorano *Fagiolo rampicante:* Albino Barbarossa Bingo Tricolore *Sedano:* Costa d'oro Selendor *Zucchino:* Grifone

Costitutore dichiarato	Specie e varietà
Sunseeds Co. Hollister California (USA)	*Anguria:* Dark Crimson, Sunsweet, Sweet South *Lattuga:* Salimas 2 *Melone:* Palestro *Pomodoro:* Rio Magic, Rio Magno, Sunmech *Zucchino:* Blackzini, Clarabella, Storzini, Sunzini
Tanzi Armando S.r.l. Parma	*Pomodoro:* Arizona, Smirne, Jago, Mexico, Nevada, Red Shoulder, Red Star, Sonora, Botta, Malaga, Marzanpeel, Tarifa
Eusemen S.r.l. San Giorgio del Sannio (Benevento)	*Lenticchia:* Sannitica *Cece:* Molisano, Foggia, Gravina

87A3810

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Chiusura della liquidazione dell'Ente nazionale della cooperazione e devoluzione del residuo attivo netto

Con decreto del Ministro del lavoro e della previdenza sociale 30 marzo 1987, di concerto con i Ministri dell'industria, del commercio e dell'artigianato, dell'interno, delle finanze e del tesoro, le disponibilità residue della liquidazione dell'Ente nazionale della cooperazione — al netto dell'importo di L. 500.000 per gli adempimenti di definitiva chiusura della procedura di liquidazione — sono devolute all'Istituto italiano di studi cooperativi Luigi Luzzatti di Roma.

Il commissario liquidatore è stato incaricato di dare esecuzione al presente decreto.

87A4112

Modificazioni allo statuto della Cassa di previdenza per il personale dell'Istituto bancario «San Paolo» di Torino

Con decreto del Presidente della Repubblica 19 marzo 1987, registrato alla Corte dei conti il 22 aprile 1987, registro n. 5 Lavoro, foglio n. 203, sulla proposta del Ministro del lavoro e della previdenza sociale, sono state approvate le modificazioni agli articoli 11, 14, 16, 17 e 18 dello statuto della Cassa di previdenza per il personale dell'Istituto bancario «San Paolo» di Torino, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 18 aprile 1973, n. 467.

87A3815

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

549° Elenco di provvedimenti di concessioni minerarie

Con decreto ministeriale 6 novembre 1986 la concessione mineraria di bentonite e terre da sbianca denominata Consolaro, sita in territorio dei comuni di S. Giovanni Ilarione e Vestenanuova, provincia di Verona e di Chiampo, provincia di Vicenza, è trasferita ed intestata alla SIEM Società italiana estrazioni minerarie S.r.l., con sede in Fiorano Modenese (Modena), via Cimabue n. 8/A e domicilio in S. Giovanni Ilarione (Verona), via Umberto I n. 8.

Con decreto ministeriale 31 gennaio 1987, alla S.p.a. Cattaneo, con sede in Trontano (Novara) e domicilio presso la miniera in frazione Riso, del comune di Gorno, provincia di Bergamo, è accordata la concessione mineraria di solfuri di piombo e zinco, denominata Monica in comune di Oltre il Colle, provincia di Bergamo, per la durata di anni quindici.

Con decreto ministeriale 16 febbraio 1987 la concessione della miniera di caolino e feldspati denominata Capocroce in territorio del comune di Magliano Romano, provincia di Roma, è trasferita ed intestata alla S.p.a. Agricola Roncigliano, con sede in Roma, via Feliciano Scarpellini n. 18.

Con decreto ministeriale 23 febbraio 1987 è accettata la rinuncia della società Talco e Grafite Val Chisone S.p.a., con sede in Pinerolo, alla concessione mineraria di grafite, denominata Brutta Comba e Balsiglia, sita in territorio del comune di San Germano Ghisone, provincia di Torino.

Con decreto ministeriale 23 febbraio 1987 è accettata la rinuncia della S.p.a. Talco e Grafite Val Chisone, con sede in Pinerolo, alla concessione mineraria di grafite, denominata Icla in territorio del comune di San Germano Chisone, provincia di Torino.

Con decreto ministeriale 16 marzo 1987 è accettata, a decorrere dal 5 novembre 1985, la rinuncia della ditta Poletto Giuseppe, con sede a S. Giorgio di Perlena, via Micheloni n. 1, provincia di Vicenza, alla concessione mineraria di terre da sbianca denominata Meneghelli, sita in territorio dei comuni di Malo e di Monte di Malo, provincia di Vicenza.

Con decreto ministeriale 9 febbraio 1987 alla S.p.a. AGIP, con sede in Roma, piazzale E. Mattei n. 1, è accordata, per la durata di anni trenta, la concessione per la coltivazione di idrocarburi liquidi e gassosi denominata Rallio nel territorio della provincia di Piacenza.

Con decreto ministeriale 27 febbraio 1987, a decorrere dal 15 gennaio 1986 la concessione per la coltivazione di idrocarburi liquidi e gassosi denominata Pietramala in comune di Firenzuola (Firenze), accordata al dott. Poggi Luciano della ditta omonima, con sede in Pietramala (Firenze), via Nazionale della Futa n. 110, è rinnovata fino al 15 gennaio 1996.

Con decreto distrettuale 18 dicembre 1986, alla società Progitalia S.r.l., con sede in Milano, via S. Vincenzo n. 14, è accordata la concessione di marna da cemento denominata Cà Bianca, sita in comune di Parzanica, provincia di Bergamo, per la durata di anni trenta.

Con decreto distrettuale 11 febbraio 1986, a favore della società Caolino d'Italia S.r.l., con sede in comune di Roccastrada, località I Piloni, provincia di Grosseto, è rinnovata per la durata di anni due, a decorrere dal 4 settembre 1985, la concessione mineraria di argille con grado di refrattarietà superiore a 1630 °C, denominata I Piloni, sita in comune di Roccastrada, provincia di Grosseto.

87A4016

COMITATO INTERMINISTERIALE PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Approvazione del piano di riparto 1987 dei fondi tra le regioni, le province autonome e il Ministero dell'agricoltura e delle foreste. Linee di aggiornamento del programma quadro del Piano agricolo nazionale. (Deliberazionne 23 aprile 1987).

IL COMITATO INTERMINISTERIALE
PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Vista la legge 8 novembre 1986, n. 752, concernente interventi programmati in agricoltura, che si propone il fine di assicurare continuità pluriennale e coerenza programmatica alla spesa pubblica nel settore agricolo e in quello forestale;

Visto l'art. 2 della citata legge n. 752/86 ed in particolare il comma 1 che attribuisce al CIPE le funzioni precedentemente esercitate dal CIPAA di programmazione in materia di politica agricola, agroalimentare e forestale;

Visti in particolare, della stessa legge n. 752/86: l'art. 3, relativo all'attribuzione dei fondi alle regioni ed alle province autonome; l'art. 4, concernente il finanziamento delle azioni a carattere orizzontale promosse dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste; l'art. 5, relativo al finanziamento dei regolamenti comunitari in materia di azioni strutturali;

Vista la delibera del CIPAA, in data 1° agosto 1985, che approva il programma quadro per un nuovo Piano agricolo nazionale per il quinquennio 1986-1990, predisposto dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste, pubblicato nel supplemento straordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 286 del 5 dicembre 1985;

Ritenuta la necessità di procedere all'individuazione di linee di aggiornamento del suddetto programma quadro del Piano agricolo nazionale, in considerazione di quanto prescritto dall'art. 2 della legge 8 novembre 1986, n. 752;

Visto il comma 3 dell'art. 3 della citata legge, che detta disposizioni al CIPE per il riparto annuale dei fondi;

Considerato che il comma 2 dell'art. 5 della legge n. 752/1986 dispone che al riparto dello stanziamento tra i regolamenti e tra regioni, province autonome e Ministero dell'agricoltura e delle foreste si provvede sulla base delle effettive potenzialità di attuazione, con particolare riferimento al regolamento CEE n. 797/1985 e che pertanto è necessario adottare meccanismi di attribuzione controllata dei fondi;

Considerato il documento delle priorità e delle coerenze pluriennali, presentato dal Ministro dell'agricoltura e delle foreste con nota n. 00705 del 17 marzo 1987;

Viste le proposte presentate dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste con la citata nota n. 00705 del 17 marzo 1987, concernenti sia la ripartizione dei fondi di cui agli articoli 3, 4 e 5 suddetti, sia le linee di intervento delle azioni orizzontali di cui al citato art. 4, come pure il documento delle priorità e delle coerenze pluriennali finalizzato all'aggiornamento del programma quadro;

Considerato che sulle dette proposte il comitato tecnico interministeriale di cui all'art. 2, comma 2, della legge suddetta, ha svolto l'istruttoria prevista dalla legge stessa;

Considerato altresì che sulle medesime proposte si è espressa favorevolmente in data 15 aprile 1987 la commissione interregionale di cui all'art. 13 della legge 16 maggio 1970, n. 281;

Udita la relazione del Ministro dell'agricoltura e delle foreste;

Delibera:

1. È approvato il documento delle priorità e delle coerenze pluriennali al fine dell'aggiornamento del programma quadro del Piano agricolo nazionale nel testo di cui alle premesse.

2. Le disponibilità previste dall'art. 3, comma 1, della legge 8 novembre 1986, n. 752, per l'anno 1987 pari a 1.500 miliardi di lire sono ripartite tra le regioni e le province autonome come indicato nell'allegato *A*.

La somma di 50 miliardi di lire, di cui al secondo comma dello stesso art. 3, è ripartita tra le regioni e le province autonome secondo l'allegato *B*.

3. Le azioni a carattere orizzontale, con le relative quote finanziarie, pari a 868 miliardi di lire di cui all'art. 4, commi 2 e 3, della stessa legge n. 752/1986, sono approvate nei contenuti come definiti negli allegati *C/1* e *C/2*.

Qualora sia previsto che l'attuazione dei programmi di cui ai commi 2 e 3 del citato art. 4 possa essere affidata ad organismi specializzati, sarà data priorità agli organismi che sono espressione delle organizzazioni agricole.

4. Per quanto concerne le azioni da realizzare in regime di cofinanziamento, il Ministero dell'agricoltura e delle foreste e le regioni e province autonome stipulano appositi accordi di programma e la partecipazione finanziaria dello Stato dovrà essere assicurata nella misura almeno del 50%. Le azioni da realizzare e gli obiettivi da conseguire sono definiti attraverso specifici programmi nazionali.

5. La realizzazione dei progetti strutturali di cui al comma 3), lettera *c*), dell'art. 4 della legge citata può essere assicurata attraverso il finanziamento di lotti funzionali nel quadro di una programmazione pluriennale della spesa.

6. Nel quadro degli interventi di cui al comma 3), lettera *c*), dell'art. 4 della legge n. 752/1986, alle azioni di risanamento si può provvedere anche mediante la erogazione di contributi in conto interessi da corrispondere in unica soluzione, in forma attualizzata, agli istituti mutuanti al momento della definizione del contratto di consolidamento. In tal caso l'azione dello Stato vale come linea di principio per le regioni.

7. Lo stanziamento previsto dall'art. 5 della medesima legge n. 752/1986, pari a 475 miliardi di lire per l'attuazione dei regolamenti comunitari in materia strutturale, è ripartito tra le regioni, le province autonome e il Ministero dell'agricoltura e delle foreste come indicato nell'allegato *D*.

Le somme di cui allo stesso art. 5 a complemento delle erogazioni a carico del FEOGA ai sensi dell'art. 1, comma 3, della legge stessa, possono essere utilizzate anche per assicurare l'anticipazione della quota di partecipazione comunitaria. In tal caso i relativi rientri comunitari, che affluiscono al c/c n. 418 presso la tesoreria centrale dello Stato, vengono riassegnati con giroconto, all'apposito conto di tesoreria istituito ai sensi dell'ultimo comma dell'art. 5 anzidetto.

8. Al fine di garantire il rispetto del principio stabilito dal comma 2 dell'art. 2 dell'art. 5 della legge n. 752/1986, le medesime somme dell'art. 5 sono assegnate alle regioni e province autonome sulla base di apposita ripartizione limitata ai regolamenti per i quali è preventivamente individuata la destinazione in relazione allo stato delle iniziative o programmi da finanziare.

In particolare:

a) le quote relative al regolamento n. 797/85 che costituiscono la preripartizione delle risorse disponibili per lo scopo, sono iscritte in apposito capitolo dello stato di previsione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste e verranno erogate alle amministrazioni interessate sulla base di documentata richiesta nella quale sia indicato lo stato effettivo degli adempimenti di competenza;

b) la somma indivisa di 30 miliardi relativi ai regolamenti n. 355/1977 e n. 1932/1984 è iscritta in apposito capitolo dello stato di previsione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste per essere erogata alle regioni a fronte di specifici progetti esecutivi.

Entro il 31 ottobre 1987 il Ministro dell'agricoltura e delle foreste presenta proposte al CIPE per una nuova ripartizione delle risorse di cui ai punti *a*) e *b*) eventualmente ancora disponibili, in quanto le regioni e province autonome non le abbiano utilizzate attraverso apposito provvedimento da adottarsi entro e non oltre il 30 settembre 1987.

Le regioni e le province autonome, nell'ambito delle assegnazioni loro spettanti, fermo restando il vincolo complessivo di destinazione dei finanziamenti, possono apportare variazioni compensative fino al limite massimo del 30% dell'assegnazione attribuita per l'attuazione di ciascun regolamento, dandone tempestiva comunicazione al Ministro dell'agricoltura e delle foreste che riferisce al CIPE.

9. A favore delle regioni e province autonome che, ai fini di una rapida ed efficace attuazione dei regolamenti comunitari strutturali, ricorrano ad anticipazioni su fondi propri, in sede di ripartizione nell'anno successivo dello stanziamento recato dall'art. 5 citato si provvede al reintegro di tali anticipazioni. Ai relativi rientri comunitari si provvede in analogia con quanto previsto al punto 7.

10. Gli allegati sopra indicati fanno parte integrante della presente delibera.

Roma, addì 23 aprile 1987

Il Presidente delegato: GORIA

ALLEGATO *A*

RIPARTIZIONE DELLE SOMME DESTINATE ALLE REGIONI E PROVINCE AUTONOME (ART. 3, LEGGE N. 752/1986)

REGIONI	Coefficiente di ripartizione	Importi in milioni di lire		
		1 (2+3)	2	3
Valle d'Aosta	0,740	11.100	1.850	9.250
Piemonte	4,555	68.325	11.389	56.936
Liguria	1,689	25.335	4.223	21.112
Lombardia	4,908	73.620	12.270	61.350
Provincia autonoma di Bolzano	1,610	24.150	4.025	20.125
Provincia autonoma di Trento	1,425	21.375	3.563	17.812
Friuli-Venezia Giulia	1,846	27.690	4.615	23.075
Veneto	5,136	77.040	12.840	64.200
Emilia	6,687	100.305	16.718	83.587
Toscana	4,900	73.500	12.250	61.250
Umbria	2,389	35.835	5.973	29.862
Marche	2,835	42.525	7.087	35.438
Lazio	5,412	81.180	13.530	67.650
Abruzzo	4,551	68.265	11.377	56.888
Molise	2,757	41.355	6.892	34.463
Campania	9,794	146.910	24.485	122.425
Puglia	9,577	143.655	23.942	119.713
Basilicata	5,019	75.285	12.547	62.738
Calabria	6,789	101.835	16.972	84.863
Sicilia	9,962	149.430	24.905	124.525
Sardegna	7,419	111.285	18.547	92.738
Totale	100,000	1.500.000 *(a)*	250.000 *(b)*	1.250.000 *(c)*

(a) Importo differenziale complessivo di lire 1.500 miliardi, al netto della somma di lire 50 miliardi di cui all'allegato B.

(b) Quota dell'importo di cui *(a)* destinata alla concessione da parte delle regioni di contributi per il concorso negli interessi su mutui.

(c) Quota dell'importo di cui *(a)* che affluisce al fondo di sviluppo regionale.

ALLEGATO *B*

SOMMA DI LIRE 50 MILIARDI DI CUI ALL'ART. 3 DELLA LEGGE N. 752/86 RIPARTITA SECONDO I CRITERI DI CUI AL SECONDO COMMA DELLO STESSO ARTICOLO.

REGIONI	Assegnazioni (Lire)
Piemonte	12.068.180.541
Liguria	3.802.472.030
Lombardia	6.813.825.718
Provincia autonoma di Bolzano	380.590.240
Friuli-Venezia Giulia	282.682.485
Veneto	1.237.501.595
Emilia Romagna	274.896.559
Toscana	6.158.718.876
Marche	45.782.180
Umbria	273.048.817
Abruzzo	1.512.447.052
Campania	5.761.618.693
Puglia	2.979.412.838
Sardegna	8.408.822.376
Totale	50.000.000.000

ALLEGATO *C/1*

FINANZIAMENTO DELLE AZIONI A CARATTERE ORIZZONTALE PROMOSSE DAL MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE, NEL QUADRO DI UNA POLITICA DEI FATTORI A SOSTEGNO DELL'AGRICOLTURA NAZIONALE E RELATIVE DETERMINAZIONI APPLICATIVE (LEGGE N. 752/86, ART. 4, COMMA 2).

Lettera a)

RICERCA E SPERIMENTAZIONE AGRARIA, ANCHE IN RIFERIMENTO A NUOVE TECNOLOGIE DI PRODUZIONE COMPATIBILI CON LA SALVAGUARDIA DELL'AMBIENTE; VALORIZZAZIONE DEI RISULTATI CONSEGUITI.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 45 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) programmi finalizzati e coordinati di ricerca e sperimentazione agraria, promossi a cura degli istituti di ricerca e sperimentazione agraria.

Sarà accordata priorità: ai programmi diretti alla valorizzazione della qualità dei prodotti; ai programmi di messa a punto di nuove varietà e tecnologie di produzione che riducano l'impiego di mezzi chimici e l'impatto negativo sull'ambiente; ai programmi di ulteriore sviluppo delle conoscenze in materia di lotta integrata; ai programmi di orientamento della produzione verso la nuova domanda di mercato, inclusa quella per utilizzazione non alimentare ed energetica dei prodotti agricoli; ai programmi di miglioramento e ristrutturazione di sistemi produttivi negli ambienti marginali, anche attraverso l'integrazione agrituristica.

Sulla base delle priorità predette sarà realizzato un programma nazionale di sviluppo delle biotecnologie;

2) adeguamento e potenziamento delle strutture e delle attrezzature tecnico-scientifiche degli istituti di ricerca e sperimentazione agraria. Completamento della formazione scientifica di giovani laureati, attraverso il conferimento da parte degli istituti di cui sopra e con l'autorizzazione del Ministero dell'agricoltura, di borse di studio sino ad un massimo di 30 per anno e della durata non superiore a due anni;

3) programmi particolari con le finalità e le priorità di cui al punto 1) da attuare con istituti universitari o altri organismi specializzati, promossi e finalizzati dal Ministero dell'agricoltura anche mediante l'acquisizione e messa a disposizione di attrezzature scientifiche;

4) programmi indirizzati alla valorizzazione, divulgazione e trasferimento dei risultati della ricerca e sperimentazione agraria, da realizzare su base nazionale coordinata anche a cura degli istituti e organismi di cui al punto 3) nell'ambito di piani specifici e cofinanziati con le regioni;

5) ricerche e studi nel campo dell'economia agraria, anche con riferimento all'aggiornamento del Piano agricolo nazionale e alle sue determinazioni applicative. I relativi programmi saranno attuati mediante convenzioni con organismi specializzati ed erogazioni all'INEA, nel limite massimo del 10 per cento delle risorse complessive destinate alla ricerca.

Lettera b)

MIGLIORAMENTO GENETICO E VARIETALE DELLE SPECIE ANIMALI E VEGETALI, INCLUSA LA TENUTA DEI LIBRI GENEALOGICI E LA LOTTA ALL'IPOFECONDITÀ; INTERVENTI DI SOSTEGNO PER PARTICOLARI PRODUZIONI ANCHE ATTRAVERSO INCENTIVI DI ORIENTAMENTO E PROVVIDENZE STRAORDINARIE PER SITUAZIONI DI CRISI.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 130 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) controllo della produttività animale e tenuta dei libri genealogici, a cura delle associazioni di allevatori, da attuare con finanziamenti erogati anche tramite le regioni; realizzazione e gestione di centri genetici e di altre strutture zootecniche di supporto all'attività di miglioramento genetico, anche con riferimento alle esigenze di salvaguardia economica e biogenetica delle razze e popolazioni a limitata diffusione; programma nazionale per il controllo ed il miglioramento della qualità del latte;

2) iniziative di supporto all'attività delle regioni in materia di lotta all'ipofecondità del bestiame, incluso il settore ovicaprino e programmi cofinanziati con le regioni diretti ad assicurare nell'ambito della lotta all'ipofecondità assistenza agli allevamenti, inclusi i servizi veterinari complementari;

3) sostegno e sviluppo di particolari produzioni vegetali e animali ivi compresa l'acquacoltura in acqua salata e salmastra e l'allevamento di selvatici, da realizzare anche attraverso programmi nazionali cofinanziati;

4) iniziative per il potenziamento delle attività relative al materiale di moltiplicazione delle specie vegetali; campi di orientamento varietale da realizzare in compartecipazione anche finanziaria con le regioni; potenziamento delle attività di competenza statale nel settore fitopatologico con relativa acquisizione delle attrezzature necessarie;

5) programma nazionale di lotta integrata, da realizzare anche in cofinanziamento con le regioni, finalizzato alla riduzione dell'impiego di fitofarmaci e di mezzi chimici in genere, sviluppato in particolare attraverso azioni coordinate di lotta biologica e di lotta guidata.

Lettera c)

INNOVAZIONE E SVILUPPO DELLA MECCANIZZAZIONE AGRICOLA, ANCHE MEDIANTE INCENTIVI PER LA SPERIMENTAZIONE E CONTRIBUTI PER LA SOSTITUZIONE DI MACCHINE AGRICOLE.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 103 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) incentivi allo sviluppo della meccanizzazione innovativa, con particolare riguardo alle macchine operatrici destinate alla raccolta meccanica di produzioni tipiche del nostro Paese;

2) finanziamento della sperimentazione, a cura di organismi specializzati, di macchine agricole ad alto contenuto tecnologico, incluso il finanziamento di prototipi;

3) programma di rinnovamento del parco esistente di macchine agricole. Saranno accordati contributi a fondo perduto, secondo meccanismi e priorità disciplinate con determinazione ministeriale, per l'acquisto di nuove macchine a fronte della certificata rottamazione di quelle caratterizzate da obsolescenza tecnica ed economica.

Lettera d)

RICONOSCIMENTO E VALORIZZAZIONE DELLE CARATTERISTICHE DI QUALITÀ DEI PRODOTTI AGRICOLI, ANCHE ATTRAVERSO LE FUNZIONI ASSEGNATE DAI REGOLAMENTI COMUNITARI ALLE ASSOCIAZIONI DEI PRODUTTORI E LORO UNIONI.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 10 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) realizzazione di programmi di tutela e valorizzazione delle caratteristiche di qualità dei prodotti agricoli anche attraverso iniziative agrituristiche; iniziative dirette a consolidare ed estendere il sistema dei marchi e delle denominazioni di origine ed a sostenere l'attività degli organismi che sono preposti alla loro gestione;

2) finanziamento di programmi predisposti dalle Unioni nazionali delle associazioni riconosciute dei produttori agricoli, per la certificazione ed il riconoscimento della qualità dei prodotti e per i relativi controlli;

3) sostegno e valorizzazione dell'attività dei comitati nazionali, delle commissioni di settore e di altri organismi specializzati, operanti, in base all'ordinamento vigente, per la tutela delle denominazioni di origine e dei marchi di qualità;

4) salvaguardia dell'immagine e tutela, anche legale, in campo internazionale, della produzione agroalimentare nazionale a denominazione di origine o tipica.

Lettera e)

PREVENZIONE E REPRESSIONE DELLE FRODI E DELLE SOFISTICAZIONI RELATIVAMENTE AI PRODOTTI AGRICOLI ED A QUELLI DI USO AGRICOLO.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 10 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) potenziamento delle strutture centrali e periferiche dell'ispettorato centrale per la prevenzione e la repressione delle frodi; acquisizione di attrezzature scientifiche, in particolare di quelle ad alta tecnologia, da destinare ai laboratori dell'ispettorato centrale ed a quelli degli istituti incaricati delle analisi di revisione;

2) sviluppo delle attività ispettive di vigilanza nella prevenzione e repressione delle frodi, nonché per i controlli di qualità alle frontiere e per tutti gli altri controlli di competenza del Ministero dell'agricoltura e delle foreste demandati all'ispettorato centrale;

3) programmi da attuare con istituti di ricerca e sperimentazione agraria, istituti universitari ed altri istituti pubblici qualificati, per l'acquisizione di elementi utili alla conoscenza della dinamica delle frodi nei vari comparti merceologici e per la messa a punto di nuovi metodi di rilevazione analitica delle frodi e delle sofisticazioni, nonché per la creazione di modelli analitici sulla composizione degli alimenti a fini di controllo della qualità;

4) programmi per la formazione professionale e per l'aggiornamento del personale dell'ispettorato centrale addetto a compiti di vigilanza esterna ed alle attività di laboratorio.

Lettera f)

PROMOZIONE COMMERCIALE SUL MERCATO INTERNO E SU QUELLI ESTERI, INCLUSE LE VENDITE PROMOZIONALI; ORIENTAMENTO DEI CONSUMI ED EDUCAZIONE ALIMENTARE.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 60 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) campagne di promozione commerciale sul mercato interno, da attuare attraverso convenzioni con gli organismi nazionali di settore, dirette in particolare alla valorizzazione delle produzioni di qualità;

2) campagne per la promozione commerciale sui mercati esteri, incluse le vendite promozionali, da attuare mediante convenzioni con l'I.C.E. e con la collaborazione degli organismi nazionali di settore;

3) iniziative dirette all'informazione dei consumatori ed all'orientamento dei consumi e campagne di educazione alimentare, da realizzare anche attraverso organismi specializzati e mediante erogazioni a favore dell'Istituto nazionale della nutrizione; iniziative e campagne a carattere nazionale, potranno essere attuate, anche in cofinanziamento con le regioni, nell'ambito di appositi programmi di attività.

Lettera g)

SVILUPPO DELL'INFORMAZIONE IN AGRICOLTURA
POTENZIAMENTO DEL SISTEMA INFORMATIVO AGRICOLO NAZIONALE

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 40 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) programmi di acquisizione, elaborazione e comunicazione, anche a cura di organismi specializzati e con l'uso delle moderne strumentazioni e tecnologie, delle informazioni interessanti le attività agricole; iniziative per il potenziamento dei sistemi di informazione fattuale e bibliografica e dei tradizionali sistemi di trasferimento (convegni, seminari, pubblicazioni specializzate);

2) acquisizione e diffusione delle informazioni sull'andamento dei mercati dei prodotti agricoli, alimentari e non, e dei mezzi tecnici di produzione; effettuazione di analisi previsionali ed econometriche, anche mediante erogazioni all'ente che deriverà dalla prescritta fusione di IRVAM e ITPA;

3) potenziamento del Sistema informativo agricolo nazionale (S.I.A.N.) relativamente: alle attività di progettazione (definizione delle modalità tecniche e organizzative per la rilevazione e/o la elaborazione, da effettuarsi a cura di organismi specializzati, di dati micro-economici relativi alle aziende e alle produzioni; individuazione delle procedure per l'acquisizione e la validazione da parte del SIAN dei dati di cui sopra; definizione delle modalità tecniche ed operative per la rilevazione dei dati riguardanti il territorio); alle attività realizzative (collegamento del SIAN con i sistemi e gli uffici regionali ed automazione di procedure di interesse delle regioni; estensione della automazione dell'ispettorato centrale per la prevenzione e la repressione delle frodi; integrazione nel SIAN delle procedure AIMA e dello schedario oleicolo; rete agrometeorologica nazionale); alla integrazione delle infrastrutture degli impianti e delle attrezzature del SIAN.

ALLEGATO C/2

FINANZIAMENTO DELLE AZIONI DI COMPETENZA DEL MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE E RELATIVE DETERMINAZIONI APPLICATIVE (LEGGE N. 752/86, ART. 4, COMMA 3).

Lettera a)

PROMOZIONE DELLA PROPRIETÀ COLTIVATRICE E DELL'ACCORPAMENTO AZIENDALE, ATTRAVERSO L'INTERVENTO DELLA CASSA PER LA FORMAZIONE DELLA PROPRIETÀ CONTADINA.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 102 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) sviluppo della proprietà coltivatrice a struttura familiare e cooperativa; ampliamento ed accorpamento aziendale, con finalità di ricomposizione e riordino fondiario; finanziamenti, per le finalità anzidette, alla Cassa per la formazione della proprietà contadina, che opererà anche per mezzo degli enti di sviluppo agricolo o, in mancanza di questi, per mezzo di organismi regionali indicati dalle regioni interessate;

2) realizzazione, anche in cofinanziamento con le regioni, di progetti territoriali, dimostrativi e pilota, di ricomposizione e riordino fondiario e agrario.

Lettera b)

SOSTEGNO E SVILUPPO DELLE ASSOCIAZIONI RICONOSCIUTE DI PRODUTTORI AGRICOLI E RELATIVE UNIONI RICONOSCIUTE

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 23 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) realizzazione di interventi diretti a favorire la costituzione ed il funzionamento delle unioni nazionali delle associazioni riconosciute dei produttori agricoli, anche in relazione al nuovo ordinamento previsto dall'art. 8 della legge n. 752/86;

2) finanziamento di programmi predisposti dalle unioni nazionali riconosciute delle associazioni dei produttori e diretti a realizzare forme di concentrazione e gestione razionale dell'offerta di prodotti agricoli, con priorità per quelli combinati con le iniziative in materia di politica della qualità, previsti dall'art. 4, comma 2, lettera *d*), della legge n. 752/86;

3) realizzazione da parte delle unioni nazionali riconosciute delle associazioni dei produttori agricoli di servizi reali a vantaggio degli associati, ivi comprese le anticipazioni ai soci ad interesse a tasso agevolato e forme di assicurazione contro rischi di mancato pagamento di prodotti ceduti a imprese di trasformazione da attuarsi mediante la costituzione di apposito fondo con parziale apporto pubblico;

4) realizzazione di programmi per la formazione e l'aggiornamento di quadri e di managers di elevata professionalità, nonché programmi di informazione associazionistica.

Lettera c)

SOSTEGNO E SVILUPPO DELLA COOPERAZIONE AGRICOLA DI RILEVANZA NAZIONALE.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 220 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) iniziative dirette all'acquisizione, realizzazione e potenziamento di impianti di valorizzazione di prodotti agricoli e zootecnici e di produzione integrata, ai fini dello sviluppo quantitativo e qualitativo dell'attività di trasformazione in relazione alle possibilità offerte dal mercato. Sarà accordata priorità alle iniziative rivolte a sviluppare innovazioni di processo e di prodotto;

2) iniziative volte a favorire la promozione, l'avviamento e primo impianto di enti e consorzi nazionali di cooperative e di organismi associativi tra produttori agricoli, imprese commerciali ed industrie agro-alimentari soprattutto ai fini della commercializzazione e valorizzazione dei prodotti; l'acquisizione o creazione, all'interno ed all'estero, di strutture commerciali ed acquisto delle relative attrezzature tecnologiche; la fornitura di servizi ai soci;

3) risanamento delle imprese cooperative per favorire, in parallelo a processi di capitalizzazione da parte dei soci, la loro riconduzione a una durevole normalità di gestione economica e per conseguire più alti livelli di efficienza di impresa;

4) realizzazione di programmi per la formazione e l'aggiornamento di quadri e di managers di elevata professionalità, nonché programmi di informazione cooperativa.

Lettera d)

COMPLETAMENTO E ADEGUAMENTO FUNZIONALE DI IMPIANTI DI PROVVISTA, ADDUZIONE E DISTRIBUZIONE DELL'ACQUA A FINI DI IRRIGAZIONE, NONCHÉ DELLE OPERE CONNESSE, IVI COMPRESE LE OPERE DI BONIFICA IDRAULICA, LA CUI ESECUZIONE È A CURA DELLO STATO ALLA DATA DI ENTRATA IN VIGORE DELLA PRESENTE LEGGE.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 70 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) interventi di completamento di opere, la cui esecuzione risultava a cura dello Stato alla data del 14 novembre 1986, destinate alla provvista e all'accumulo di acqua a scopo irriguo, alla realizzazione di una rete primaria per il riparto e l'adduzione dell'acqua, alla sistemazione idraulica intrinsecamente connessa alla realizzazione degli impianti;

2) interventi di adeguamento funzionale, relativamente alle opere integrative indispensabili per garantire l'utilizzazione delle risorse idriche rese disponibili e limitatamente agli impianti di cui al punto 1);

3) finanziamento di oneri imprevisti (aumento dei costi delle espropriazioni, vertenze, riserve, revisione prezzi, ecc.) inerenti l'esecuzione delle opere di cui sopra.

Lettera e)

INTERVENTI NEL SETTORE DELLE FORESTE E DELLE AREE PROTETTE ATTRIBUITI ALLA COMPETENZA DEL MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE; PREVENZIONE E LOTTA CONTRO GLI INCENDI BOSCHIVI ATTRAVERSO MEZZI E SERVIZI AEREI.

Per le finalità di cui sopra è destinata la somma complessiva di lire 45 miliardi.

Sono ammesse a finanziamento le seguenti azioni:

1) realizzazioni di interventi colturali per la conservazione e ripristino degli equilibri naturali, nonché di opere infrastrutturali, volti alla tutela e valorizzazione dei parchi nazionali e delle riserve naturali;

2) realizzazione e gestione di centri visitatori nei parchi e nelle riserve naturali e connesse iniziative didattiche e culturali;

3) interventi di sperimentazione zootecnica e faunistica nelle aziende pilota sperimentali per la valorizzazione delle aree interne, compreso il ripristino delle infrastrutture, il rinnovo degli impianti e delle attrezzature; iniziative dirette alla valorizzazione della genetica forestale attraverso il miglioramento di boschi di seme, la moltiplicazione per micropropagazione, la selezione e conservazione di germoplasmi, ivi comprese le necessarie infrastrutture e gli impianti di laboratorio;

4) iniziative di studio, di divulgazione e di propaganda in materia forestale, ivi comprese quelle per il funzionamento del Centro di informazione legno;

5) interventi del Corpo forestale dello Stato per la prevenzione e la lotta contro gli incendi boschivi; acquisto, noleggio, manutenzione e gestione di mezzi aerei, di impianti ed attrezzature;

6) potenziamento del Corpo forestale dello Stato, relativamente sia al suo organico sia al livello di professionalità, al fine di un migliore assolvimento dei compiti di istituto e di quelli inerenti alla collaborazione con le regioni.

Altre azioni di competenza del Ministero dell'agricoltura e delle foreste

Per le finalità della legge 8 novembre 1986, n. 752 e sulla base delle rispettive disposizioni normative da cui traggono origine, sono inoltre ammesse a finanziamento le seguenti azioni, con una destinazione complessiva di lire 10 miliardi:

1) attività del gruppo di supporto tecnico di cui all'art. 14 della legge 6 giugno 1984, n. 194;

2) programma di interventi diretti a favorire il completamento di alcuni impianti di interesse pubblico per la raccolta, conservazione, lavorazione, trasformazione e vendita di prodotti agricoli di cui all'art. 10 della legge 27 ottobre 1966, n. 910.

ALLEGATO *D*

RIPARTIZIONE FRA LE REGIONI, LE PROVINCE AUTONOME E IL M.A.F. DELLE DISPONIBILITÀ 1987
DI CUI ALL'ART. 5, LEGGE N. 752/86
(Applicazione regolamenti comunitari)
(in milioni di lire)

REGIONI	797/85	355/77-1932/84 Quota		1204/82	1944/81	766/85 777/85 456/80	458/80	1401/86	1654/86	Regolamenti diversi (1)	Totale
		Ripart.	Indiv.								
Valle d'Aosta	1.295				340			1.246			
Piemonte	7.971				1.900			6.090			
Liguria	2.956				1.186				4.055		
Lombardia	8.589	3.275,5			1.400	453	3.770	5.977			
Provincia autonoma di Trento	2.494							3.400			
Provincia autonoma di Bolzano	2.817	2						3.314			
Veneto	8.988	54,5			900	1.029		4.957			
Friuli Venezia-Giulia	3.231				110			2.096			
Emilia-Romagna . .	11.702				900	11.861					
Toscana	8.575	13,5			4.400	269			38.883		
Umbria	4.181				1.518	171			11.211		
Marche	4.961	100,5			2.600	942	1.084				
Lazio	9.471	313			3.000	5.964			21.851		
Abruzzo	7.964					31					
Molise	4.825				253						
Campania	17.139	7				2.414					
Puglia	16.760	223		3.222		18.164					
Basilicata	8.783	14		2.637							
Calabria	11.881			12.889		7.807					
Sicilia	17.434			17.576							
Sardegna	12.983			3.676							
M.A.F.	5.000	23.451								22.000	
Totale . . .	180.000	27.454	30.000	40.000	18.507	49.105	4.854	27.080	76.000	22.000	475.000

(1) Così ripartiti: decisione 518/81: 8.000; regolamento 1859/82: 3.000; regolamento 270/79: 11.000. Totale: 22.000.

87A4119

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Rinvio della pubblicazione del diario delle prove di esame del concorso, per esami, a ventitre posti di coadiutore nella carriera esecutiva.

Con successivo avviso, da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* del 10 dicembre 1987, verrà fissato il diario delle prove di esame del concorso a ventitre posti di coadiutore in prova nella carriera esecutiva, di cui al decreto ministeriale n. 4100 del 7 ottobre 1985, registrato alla Corte dei conti il 19 aprile 1986, registro n. 5, foglio n. 208, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 139 del 18 giugno 1986.

87A4120

Diario delle prove scritte del concorso, per esami, a trentacinque posti di cancelliere nella carriera di concetto del personale di cancelleria.

Le prove scritte del concorso, per esami, a trentacinque posti di cancelliere in prova nella carriera di concetto del personale di cancelleria, indetto con decreto ministeriale n. 3870 del 5 ottobre 1985, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 118 del 23 maggio 1986, si svolgeranno in Roma, presso l'Ergife Palace Hotel C.I.R., via Aurelia, 617, nei giorni 2, 3, 4, 6, 7, 8 e 9 luglio 1987, con inizio alle ore 8. La materia oggetto della prima prova, che avrà luogo il giorno 2 luglio 1987, sarà «diritto amministrativo».

I candidati che non abbiano avuto notizia dell'esclusione dal concorso sono tenuti a presentarsi nei giorni, nel luogo e nell'ora sopraindicati, muniti di uno dei documenti di riconoscimento previsti dall'art. 8 del bando di concorso.

87A4121

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Rinvio della pubblicazione del diario delle prove di esame di concorsi a posti di segretario, coadiutore, ispettore, perito, coadiutore meccanografo e agente tecnico.

La sede, il luogo e la data in cui si svolgeranno le prove dei seguenti concorsi:

concorso, per esami, a quattordici posti di segretario in prova nel ruolo amministrativo della ex carriera di concetto - livello VI - pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 72 del 27 marzo 1986;

concorso, per esami, a trentaquattro posti di coadiutore in prova nel ruolo del personale amministrativo della ex carriera esecutiva - livello IV - pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 72 del 27 marzo 1986;

concorso, per titoli integrato da colloquio, a sedici posti di ispettore in prova nel ruolo tecnico della ex carriera direttiva - livello VII - pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 73 del 28 marzo 1986;

concorso, per esami, a tre posti di perito in prova nel ruolo tecnico della ex carriera di concetto - livello VI - pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 73 del 28 marzo 1986;

concorso, per esami, ad un posto di coadiutore meccanografo nel ruolo del personale tecnico della ex carriera esecutiva - livello IV - pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 73 del 28 marzo 1986;

concorso, per titoli ed esami, ad un posto di agente tecnico in prova nel ruolo della ex carriera ausiliaria (personale tecnico) - livello II - pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 76 del 2 aprile 1986,

saranno portati a conoscenza dei candidati mediante pubblicazione di un successivo avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana del 21 settembre 1987.

87A4063

MINISTERO PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI

Diario delle prove scritte del concorso pubblico a ventidue posti di consigliere nel ruolo del personale della carriera direttiva

Il diario delle prove scritte del concorso in epigrafe, indetto ai sensi della legge 22 agosto 1985, n. 444, il cui bando è stato pubblicato nel supplemento ordinario n. 115 del 20 maggio 1986 della *Gazzetta Ufficiale*, è stato rinviato e le nuove date e luogo saranno pubblicate nella *Gazzetta Ufficiale* del 15 settembre 1987.

87A3651

Diario delle prove scritte del concorso a ventuno posti di architetto nel ruolo del personale della carriera direttiva

Le prove scritte del concorso in epigrafe, indetto ai sensi della legge 22 agosto 1985, n. 444, il cui bando è stato pubblicato nel supplemento ordinario n. 115 del 20 maggio 1986 della *Gazzetta Ufficiale*, sono rinviate, per sopravvenuta impossibilità di utilizzazione del palazzo degli esami a causa delle operazioni elettorali, ai giorni 8 e 9 luglio 1987, alle ore 8, presso lo stesso palazzo degli esami, via Gerolamo Induno n. 4, Roma.

87A4122

Diario delle prove scritte del concorso pubblico a diciotto posti di archivista di Stato nel ruolo del personale della carriera direttiva.

Le prove scritte del concorso in epigrafe, indetto ai sensi della legge 22 agosto 1985, n. 444, il cui bando è stato pubblicato nel supplemento ordinario n. 115 del 20 maggio 1986 della *Gazzetta Ufficiale*, sono rinviate, per sopravvenuta impossibilità di utilizzazione del palazzo degli esami a causa delle operazioni elettorali, ai giorni 30 e 31 ottobre 1987, via Gerolamo Induno n. 4, Roma.

87A4123

Graduatoria dei diplomati alla professione di restauratore relativi al trentottesimo concorso, anno accademico 1983-84, indetto dall'Istituto centrale per il restauro.

IL MINISTRO
PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI

Vista la legge 22 luglio 1939, n. 1240, concernente l'istituzione dell'Istituto centrale per il restauro;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 settembre 1955, n. 1517, con cui è stato approvato il regolamento circa l'istituzione dei corsi per l'insegnamento del restauro;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 dicembre 1975, n. 805, art. 12, che disciplina, fra l'altro, il riordinamento dell'Istituto centrale per il restauro;

Visto il decreto ministeriale del 18 aprile 1983 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 7 maggio 1983, con il quale è stato bandito il trentottesimo concorso pubblico ai corsi di restauro;

Vista la nota del 12 gennaio 1987, dell'Istituto centrale per il restauro, riguardante la graduatoria finale dei diplomati alla professione di restauratore;

Decreta:

Risultano diplomati alla professione di restauratore del trentottesimo corso triennale di restauro, i seguenti candidati:

Ghedin Lea;
Boesso Roberta;
Del Vescovo Paola;
Cecchini Giovanni;
Gottardo Michela;
Giordano Giuseppe;
Tavazzi Carola;
Sarmati Susanna;
Malm Cecilia;
Pelizzoli Simone;
Montedoro Alessandra;
Arlango Egidio;
Baldelli Laura;
Milani Daniela;
Guarini Laura;
Sello Flavia;
Sattin Chiara;
Zak Vladimir.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 2 marzo 1987

Il Ministro: GULLOTTI

87A4124

Graduatoria dei vincitori del quarantunesimo concorso per l'ammissione al corso triennale di restauro, anno accademico 1986-87, indetto dall'Istituto centrale per il restauro.

IL MINISTRO
PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI

Vista la legge 22 luglio 1939, n. 1240, concernente l'istituzione dell'Istituto centrale per il restauro;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 settembre 1955, n. 1517, con cui è stato approvato il regolamento circa l'istituzione dei corsi per l'insegnamento del restauro;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 dicembre 1975, n. 805, art. 12, che disciplina, fra l'altro, il riordinamento dell'Istituto centrale per il restauro;

Viste le note del 30 ottobre 1962, n. 11854 e del 18 novembre 1963, n. 14608, del Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale delle antichità e belle arti, con le quali vengono applicate le norme, sia per il conferimento aggiuntivo del quinto dei posti messi a concorso, sia l'attribuzione, ai concorrenti italiani di posti non coperti da concorrenti stranieri;

Visto il decreto ministeriale del 19 maggio 1986, con il quale è stato bandito il quarantunesimo concorso pubblico per titoli ed esami per l'ammissione di dieci allievi italiani più cinque in soprannumero per cittadini stranieri ai corsi di restauro e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* il 17 dicembre 1986;

Vista la nota n. 7106 del 28 ottobre 1986, con la quale l'Istituto centrale per il restauro comunica la variazione di un componente la commissione giudicatrice;

Vista la nota del 29 gennaio 1987 dell'Istituto centrale per il restauro, con la quale viene comunicata la graduatoria finale del quarantunesimo concorso;

Decreta:

Sono dichiarati vincitori del quarantunesimo concorso per l'ammissione al corso triennale di restauro, i seguenti candidati:

Italiani:

1) Zatti Elisabetta;
2) Mariotto Francesca;
3) Caracciolo Di Brienza E.;
4) Varca Anahi Sandra;
5) Milazzi Maria;
6) Ghedin Lucia;
7) Ferrucci Fabiano;
8) Ciardi Maria Rita;
9) Checchi Silvia;
10) Maletto Francesca;
11) Franceschetti Giovanni Battista;
12) Persichelli Liana;
13) Emo Capodilista Maria Enrichetta;
14) Righetti Isabella;
15) Di Cosimo Federica;
16) Militello Lucia;
17) Checconi Maura.

Stranieri:

1) Ushijima Norimasa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 marzo 1987

Il Ministro: GULLOTTI

87A4125

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso relativo alla pubblicazione del decreto di approvazione degli atti della commissione esaminatrice del concorso, per titoli ed esami, ad un posto di ispettore tecnico periferico per la scuola secondaria in lingua italiana della provincia di Bolzano - settore linguistico-espressivo - sottosettore materie letterarie.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 1-2 del 2-9 gennaio 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 15 aprile 1985, registrato alla Corte dei conti il 31 luglio 1985, registro n. 52, foglio n. 117, con il quale sono stati approvati gli atti della commissione esaminatrice del concorso, per titoli ed esami, ad un posto di ispettore tecnico periferico per la scuola secondaria in lingua italiana della provincia autonoma di Bolzano - settore linguistico-espressivo - sottosettore materie letterarie, indetto con decreto ministeriale 6 luglio 1984.

87A4017

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale del concorso, per titoli ed esami, ad un posto di ispettore tecnico periferico per la scuola secondaria in lingua tedesca della provincia di Bolzano - settore scienze matematiche e naturali.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 1-2 del 2-9 gennaio 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 10 maggio 1985, registrato alla Corte dei conti il 31 luglio 1985, registro n. 52, foglio n. 120, con il quale è stata approvata la graduatoria generale di merito e dichiarazione del vincitore del concorso, per titoli ed esami, ad un posto di ispettore tecnico periferico per la scuola secondaria in lingua tedesca della provincia autonoma di Bolzano - settore scienze matematiche e naturali, indetto con decreto ministeriale 6 luglio 1984.

87A4018

Avviso relativo alla pubblicazione del decreto di approvazione degli atti della commissione esaminatrice del concorso, per titoli ed esami, a tre posti di ispettore tecnico periferico per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore materie tecnologiche ed altre specialità professionali - sottosettore discipline economiche ed amministrative.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 1-2 del 2-9 gennaio 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 22 luglio 1985, registrato alla Corte dei conti il 12 ottobre 1985, registro n. 68, foglio n. 94, relativo all'approvazione degli atti della commissione esaminatrice del concorso, per titoli ed esami, a tre posti di ispettore tecnico periferico per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore materie tecnologiche ed altre specialità professionali - sottosettore discipline economiche ed amministrative, indetto con decreto ministeriale 6 luglio 1984.

87A4019

Avviso relativo alla pubblicazione del decreto di approvazione degli atti della commissione esaminatrice del concorso, per titoli ed esami, ad un posto di ispettore tecnico periferico per la scuola secondaria in lingua tedesca della provincia di Bolzano - settore linguistico espressivo.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 1-2 del 2-9 gennaio 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 24 luglio 1985, registrato alla Corte dei conti il 24 settembre 1985, registro n. 64, foglio n. 298, relativo all'approvazione degli atti della commissione esaminatrice del concorso, per titoli ed esami, ad un posto di ispettore tecnico periferico per la scuola secondaria in lingua tedesca della provincia autonoma di Bolzano - settore linguistico espressivo, indetto con decreto ministeriale 6 luglio 1984.

87A4020

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale del concorso, per titoli ed esami, a tre posti di ispettore tecnico periferico per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore scienze matematiche e naturali - sottosettore matematica e fisica.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 1-2 del 2-9 gennaio 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 27 luglio 1985, registrato alla Corte dei conti il 13 agosto 1985, registro n. 55, foglio n. 109, relativo all'approvazione della graduatoria generale di merito e dichiarazione dei vincitori del concorso, per titoli ed esami, a tre posti di ispettore tecnico periferico per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore scienze matematiche e naturali - sottosettore matematica e fisica, indetto con decreto ministeriale 6 luglio 1984.

87A4021

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale del concorso, per titoli ed esami, a quattro posti di ispettore tecnico periferico per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore materie tecnologiche ed altre specialità professionali - sottosettore discipline nautiche.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 1-2 del 2-9 gennaio 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 1° agosto 1985, registrato alla Corte dei conti il 30 settembre 1985, registro n. 65, foglio n. 61, relativo all'approvazione della graduatoria generale di merito e dichiarazione dei vincitori del concorso, per titoli ed esami, a quattro posti di ispettore tecnico periferico per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore materie tecnologiche ed altre specialità professionali - sottosettore discipline nautiche, indetto con decreto ministeriale 6 luglio 1984.

87A4022

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale del concorso, per titoli ed esami, a quattro posti di ispettore tecnico periferico per la scuola media - settore linguistico espressivo - sottosettore educazione artistica.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 43-44 del 23-30 ottobre 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 17 maggio 1986, registrato alla Corte dei conti il 22 agosto 1986, registro n. 65, foglio n. 328, relativo all'approvazione della graduatoria generale di merito e dichiarazione dei vincitori del concorso, per titoli ed esami, a quattro posti di ispettore tecnico periferico in prova per la scuola media - settore linguistico espressivo - sottosettore educazione artistica, indetto con decreto ministeriale 6 luglio 1984.

87A4023

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale del concorso, per titoli ed esami, a sei posti di ispettore tecnico periferico per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore linguistico espressivo - sottosettore discipline plastico visuali per gli istituti d'arte ed i licei artistici.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 43-44 del 23-30 ottobre 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 11 agosto 1986, registrato alla Corte dei conti il 15 settembre 1986, registro n. 70, foglio n. 214, relativo all'approvazione della graduatoria generale di merito e dichiarazione dei vincitori del concorso, per titoli ed esami, a sei posti di ispettore tecnico periferico in prova per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore linguistico espressivo - sottosettore discipline plastico visuali per gli istituti d'arte ed i licei artistici, indetto con decreto ministeriale 6 luglio 1984.

87A4024

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale del concorso, per titoli ed esami, a due posti di ispettore tecnico periferico per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore materie tecnologiche ed altre specialità professionali - sottosettore discipline architettoniche, edili e topografiche.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 33-34 del 14-21 agosto 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 17 dicembre 1985, registrato alla Corte dei conti il 31 maggio 1986, registro n. 44, foglio n. 310, relativo all'approvazione della graduatoria generale di merito e dichiarazione del vincitore del concorso, per titoli ed esami, a due posti di ispettore tecnico periferico in prova per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore materie tecnologiche ed altre specialità professionali - sottosettore discipline architettoniche, edili e topografiche, indetto con decreto ministeriale
6 luglio 1984.

87A4025

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale del concorso, per titoli ed esami, a due posti di ispettore tecnico periferico per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore materie tecnologiche ed altre specialità professionali - sottosettore discipline elettrotecniche ed elettroniche.

Nel supplemento ordinario al Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione - parte II - n. 33-34 del 14-21 agosto 1986 è stato pubblicato il decreto ministeriale 24 febbraio 1986, registrato alla Corte dei conti il 31 maggio 1986, registro n. 45, foglio n. 117, relativo all'approvazione della graduatoria generale di merito e dichiarazione del vincitore del concorso, per titoli ed esami, a due posti di ispettore tecnico periferico in prova per gli istituti e scuole di istruzione secondaria di secondo grado, compresi gli istituti d'arte ed i licei artistici - settore materie tecnologiche ed altre specialità professionali - sottosettore discipline elettrotecniche ed elettroniche, indetto con decreto ministeriale 6 luglio 1984.

87A4026

MINISTERO DELLA SANITÀ

Graduatoria degli idonei all'esame di idoneità per la posizione funzionale apicale di igiene, epidemiologia e sanità pubblica, sessione relativa all'anno 1986.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 20 dicembre 1979, n. 761, concernente lo stato giuridico del personale delle unità sanitarie locali;

Visto il decreto ministeriale 31 gennaio 1983, concernente la disciplina degli esami di idoneità in applicazione dell'art. 20 del decreto del Presidente della Repubblica 20 dicembre 1979, n. 761;

Visto il proprio decreto in data 19 dicembre 1985, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 41 del 19 febbraio 1986, con il quale sono stati indetti, per la sessione relativa all'anno 1986, gli esami di idoneità per il personale del ruolo sanitario delle unità sanitarie locali;

Visto in particolare l'art. 7 del citato decreto ministeriale 31 gennaio 1983;

Visti i verbali della commissione esaminatrice dell'esame di idoneità per la posizione funzionale apicale di igiene, epidemiologia e sanità pubblica, sessione relativa all'anno 1986, nominata con decreto ministeriale del 25 luglio 1987, e successive modifiche;

Decreta:

È approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei all'esame di idoneità per la posizione funzionale apicale di igiene, epidemiologia e sanità pubblica, sessione relativa all'anno 1986, con il punteggio indicato a fianco di ciascun nominativo:

Nominativo			
Lazzaro Luigi, nato a S. Caterina Jonio il 25 aprile 1931	punti	94	su 100
Giovanardi Gian Luca, nato a Felino il 15 ottobre 1950	»	91	»
Biocca Marco, nato a Roma il 12 aprile 1949	»	88	»
Campagna Rocco, nato a Casamassima il 29 maggio 1924	»	87	»
Faggionato Gino, nato ad Arcole il 3 novembre 1946	»	87	»
Favaretti Carlo, nato a Cittadella il 17 agosto 1950	»	87	»
Morgagni Elena, nato a Ravenna il 23 gennaio 1950	»	87	»
Pontoni Humberto, nato a Buenos Aires il 6 giugno 1952	»	87	»
Togni Carloluigi, nato a Pavia il 20 aprile 1951	»	86	»
Valsecchi Massimo, nato a Badia Polesine il 15 gennaio 1948	»	86	»
Cremonini Luciano, nato a La Spezia il 13 ottobre 1927	»	84	»
Teggia Droghi Marco, nato a Feltre il 16 luglio 1949	»	84	»
Cesare Augusto Silvestro Carmine, nato a Piedimonte Matese il 25 settembre 1947	»	83	»
Amigoni Maurizio, nato a Lecco il 20 maggio 1950	»	80	»
Binzoni Paola, nata a Ravenna il 15 luglio 1949	»	80	»
Greco Tommaso, nato a Calopezzati il 16 febbraio 1938	»	80	»
Allocca Amalia, nata a Roma il 16 febbraio 1948	»	77	»
Bellocchi Cesare, nato a Venezia il 21 novembre 1926	punti	77	su 100
Consigli Paolo, nato a Parma il 1° aprile 1943	»	77	»
Diana Ulderigo Concetto, nato a Piazza Armerina il 15 novembre 1946	»	77	»
Franco Arcangelo, nato a Messina il 24 ottobre 1951	»	77	»
Longo Giuseppe, nato a Biancavilla il 19 gennaio 1951	»	77	»
Marzi Mauro, nato a Firenze il 22 marzo 1948	»	77	»
Matricardi Giuseppe, nato a Francavilla al Mare il 14 giugno 1953	»	77	»
Pamato Carlo, nato a Nogarole Rocca il 15 novembre 1949	»	77	»
Pulvirenti Alfio, nato a S. Giovanni La Punta il 5 dicembre 1943	»	77	»
Riboni Gian Piero, nato a Genova il 13 ottobre 1947	»	77	»
Bruni Paolo, nato ad Ivrea il 14 giugno 1951	»	76	»
Casari Susanna, nata a Modena il 31 gennaio 1950	»	76	»
D'Ambrosio Rosa, nata a Napoli il 16 settembre 1952	»	76	»
Iodice Emilio, nato a Novara il 25 giugno 1951	»	76	»
Storti Pier Vincenzo, nato a Casalmaggiore il 1° giugno 1954	»	76	»
Buratti Gianni, nato a Biella il 16 novembre 1947	»	74	»
D'Alessandro Giuseppe, nato a S. Marco in Lamis il 17 gennaio 1951	»	74	»
Magnani Giuseppe, nato a Gambolò il 19 gennaio 1944	»	74	»
Frattini Alfonso, nato a Bologna il 7 settembre 1925	»	73	»
Grisolia Salvatore, nato a San Basile il 27 novembre 1941	»	73	»
Ierussi Alessandro, nato a Velletri il 20 luglio 1947	»	73	»
Maggio Giovanni, nato a Roma il 23 febbraio 1948	»	73	»
Martorelli Simonetta, nata a Roma il 15 aprile 1950	»	73	»
Radelmacher Giuseppe, nato ad Ancona il 3 luglio 1942	»	73	»
Vacca Fabio, nato a Jesi il 23 febbraio 1950	»	73	»
Valerio Edgardo, nato a Il Cairo il 9 gennaio 1951	»	73	»
Castelletto Marco, nato a Salice il 13 novembre 1948	»	72	»
Giorgi Pietro, nato ad Assisi il 4 luglio 1946	»	72	»
Maspero Alberto, nato a Cantù il 9 ottobre 1950	»	72	»
Pinella Vincenzo, nato a Cammarata il 1° maggio 1949	»	72	»
Albano Giuseppe, nato a Moliterno il 17 settembre 1949	»	70	»
Antonioletti Renzo, nato a Ceppomorelli il 13 dicembre 1935	»	70	»
Attademo Giuseppe, nato a Laino Bruzio il 1° dicembre 1940	»	70	»

Balzani Patrizia, nata ad Ancona l'11 marzo 1955	punti	70	su 100
Barbieri Laila, nata a Cavezzo il 10 gennaio 1951	»	70	»
Biagini Walter, nato a Perugia il 18 agosto 1946	»	70	»
Bonaldi Antonio, nato a Serina il 10 febbraio 1951	»	70	»
Brezzi Maria Antonietta, nata ad Alessandria il 16 maggio 1949	»	70	»
Burgio Rosario, nato a Cheratte (Belgio) il 3 marzo 1953	»	70	»
Buriani Orazio, nato a Ferrara il 7 dicembre 1948	»	70	»
Burioni Gaetano, nato a Casteldelci il 2 ottobre 1929	»	70	»
Cacciabue Edoarda, nata a Incisa Scapaccino il 9 gennaio 1948	»	70	»
Califano Salvatore, nato a Castel San Giorgio il 19 giugno 1950	»	70	»
Capitani Roberto, nato a Brunico il 7 gennaio 1947	»	70	»
Carasi Sergio, nato a Brescia il 17 settembre 1952	»	70	»
Caroli Antonio, nato a Tredozio l'11 febbraio 1934	»	70	»
Carrozzini Francesco, nato a Maglie il 3 giugno 1949	»	70	»
Casamassima Nicola Luigi, nato a Bisceglie il 21 giugno 1925	»	70	»
Casella Giovanni, nato a Biancavilla il 31 agosto 1948	»	70	»
Catte Pietro, nato ad Oliena il 27 dicembre 1942	»	70	»
Cianchino Bartolino, nato a Pachino il 12 marzo 1949	»	70	»
Conti Piergiuseppe, nato a Como il 21 agosto 1934	»	70	»
Cremonesi Guido, nato a Palvareto il 19 settembre 1946	»	70	»
De Blasi Vito, nato a Palermo il 19 dicembre 1945	»	70	»
De Rosa Antonio, nato a Capaccio il 27 gennaio 1950	»	70	»
Dima Stanislao, nato a Cerenzia il 19 novembre 1942	»	70	»
Falchi Quirico Carmine, nato a Bolotana il 26 marzo 1926	»	70	»
Germani Maurizio, nato a Roma il 6 giugno 1947	»	70	»
Giangregorio Carmine, nato ad Apice il 15 giugno 1927	»	70	»
Insacco Emilio, nato a Butera il 9 maggio 1945	»	70	»
Izzo Vittorio, nato a Napoli il 1° novembre 1926	»	70	»
Lizza Mario, nato a Pianella il 28 maggio 1946	»	70	»
Maffei Alfredo, nato ad Avellino il 3 settembre 1952	»	70	»
Magliola Renata, nata a Biella il 4 dicembre 1950	»	70	»
Maini Paolo, nato a Ferrara il 19 febbraio 1943	»	70	»
Marchese Felice, nato a Montalbano Ionico il 21 aprile 1930	»	70	»
Marelli Giuseppe, nato a Cantù il 13 aprile 1951	punti	70	su 100
Mastropietro Genoveffa, nata a S. Vito Romano il 25 settembre 1948	»	70	»
Mauro Felice, nato a Nola il 12 febbraio 1949	»	70	»
Mete Rosario, nato a Catanzaro il 22 aprile 1953	»	70	»
Mondelci Mariella, nata ad Ostra Vetere il 14 dicembre 1951	»	70	»
Mosca Vincenzo, nato a Valsinni il 14 gennaio 1943	»	70	»
Musa Gianfranco, nato ad Arbus il 24 marzo 1948	»	70	»
Musi Alberto, nato a Addis Abeba (Etiopia) il 4 agosto 1947	»	70	»
Novelli Antonio Maria, nato a Jesi l'8 giugno 1949	»	70	»
Odoni Dario, nata a Pola il 25 aprile 1924	»	70	»
Papalini Tosca, nata a Castell'Azzara il 2 aprile 1950	»	70	»
Pluchino Baldassare, nato ad Ispica il 14 giugno 1953	»	70	»
Porzio Giovanni, nato a Romentino il 1° marzo 1935	»	70	»
Prestini Mario, nato a Casaloldo il 1° ottobre 1947	»	70	»
Pugliese Rosolina, nata a Bucciano il 1° dicembre 1933	»	70	»
Rango Maurizio, nato a Roma il 13 gennaio 1946	»	70	»
Ranieri Maria Renata Paola, nata a Torino l'11 dicembre 1951	»	70	»
Rinaldi Giovanni, nato a Francavilla Fontana il 5 settembre 1944	»	70	»
Rovere Franca, nata a Torino il 25 luglio 1937	»	70	»
Scaduto Salvatore, nato a Bagheria il 16 marzo 1946	»	70	»
Scielzo Roberto, nato ad Amatrice il 25 luglio 1946	»	70	»
Scotti Claudio, nato a Brescia il 30 settembre 1952	»	70	»
Soro Antonio, nato a Loreto il 19 marzo 1931	»	70	»
Spagnol Aldo, nato a Venezia il 25 giugno 1929	»	70	»
Tenchini Ugo, nato a Travagliato il 13 febbraio 1930	»	70	»
Tofanini Paolo, nato a Montepulciano il 19 agosto 1950	»	70	»
Togni Giovanni, nato a Belluno il 29 settembre 1948	»	70	»
Tomasi Alberto, nato a Trento il 22 aprile 1952	»	70	»
Torres Giuseppe, nato a Palermo il 12 gennaio 1947	»	70	»
Valgimigli Piero Giorgio, nato a Tredozio il 3 settembre 1934	»	70	»
Vilardi Antonio, nato a Torano Castello il 19 febbraio 1929	»	70	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 3 aprile 1987

Il Ministro: DONAT CATTIN

87A3830

Rettifica al decreto ministeriale concernente la costituzione delle commissioni esaminatrici degli esami di idoneità, sessione relativa all'anno 1986, per il personale sanitario delle unità sanitarie locali.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Visto il proprio decreto in data 10 febbraio 1987, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 54 del 6 marzo 1987, concernente il decreto menzionato in epigrafe;

Accertato che alla denominazione «radiologia diagnostica (B)» è stato erroneamente riportato il cognome Fortenuti prof. Giacomo, anziché Gortenuti prof. Giacomo;

Considerato che occorre procedere alla rettifica di tale errore materiale di trascrizione;

Decreta:

Alla denominazione «radiologia diagnostica (B)», leggasi Gortenuti prof. Giacomo, anziché Fortenuti prof. Giacomo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 aprile 1987

Il Ministro: DONAT CATTIN

87A3826

Rettifica alla graduatoria degli idonei all'esame di idoneità a primario di diabetologia, sessione relativa all'anno 1986

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Visto il proprio decreto in data 2 marzo 1987, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 60 del 13 marzo 1987, concernente la graduatoria degli idonei all'esame di idoneità a primario di diabetologia, sessione 1986;

Accertato che al n. 104 del citato elenco è stato erroneamente riportato il luogo di nascita Roma, anziché Parma relativo al dottor Tramaloni Casimiro;

Considerato che occorre procedere alla rettifica di tale errore materiale di trascrizione;

Decreta:

Al n. 104 della graduatoria degli idonei all'esame di idoneità a primario di diabetologia, sessione 1986, approvata con decreto ministeriale 2 marzo 1987 e pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 60 del 13 marzo 1987, leggasi Parma anziché Roma.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 9 aprile 1987

Il Ministro: DONAT CATTIN

87A3827

Rettifica alla graduatoria degli idonei all'esame di idoneità a primario di anatomia ed istologia patologica, sessione relativa all'anno 1986.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Visto il proprio decreto in data 2 marzo 1987, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 62 del 16 marzo 1987, concernente la graduatoria degli idonei all'esame di idoneità a primario di anatomia ed istologia patologica, sessione 1986;

Accertato che al n. 63 del citato elenco è stato erroneamente riportato il nome Bontempo Pierluigi, anziché Bontempo Pier Luigi;

Considerato che occorre procedere alla rettifica di tale errore materiale di trascrizione;

Decreta:

Al n. 63 della graduatoria degli idonei all'esame di idoneità a primario di anatomia ed istologia patologica, sessione 1986, approvata con decreto ministeriale 2 marzo 1987 e pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 62 del 16 marzo 1987, leggasi Bontempo Pier Luigi anziché Bontempo Pierluigi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 9 aprile 1987

Il Ministro: DONAT CATTIN

87A3828

Rettifica alla graduatoria degli idonei all'esame di idoneità a primario di anestesia e rianimazione, sessione relativa all'anno 1983.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Visto il proprio decreto in data 10 luglio 1985, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 183 del 5 agosto 1985, concernente la graduatoria degli idonei all'esame di idoneità a primario di anestesia e rianimazione, sessione 1983;

Accertato che al n. 409 del citato elenco è stato erroneamente riportato il cognome Scalambro Francesco, anziché Sgalambro Francesco;

Considerato che occorre procedere alla rettifica di tale errore materiale di trascrizione;

Decreta:

Al n. 409 della graduatoria degli idonei all'esame di idoneità a primario di anestesia e rianimazione, sessione 1983, approvata con decreto ministeriale 10 luglio 1985 e pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 183 del 5 agosto 1985, leggasi Sgalambro Francesco anziché Scalambro Francesco.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 27 marzo 1987

Il Ministro: DONAT CATTIN

87A3829

AZIENDA AUTONOMA DI ASSISTENZA AL VOLO PER IL TRAFFICO AEREO GENERALE

Concorso pubblico, per esami, a ventisei posti di ruolo nella qualifica professionale di addetto tecnico (quinta qualifica funzionale).

Art. 1.

È indetto un concorso pubblico, per esami, a ventisei posti di ruolo nella qualifica professionale di addetto tecnico in prova (quinta qualifica funzionale) dell'Azienda autonoma di assistenza al volo per il traffico aereo generale.

Art. 2.
Titolo di studio

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso di uno dei seguenti titoli di studio, rilasciati da scuola italiana statale o parificata:

diploma di perito industriale in una delle seguenti specializzazioni:

elettronica industriale;
elettrotecnica;
telecomunicazioni;
energia nucleare,

ovvero nelle specializzazioni di «meccanico elettricista - ramo elettricista» e «radiotecnico», proprie del precedente ordinamento scolastico, nonché il diploma di maturità professionale di «tecnico delle industrie elettriche ed elettroniche», rilasciato da istituto professionale a norma dell'art. 3 della legge 27 ottobre 1969, n. 754.

Non è ammessa equipollenza di titoli.

Gli aspiranti muniti di titolo di studio superiore debbono comunque possedere anche quello richiesto, pena l'esclusione dal concorso.

Art. 3.

Requisiti per l'ammissione al concorso

Per l'ammissione al concorso sono richiesti i seguenti requisiti:

1) uno dei titoli di studio di cui al precedente art. 2;

2) cittadinanza italiana. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

3) età non inferiore agli anni 18 e non superiore agli anni 28, salve le elevazioni previste dalle vigenti disposizioni di legge.

I candidati che intendono beneficiare dell'elevazione dei limiti di età dovranno farne espressa dichiarazione nella domanda di ammissione al concorso specificando il titolo o la condizione in cui si trovano rispetto al limite di età sopra fissato;

4) idoneità fisica all'impiego che l'Azienda accerta mediante visita medica;

5) posizione regolare nei riguardi degli obblighi di leva.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che abbiano riportato condanne penali concernenti delitti con sentenza passata in giudicato, coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico, coloro che siano cessati dall'impiego presso una pubblica amministrazione a seguito di procedimento disciplinare o siano stati dichiarati decaduti da altro pubblico impiego per averlo conseguito mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità insanabile, nonché coloro che siano stati collocati a riposo ai sensi della legge 24 maggio 1970, n. 336, e successive modificazioni ed integrazioni.

I suddetti requisiti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine stabilito dal bando per la presentazione delle domande di ammissione.

L'esclusione dal concorso per difetto dei requisiti prescritti può essere disposta in ogni momento con provvedimento del consiglio di amministrazione su proposta del direttore generale dell'Azienda.

Art. 4.

Domanda di ammissione al concorso

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta da bollo (in conformità dello schema allegato), firmata e datata dall'aspirante ed indirizzata alla Direzione generale dell'Azienda autonoma di assistenza al volo per il traffico aereo generale - Via Salaria, 716 - 00199 Roma, dovrà pervenire o essere presentata al predetto ufficio entro il termine perentorio di trenta giorni, decorrente dal giorno successivo a quello della pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica. Qualora il termine venga a scadere in giorno festivo, è prorogato al giorno seguente non festivo.

La domanda si considera prodotta in tempo utile purché spedita a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato. A tale fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Non si terrà conto delle domande presentate o spedite dopo la scadenza del termine perentorio sopra stabilito.

La data di presentazione della domanda è stabilita dal timbro a data dell'ufficio corrispondenza della Direzione generale dell'Azienda, mentre per le domande spedite a mezzo raccomandata, nelle quali verrà ugualmente apposto il predetto timbro, farà fede — come sopra detto — il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Nella domanda di ammissione al concorso, di cui si allega uno schema esemplificativo, gli aspiranti hanno l'obbligo, sotto la propria responsabilità, di dichiarare:

a) cognome e nome;

b) luogo e data di nascita, nonché in caso di superamento del limite massimo di età di 28 anni, i titoli e le condizioni che legittimino l'elevazione di tale limite o che consentano di prescindere dal limite stesso;

c) il possesso della cittadinanza italiana;

d) il comune nelle cui liste elettorali sono iscritti, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) le eventuali condanne penali riportate (anche se siano intervenute amnistia, condono, indulto, grazia, perdono giudiziale o riabilitazione), le eventuali misure di prevenzione, specificandone la natura;

f) il titolo di studio posseduto, con l'esatta indicazione della scuola dove è stato conseguito e della relativa data di conseguimento;

g) la posizione nei riguardi degli obblighi militari;

h) gli eventuali servizi prestati presso pubbliche amministrazioni e le cause di eventuali risoluzioni del rapporto d'impiego;

i) il domicilio o recapito al quale ricevere tutte le comunicazioni e, possibilmente, anche il recapito telefonico.

Gli aspiranti debbono dichiarare nella domanda di accettare tutte le condizioni contenute nel presente bando di concorso.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata, nelle forme di legge, dal segretario comunale del luogo di residenza o altro funzionario incaricato dal sindaco o da un notaio o da un cancelliere o dal comandante della nave mercantile ovvero, per coloro che si trovino all'estero, dall'autorità diplomatica o consolare competente per territorio.

Per i dipendenti dello Stato è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Per gli aspiranti che si trovino in servizio militare è sufficiente il visto del comandante di compagnia o unità equiparata, in autentica della firma del militare.

L'omissione della autenticazione della firma in calce alla domanda o di alcuna delle dichiarazioni di cui alle lettere da *a)* ad *h)* determinano l'esclusione dell'aspirante dal concorso.

L'Azienda non assume alcuna responsabilità nel caso di dispersione di comunicazioni dipendente da inesatte indicazioni del domicilio o del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento di domicilio o del recapito indicato nella domanda, né per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'Azienda stessa o imputabili a caso fortuito o di forza maggiore, né per la mancata restituzione dell'avviso di ricevimento in caso di spedizione per raccomandata.

Art. 5.

Commissione esaminatrice

La commissione esaminatrice sarà nominata con successivo provvedimento del consiglio di amministrazione dell'Azienda con l'osservazione delle vigenti disposizioni.

Art. 6.

Selezione - Programma d'esame - Prove - Valutazione

La selezione sarà effettuata per esami attraverso prove attitudinali e di profitto.

Gli esami consistono in due prove scritte obbligatorie, l'una di selezione attitudinale, l'altra su materie professionali.

A) *Prove abbligatorie*

1) La prova scritta di selezione attitudinale avrà come contenuto la risoluzione, in un tempo predeterminato, di appositi tests bilanciati tendenti ad accertare la maturità dei candidati in relazione alle mansioni che saranno chiamati a svolgere.

2) La prova scritta su materie professionali consisterà in risposte argomentate, nel termine complessivo di tre ore, a cinque quesiti proposti dalla commissione esaminatrice nell'ambito del programma appresso indicato:

I) Matematica e fisica:

a) Matematica:

Aritmetica - Algebra elementare (fino ai problemi di secondo grado ad una incognita) - Logaritmi - Elementi di trigonometria piana - Coordinate cartesiane nel piano - Concetto di funzione di una variabile e corrispondente rappresentazione grafica.

b) Fisica:

Elementi di meccanica, moto dei corpi, uniforme, vario ed uniformemente vario, rettilineo, circolare, armonico.

Forze, coppie, macchine semplici - Lavoro, energia e potenza.

Resistenza dei materiali.

2) Elettrologia generale:

Grandezze elettriche e sistemi di unità di misura.

Misura delle grandezze elettriche e relativi strumenti.

Leggi della conduzione elettrica nei conduttori - Effetto termico della corrente elettrica - Magnetismo, elettromagnetismo.

Induzione elettromagnetica.

Resistenza, induttanza e capacità.

Calcolo di circuiti a c.c. ed a c.a.

Potenze elettriche: attiva, reattiva ed apparente.

Perdite nei materiali conduttori, isolanti e magnetici.

3) Elettrotecnica:

Leggi dell'elettrochimica - pile - accumulatori.

Generatori elettrici a c.c. ed a c.a. - caratteristiche di funzionamento e di regolazione - Potenze - Rendimenti.

Motori elettrici a c.c. - Asincroni e sincroni - Caratteristiche di funzionamento e di regolazione.

Trasformatore - Caratteristiche di funzionamento e di regolazione - Parallelo di trasformatori monofasi e polifasi autotrasformatori.

Conversione della c.a. in c.c. e viceversa. Gruppi rotanti e statici - Raddrizzatori e trasverter per varie potenze. Linee di distribuzione energia elettrica a bassa ed alta tensione - caratteristiche funzionali e di stabilità delle linee aeree - caratteristiche delle linee in cavo.

Impianti di illuminazione e forza motrice.

Norme CEI sulle macchine e sugli impianti elettrici. Protezione sui circuiti - Messe a terra - Protezione degli edifici dalle scariche elettriche - Prevenzione infortuni nel campo degli impianti elettrici.

Tecnologia dei materiali impiegati nelle costruzioni elettromeccaniche (macchine elettriche e linee di trasmissione di energia) - Tipi di sollecitazioni e resistenza dei materiali impiegati.

4) Elettronica industriale e telecomunicazioni:

Emissione termoionica - Tubi elettronici e loro caratteristiche - Semiconduttori - Diodi e transistor.

Circuiti e relativi componenti resistivi, induttivi e capacitivi, comportamento al variare della frequenza, costante di tempo.

Circuiti oscillanti e rettificatori.

Circuiti amplificatori in classe A, B e C.

Quadripoli, caratteristiche di trasmissione - Unità di misura dei livelli di tensione di potenza dei segnali (Np e dR) - Attenuazione ed equivalente - Frequenza.

Misure sui componenti e sui circuiti di trasmissione in bassa ed alta frequenza.

Valutazione prove

Per la prova scritta di selezione attitudinale la commissione esaminatrice disporrà di un massimo di punti 8, per la prova scritta su materie professionali di un massimo di punti 10.

Saranno ammessi alla prova scritta su materie professionali i concorrenti che riporteranno almeno 5 punti su 8 nella prova scritta di selezione attitudinale.

Saranno dichiarati idonei i concorrenti che nella prova scritta su materie professionali riporteranno almeno 7 punti su 10.

La votazione complessiva sarà costituita dalla media dei punteggi rispettivamente riportati nelle prove predette.

Art. 7.

Svolgimento delle prove

Le prove di esame di cui al precedente art. 5 si svolgeranno in Roma.

Il diario della prova scritta di selezione attitudinale sarà pubblicato nella Gazzetta Ufficiale *della Repubblica del 1° ottobre 1987.*

Tale comunicazione avrà valore di notifica a tutti gli effetti. Pertanto i candidati ai quali non sia stata comunicata l'esclusione dal concorso sono tenuti a presentarsi per sostenere la prova scritta di selezione attitudinale, senza alcun preavviso, muniti di uno dei documenti di riconoscimento di cui al successivo art. 8, nel luogo, nel giorno e nell'ora che saranno indicati nella summenzionata *Gazzetta Ufficiale*. Eventuale variazione della data di svolgimento di tale prova sarà resa nota con avviso da pubblicarsi nella succitata *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del 1° ottobre 1987.

Ai candidati ammessi alla prova scritta su materie professionali l'avviso per la presentazione alla prova stessa, con l'indicazione del voto riportato nella prova scritta di selezione attitudinale, verrà inviato almeno quindici giorni prima in cui devono sostenerla.

Art. 8.

Documenti di identità

Per essere ammessi a sostenere le prove d'esame i candidati dovranno esibire uno dei seguenti documenti di riconoscimento non scaduto di validità:

a) carta d'identità;

b) tessera per impiegati dello Stato (modello A.T.);

c) tessera postale;

d) porto d'armi;

e) patente automobilistica;

f) passaporto;

g) tessera militare con fotografia (per i militari alle armi);

h) fotografia recente, applicata su carta da bollo, con la firma autenticata dal sindaco del comune di residenza o da un notaio.

Art. 9.

Graduatoria di merito - Riserva dei posti - Proclamazione dei vincitori

Il servizio personale formerà la graduatoria di merito del concorso secondo l'ordine della votazione complessiva ottenuta da ciascun candidato nelle prove di esame.

A parità di votazione complessiva, la precedenza, ai sensi dell'art. 10 del regolamento del personale dell'Azienda, è determinata nell'ordine:

a) dall'essere disoccupato;

b) dal numero dei figli a carico;

c) dal coniuge a carico o con l'obbligo degli alimenti;

d) dall'età.

Sarà altresì formata una graduatoria dei vincitori e una graduatoria degli idonei.

Le graduatorie dei vincitori e degli idonei saranno formate con l'osservanza delle disposizioni in materia di riserva di posti.

I concorrenti dichiarati idonei dovranno produrre, pertanto, nel termine perentorio di quindici giorni dalla data di ricevimento dell'apposita comunicazione che verrà loro inviata, gli eventuali titoli di precedenza a parità di votazione complessiva e quelli, indicati nella comunicazione stessa, che danno diritto a concorrere alla riserva dei posti.

I titoli di precedenza e di riserva saranno ritenuti validi anche se acquisiti dopo la scadenza del termine utile fissato dal precedente art. 4 per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso, purché documentati entro il termine perentorio di cui al precedente comma.

Il ritardo nella presentazione dei documenti suddetti o la presentazione di documenti diversi da quelli prescritti o irregolarmente compilati comporteranno, senza necessità di avviso, la decadenza dai relativi benefici.

I documenti stessi dovranno, inoltre, essere in regola con le disposizioni generali e particolari sul bollo.

Le copie dei certificati originali saranno prese in considerazione soltanto se autenticate nelle forme prescritte dalle disposizioni di cui agli articoli 7 e 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15.

Il consiglio di amministrazione dell'Azienda, riconosciuta la regolarità del procedimento, approva le graduatorie e proclama vincitori del concorso.

Le graduatorie dei vincitori del concorso e dei candidati risultati idonei saranno pubblicate con avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Bollettino ufficiale dell'Azienda.

I posti messi a concorso saranno assegnati ai candidati che risulteranno utilmente collocati in graduatoria.

Art. 10.

Visita medica

I concorrenti utilmente collocati nelle graduatorie, su invito dell'Azienda, dovranno presentarsi nella data e nella sede indicati nella lettera di invito, per essere sottoposti a visita medica volta ad accertare i requisiti psico-fisici-attitudinali richiesti per l'ammissione in impiego nella qualifica professionale a concorso, nonché per eseguire l'accertamento sierologico del sangue per la lue, ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

A coloro che saranno giudicati non idonei verrà data, a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento, opportuna comunicazione con la specificazione dei motivi di inidoneità.

Gli stessi, entro dieci giorni dalla data di ricevimento di tale comunicazione, possono richiedere visita di appello, facendo pervenire apposita domanda in carta legale, corredata di certificato medico.

Verranno adottati immediati provvedimenti di decadenza dal diritto alla nomina nei confronti dei candidati:

1) che non si siano presentati a visita medica;

2) dichiarati inidonei alla visita medica, che non abbiano chiesto nel termine citato la visita medica di appello;

3) non idonei a visita medica, la cui richiesta di visita di appello non sia stata accolta;

4) dichiarati definitivamente non idonei alla visita medica di appello.

I provvedimenti di decadenza di cui al presente articolo saranno adottati dal direttore generale.

Art. 11.

Nomina a ruolo ed assunzione in servizio

I candidati utilmente collocati in graduatoria e giudicati idonei fisicamente alla visita medica sono nominati in prova nella qualifica professionale di addetto tecnico (quinta qualifica funzionale) con la riserva dell'accertamento dei requisiti richiesti per l'ammissione in impiego da comprovare mediante la presentazione entro il primo mese di servizio dei documenti di cui al successivo art. 12. I provvedimenti di nomina in prova sono adottati dal presidente del consiglio di amministrazione e comunicati agli interessati. Agli stessi sarà attribuito il trattamento economico spettante per la qualifica in base alle norme in vigore.

E in facoltà dell'Azienda assumere gli interessati presso una qualsiasi delle principali sedi di lavoro, centrale o periferiche, dell'Azienda stessa nell'ambito di tutto il territorio nazionale, con particolare riferimento alle sedi del Lazio, Lombardia, Veneto e Piemonte.

I candidati nominati in prova, se non assumono servizio nel termine stabilito, sono dichiarati decaduti dalla nomina stessa, con provvedimento del presidente del consiglio di amministrazione.

La nomina in prova di coloro che per giustificato motivo assumono servizio con ritardo sul termine loro prefissato decorre, agli effetti economici, dal giorno di effettivo e regolare inizio delle prestazioni.

La nomina definitiva in ruolo viene conferita dopo il superamento del prescritto periodo di sei mesi di prova. Il relativo provvedimento viene adottato dal presidente del consiglio di amministrazione e comunicato all'interessato.

Per i dipendenti confermati in ruolo il periodo di prova è computato come servizio di ruolo a tutti gli effetti. Ai dipendenti in prova si applicano le norme del regolamento del personale dell'Azienda e del contratto collettivo nazionale di lavoro.

La sede di lavoro sarà assegnata all'atto della assunzione in servizio.

I vincitori e gli idonei assunti in impiego a seguito del presente concorso, hanno l'obbligo di rimanere nella sede assegnata almeno per sette anni. Pertanto prima del termine di tale periodo non saranno accettate domande intese ad ottenere il trasferimento in altra sede.

L'accettazione dell'assunzione non potrà essere in alcun modo condizionata.

L'Azienda autonoma di assistenza al volo per il traffico aereo generale, nel caso di mancata assunzione del servizio da parte dei vincitori, si riserva la facoltà, secondo il proprio insindacabile apprezzamento, di coprire i posti rimasti vacanti con altri concorrenti idonei secondo l'ordine della graduatoria.

Si riserva altresì di utilizzare la graduatoria per la copertura di eventuali ulteriori esigenze di personale nel termine di due anni dalla data di approvazione della graduatoria stessa.

Art. 12.

Documentazone di rito

Entro il primo mese di servizio, coloro che sono stati assunti in servizio dovranno presentare, a pena di decadenza dalla nomina i seguenti documenti:

a) estratto per riassunto dell'atto di nascita, in carta bollata. I concorrenti che abbiano superato il 28° anno di età di cui al precedente art. 2 debbono presentare i documenti atti a comprovare il diritto all'elevamento del limite di età, salvo che i documenti stessi non siano già stati presentati come titoli di preferenza o di precedenza;

b) certificato di cittadinanza italiana, in carta bollata;

c) certificato di godimento dei diritti politici, in carta bollata;

d) certificato generale del casellario giudiziale, in carta bollata (se il concorrente è nato all'estero il certificato è rilasciato dal casellario presso la procura della Repubblica di Roma);

e) certificato dei carichi pendenti rilasciato alla procura della Repubblica, in carta bollata;

f) certificato dei carichi pendenti rilasciato dalla pretura, in carta bollata;

g) originale o copia autenticata del titolo di studio richiesto al precedente art. 2 per la partecipazione al concorso, in carta bollata;

h) uno dei seguenti documenti militari, in bollo, comprovante l'attuale posizione nei riguardi degli obblighi di leva, se non presentato come titolo di preferenza:

1) estratto del foglio matricolare militare o stato di servizio se:

ufficiale in congedo o in servizio;

sottufficiale o militare di truppa in congedo dopo la ferma;

in congedo illimitato provvisorio, cioè arruolato dagli organi di leva e tuttora in attesa della chiamata alle armi ma non ancora incorporato perché ammesso ai benefici del ritardo o del rinvio;

riformato in rassegna (dopo l'arruolamento), in sede di selezione attitudinale o durante la prestazione del servizio militare;

2) certificato di esito di leva: se rivedibile o riformato dalla commissione di leva (cioè appartenente a classe non ancora chiamata alla leva);

3) certificato di iscrizione nelle liste di leva: se iscritto di leva (cioè appartenente a classe non ancora chiamata alla leva);

4) dichiarazione del comando da cui dipendono: per i militari alle armi.

I documenti di cui alle lettere *b), c), d), e)* ed *f)*, non saranno ritenuti validi se rilasciati prima di tre mesi dalla di richiesta dei documenti stessi.

I dipendenti di ruolo dell'Azienda sono esentati dalla presentazione dei documenti predetti: devono presentare, nel termine di cui al primo comma del presente articolo, il titolo di studio, ove non lo abbiano già prodotto.

I dipendenti statali di ruolo (civili e militari di carriera) sono esentati dalla presentazione dei predetti documenti ma dovranno presentare — sempre nel termine perentorio di cui al primo comma del presente articolo — una copia integrale dello stato di servizio di data non anteriore a quella in cui riceveranno l'invito e il titolo di studio richiesto per la partecipazione al concorso.

I documenti di cui al presente articolo si considerano prodotti in tempo utile se spediti a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato. A tal fine fa fede il timbro e data dell'ufficio postale accettante.

I nuovi assunti saranno invitati a regolarizzare entro trenta giorni, a pena di decadenza, la documentazione incompleta o affetta da vizio sanabile.

ALLEGATO

Schema di domanda

All'Azienda autonoma di assistenza al volo per il traffico aereo generale - Via Salaria, 716 - 00199 ROMA

...l... sottoscritt... (1)...
nat... a .... il...
chiede di essere ammess... a partecipare al concorso pubblico a ventisei posti di addetto tecnico in prova, indetto con deliberazione 14 aprile 1987, n. 63, del *consiglio di amministrazione.*

A tal fine ...l... sottoscritt... dichiara sotto la propria responsabilità e nella consapevolezza delle relative conseguenze:

a) di essere in possesso della cittadinanza italiana;

b) di essere iscritt... nelle liste elettorali del comune di (2) ....,

c) di non aver riportato condanne penali (3);

d) di essere in possesso del diploma di .... conseguito il .... presso l'Istituto ....;

e) di essere, nei riguardi degli obblighi imposti dalle leggi sul reclutamento militare, nella seguente posizione ....;

f) di poter fruire del beneficio dell'elevazione del limite massimo di età perché (4) ....;

g) di aver prestato servizio con rapporto d'impiego presso una pubblica amministrazione e cioè presso .... e di essere cessat... a causa di (5) ....

...l... sottoscritt... dichiara, infine, di aver preso visione del relativo bando di concorso e di accettare tutte le condizioni in esso contenute.

...l... sottoscritt... chiede che ogni comunicazione relativa al presente concorso venga inviata al seguente indirizzo, impegnandosi a comunicare le eventuali variazioni successive e riconoscendo che l'Azienda autonoma di assistenza al volo per il traffico aereo generale non assume alcuna responsabilità in caso di irreperibilità del destinatario.

Indirizzo:..
....

Data, ...

Firma (6) ....
(da autenticare)

---

(1) Indicare, nell'ordine, il cognome e nome.

(2) Coloro che non risultino iscritti nelle liste elettorali dovranno indicare i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste stesse.

(3) In caso contrario indicare le eventuali condanne penali riportate (anche nei casi in cui siano intervenuti amnistia, condono, indulto, grazia, perdono giudiziale o riabilitazione), o le eventuali misure di prevenzione, specificandone la natura.

(4) Specificare i titoli e le condizioni che consentono, ai sensi delle leggi in vigore, l'elevamento del limite massimo di età stabilito all'art. 3 del bando di concorso.

(5) La dichiarazione non deve essere resa da coloro che non siano mai stati dipendenti di pubbliche amministrazioni.

(6) La firma dovrà essere autenticata da una delle autorità previste dall'art. 4 del bando di concorso.

87A3978

UNIVERSITÀ «LA SAPIENZA» DI ROMA

Concorso ad un posto di funzionario tecnico

IL RETTORE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1955, numero 766;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, numero 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, numero 686;

Vista la legge 5 marzo 1961, n. 158;

Vista la legge 3 novembre 1961, n. 1255;

Vista la legge 29 settembre 1964, n. 862;

Vista la legge 2 aprile 1968, n. 482;

Vista la legge 11 dicembre 1969, n. 910;

Vista la legge 3 giugno 1970, n. 380;

Visto il decreto-legge 28 agosto 1970, n. 622, convertito in legge, con modificazione, dalla legge 19 ottobre 1970, n. 744;

Visto il regolamento di esecuzione della succitata legge 3 novembre 1961, n. 1255;

Visti i decreti del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077 e n. 1079;

Visto il decreto-legge 1° ottobre 1973, n. 580, convertito, con modificazioni, in legge 30 novembre 1973, n. 766, ed in particolare l'art. 8;

Vista la legge 25 ottobre 1977, n. 808, ed in particolare l'art. 2;

Vista la circolare del Ministero della pubblica istruzione n. 351/A2 del 7 giugno 1978;

Considerato che in applicazione dell'art. 2, ultimo comma, della legge 25 ottobre 1977, n. 808, detto bando deve essere inviato al Ministero della pubblica istruzione previa registrazione da parte della competente delegazione regionale della Corte dei conti per la pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*;

Vista la legge 3 giugno 1978, n. 288;

Vista la legge 11 luglio 1980, n. 312;

Vista la circolare n. 524 del 18 febbraio 1981;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 giugno 1981, n. 270;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 24 settembre 1981;

Vista la deliberazione n. 1488 del 12 ottobre 1984 della sezione di controllo della Corte dei conti;

Visto il decreto ministeriale 20 maggio 1983;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 17 novembre 1986, registrato alla Corte dei conti il 21 gennaio 1987, registro n. 2, foglio n. 315, con il quale il Ministero della pubblica istruzione ha assegnato un posto di funzionario tecnico, ottavo livello retributivo (area funzionale tecnico scientifica e socio-sanitaria) presso l'istituto di anatomia umana normale per le esigenze della seconda cattedra - facoltà di medicina e chirurgia, all'Università «La Sapienza» di Roma;

Vista la nota n. 631 del 9 febbraio 1987, con la quale il Ministero della pubblica istruzione ha autorizzato l'emissione del presente bando di concorso;

Decreta:

Art. 1.

È indetto un concorso pubblico, per esami, ad un posto di funzionario tecnico di ruolo in prova, ottava qualifica funzionale (area funzionale tecnico-scientifica e socio-sanitaria) presso l'istituto di anatomia umana normale per le esigenze della seconda cattedra - facoltà di medicina e chirurgia, dell'Università «La Sapienza» di Roma.

Art. 2.

Titolo di studio richiesto per l'ammissione al concorso: diploma di laurea in medicina e chirurgia.

Art. 3.

Gli aspiranti al concorso devono aver compiuto il diciottesimo anno di età e non superato il quarantesimo alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti. La condizione del limite massimo di età non è richiesta per gli aspiranti che siano impiegati civili di ruolo dello Stato, nonché per i sottufficiali del Ministero della difesa (Esercito, Marina, Aeronautica) cessati dal servizio ai sensi dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220. La condizione del limite massimo d'età non è richiesta, altresì, per gli ufficiali e sottufficiali in servizio permanente delle Forze armate e dei Corpi di polizia, nonché per i militari in servizio continuativo di detti Corpi.

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso, redatte in carta bollata ed indirizzate al magnifico rettore dell'Università degli studi «La Sapienza» di Roma - Settore concorsi e nomine personale non docente, dovranno pervenire all'Università stessa entro il termine perentorio di trenta giorni a decorrere dal giorno successivo a quello della data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Si considerano prodotte in tempo utile le domande di ammissione al concorso spedite a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante. Esse dovranno contenere il cognome, il nome e preciso domicilio eletto dal concorrente ai fini del concorso. Le aspiranti coniugate dovranno indicare oltre al cognome da nubile anche quello da coniugata. Il candidato dovrà inoltre dichiarare sotto la sua responsabilità e a pena di esclusione dal concorso:

a) la data e il luogo di nascita;

b) il possesso della cittadinanza italiana; sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

c) il comune ove è iscritto nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

d) di non aver mai riportato condanne penali e di non aver procedimenti penali in corso; in caso contrario indicare le condanne riportate, la data di sentenza dell'autorità giudiziaria che l'ha emessa; da indicare anche se è stata concessa amnistia, perdono giudiziale, condono, indulto, non menzione, ecc. e anche se nulla risulta sul casellario giudiziale. I procedimenti penali devono essere indicati qualsiasi sia la natura degli stessi;

e) il titolo di studio;

f) la sua posizione nei riguardi degli obblighi militari;

g) i servizi eventualmente prestati come impiegati presso pubbliche amministrazioni e le eventuali cause di risoluzione di precedenti rapporti di impiego;

h) di non essere stato destituito o dispensato dall'impiego presso una pubblica amministrazione e di non essere stato dichiarato decaduto da altro impiego statale per averlo conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

i) i titoli che danno diritto ad elevazione del limite massimo di età per l'ammissione al concorso.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da una delle autorità già indicate nell'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15 (funzionario competente a ricevere la documentazione, notaio, cancelliere, segretario comunale, o altro funzionario incaricato dal sindaco).

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

Gli interessati devono redigere le domande secondo il fac-simile allegato al presente bando di cui fa parte integrante e con tutti gli elementi in esso richiesti. L'amministrazione può disporre in qualunque momento con decreto motivato del rettore, l'esclusione dal concorso per difetto dei requisiti prescritti. I requisiti per l'ammissione al concorso devono essere posseduti alla data di scadenza del termine ultimo della domanda.

L'amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni, dipendente da inesatte indicazioni della residenza e del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento degli stessi, né per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'amministrazione stessa.

Art. 5.

La commissione è nominata e composta ai sensi dell'art. 35 (titolo II) del decreto ministeriale 20 maggio 1983. Per le modalità di espletamento del concorso si osservano in quanto applicabili, le disposizioni contenute nel decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, nel decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 24 settembre 1981 e nel decreto ministeriale 20 maggio 1983.

Art. 6.

Gli esami consisteranno in due prove scritte di cui una di contenuto teorico-pratico ed una prova orale. (Vedi allegato programma).

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria di merito che abbiano e che intendano far valere i titoli di preferenza a parità di merito in quanto appartengono ad una o più categorie previste dall'art. 5, quarto comma, del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 (quale risulta integrato dall'art. 11 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539, dell'art. 2 della legge 14 ottobre 1966, n. 851 e della legge 2 aprile 1968, n. 482) saranno tenuti a presentare o far pervenire, per loro diretta iniziativa, i documenti relativi, in originale o copia autenticata, in regola con le vigenti disposizioni fiscali, al magnifico rettore dell'Università degli studi «La Sapienza» di Roma - Settore concorsi e nomine personale non docente, entro e non oltre il termine di quindici giorni, che decorre dal giorno successivo a quello in cui i singoli candidati avranno sostenuto l'ultima delle prove previste dall'allegato programma d'esame.

Si considerano prodotti in tempo utile i documenti spediti a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento, entro il termine suindicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

I candidati possono avvalersi dei titoli stessi anche se ne siano venuti in possesso dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Art. 7.

Ai sensi dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, ed in applicazione del disposto di cui all'art. 11 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, i vincitori saranno invitati, a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, a presentare entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data di effettiva assunzione in servizio (art. 23 della legge 29 gennaio 1986, n. 23), i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita;

2) certificato comprovante il godimento dei diritti politici attestante il possesso del requisito anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione;

3) certificato comprovante il possesso della cittadinanza italiana o titolo che dà luogo alla equiparazione, attestante il possesso del requisito anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione;

4) certificato generale del casellario giudiziale;

5) certificato dei carichi pendenti;

6) originale del titolo di studio o copia autenticata di esso, ovvero il documento rilasciato dalla competente autorità scolastica in sostituzione dell'originale;

7) copia integrale dello stato di servizio militare o del foglio matricolare o certificato di esito di leva nel caso in cui l'aspirante sia stato dichiarato riformato o rivedibile. (I candidati che rientrano nella categoria di cui all'art. 3 del presente bando dovranno inoltre presentare i documenti comprovanti la loro appartenenza alle categorie stesse);

8) certificato medico rilasciato dall'U.S.L. o da un medico militare o medico condotto o dall'ufficiale sanitario attestante la sana e robusta costituzione e l'idoneità fisica e psichica all'impiego.

Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione, il certificato ne deve fare menzione e indicare se l'imperfezione stessa menomi l'attitudine al servizio suddetto.

Nel certificato stesso dovrà essere precisato che è stato eseguito l'accertamento sierologico del sangue previsto dall'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

I candidati invalidi di guerra ed assimilati dovranno produrre, ai sensi dell'art. 19, secondo comma, della legge 2 aprile 1968, n. 482, una dichiarazione legalizzata da un ufficiale sanitario comprovante che l'invalido, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non può essere di pregiudizio alla salute o alla incolumità dei compagni di lavoro o alla sicurezza degli impianti.

L'amministrazione si riserva, comunque, la facoltà di sottoporre i candidati a visita medica da parte di un sanitario di fiducia;

9) firma autenticata su fotografia recente del candidato;

10) dichiarazione in data recente, attestante se il candidato ricopra o meno altri posti retribuiti alle dipendenze dello Stato, di enti pubblici o di aziende private o se fruisca comunque di redditi di lavoro subordinato ed in caso affermativo relativa opzione. Detta dichiarazione deve contenere le eventuali indicazioni concernenti le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego (art. 1, lettera *g*), del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686). Deve essere rilasciata in carta libera ed anche se negativa.

I documenti di rito dovranno essere conformi alle leggi sia per quanto concerne il bollo sia per quanto attiene alla legalizzazione.

Quelli di cui ai numeri 2), 3), 4), 5), 8), 9), dovranno inoltre essere di data non anteriore a tre mesi rispetto alla data della rettorale con cui sono stati richiesti. A termine dell'ultimo comma del succitato art. 11 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, gli appartenenti al personale statale di ruolo debbono presentare, nel termine sopraindicato, una copia integrale dello stato matricolare, il titolo di studio ed il certificato medico, e sono esonerati dalla presentazione degli altri documenti di rito.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 642, purché esibiscano il certificato di povertà, ovvero quando risulti dai documenti stessi la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

Art. 8.

La graduatoria dei vincitori e quella eventuale degli idonei sarà formata in base ai risultati degli esami, nonché dai titoli di preferenza stabiliti dall'art. 5 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e successive modificazioni.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella eventuale degli idonei sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione, parte seconda, di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dalla data di pubblicazione dell'avviso di cui sopra nella *Gazzetta Ufficiale* decorrerà il termine per eventuali impugnative.

Art. 9.

I candidati ai quali non sia stata comunicata l'esclusione dal concorso, sono tenuti a presentarsi presso i locali della seconda cattedra di anatomia umana normale dell'istituto di anatomia umana normale facoltà di medicina e chirurgia, via A. Borelli n. 50 Roma, per sostenere le prove d'esame.

Il diario delle suddette prove è così fissato:

ore 9 del settantacinquesimo e settantaseiesimo giorno non festivo successivo a quello della pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale *del presente bando.*

Art. 10.

Tutte le comunicazioni relative al concorso saranno inviate al candidato a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno con tassa a carico del destinatario.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti - Delegazione regionale per il Lazio, per la registrazione.

Roma, addì 21 marzo 1987

Il rettore: RUBERTI

Registrato alla Corte dei conti Delegazione regionale per il Lazio, addì 27 aprile 1987
Registro n. 17 Università, foglio n. 39

ALLEGATO 1

PROGRAMMA D'ESAME

Prova scritta: verterà su argomenti di anatomia macro e microscopica nonché di istofisiologia.

Prova scritta di contenuto teorico pratico: verterà su argomento inerente la microscopia ottica ed elettronica; inoltre tecniche speciali di evidenziazione di strutture biologiche.

Prova orale: verterà su argomenti oggetto delle prove scritte.

ALLEGATO 2

Schema esemplificativo della domanda
(da redigersi su carta bollata in vigore)

Al magnifico rettore dell'Università degli studi «La Sapienza» Settore concorsi e nomine personale non docente Piazzale Aldo Moro, 5 00185 ROMA

..l.. sottoscritt. .. (*A*) nat. a. ....
(provincia di) il ....(1)
e residente in. .. (provincia di. .)
via ....
chiede di essere ammess.. a partecipare al concorso pubblico, per esami, per il conferimento di un posto di funzionario tecnico di ruolo in prova, ottava qualifica funzionale (area funzionale tecnico-scientifica e socio-sanitaria), presso l'istituto di anatomia umana normale per le esigenze della seconda cattedra facoltà di medicina e chirurgia di codesta Università di cui al concorso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana serie generale n. 111 del 15 maggio 1987.

A tal fine dichiara:

1) di essere cittadino italiano;

2) di essere iscritto nelle liste elettorali del comune di . ..... (2);

3) di non aver mai riportato condanne penali e di non avere procedimenti penali in corso (3);

4) di essere in possesso del seguente titolo di studio .... (4);

5) per quanto riguarda gli obblighi militari la sua posizione è la seguente:...........................,

6) di aver prestato servizio (o prestare servizio) presso pubbliche amministrazioni dal ..... al .... in qualità di .... (5);

7) di non essere stato destituito o dispensato dall'impiego presso una pubblica amministrazione e di non essere stato dichiarato decaduto da altro impiego statale per averlo conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

8) di eleggere il proprio domicilio in.
(città, via, c.a.p.) tel.

Data, ...

Firma (6)

(*A*) Le aspiranti coniugate dovranno indicare oltre il cognome da nubili quello da coniugate.

(1) Per fruire dell'elevazione del limite massimo di età, il candidato deve indicare il titolo che gli consenta tale beneficio.

(2) In caso di non iscrizione o di cancellazione dalle liste elettorali, indicare i motivi.

(3) In caso contrario indicare le condanne riportate, la data di sentenza dell'autorità giudiziaria che l'ha emessa; da indicare se è stata concessa amnistia, perdono giudiziale, condono, indulto, non menzione, ecc. e anche, se nulla risulta sul casellario giudiziale. I procedimenti penali devono essere indicati qualsiasi sia la natura degli stessi. Si richiama l'attenzione del candidato sulle conseguenze penali che possono scaturire dall'aver reso dichiarazioni non veritiere.

(4) Indicare il titolo richiesto dal bando di concorso.

(5) Indicare gli eventuali servizi prestati come impiegato presso pubbliche amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego.

(6) La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da una delle autorità indicate nell'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15 (funzionario competente a ricevere la documentazione, notaio, cancelliere, segretario comunale o altro funzionario incaricato dal sindaco). Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

87A4126

REGIONE SARDEGNA

Concorsi a posti di personale di varie qualifiche presso l'unità sanitaria locale n. 17

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, presso l'unità sanitaria locale n. 17, a:

un posto di assistente medico di immunoematologia per il servizio di centro trasfusionale;

un posto di assistente medico di ostetricia e ginecologia;

un posto di assistente medico di chirurgia generale;

un posto di aiuto corresponsabile ospedaliero di radiologia;

tre posti di coadiutore sanitario per l'area di prevenzione e sanità pubblica.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti prescritti, scade il quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il testo integrale dei concorsi è stato pubblicato nel Bollettino ufficiale della regione n. 39 del 18 aprile 1987.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione del personale dell'U.S.L. in Carbonia (Cagliari).

87A4140

REGIONE MARCHE

Concorso ad un posto di operatore professionale collaboratore - assistente sanitario, presso l'unità sanitaria locale n. 3

È indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di operatore professionale collaboratore assistente sanitario, presso l'unità sanitaria locale n. 3.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti prescritti, scade il quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il testo integrale del concorso è stato pubblicato nel Bollettino ufficiale della regione n. 3 dell'8 gennaio 1987.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale dell'U.S.L. in Pesaro.

87A4076

REGIONE LOMBARDIA

Concorsi a posti di personale di varie qualifiche presso l'unità sanitaria locale n. 11

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, presso l'unità sanitaria locale n. 11, a:

quattro posti di educatore professionale per i servizi psichiatrici;

tre posti di assistente sociale coordinatore per i servizi psichiatrici.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti prescritti, scade il quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il testo integrale dei concorsi è stato pubblicato nel Bollettino ufficiale della regione n. 16 del 22 aprile 1987.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ospedale «S. Anna» in Como.

87A4073

REGIONE PIEMONTE

Concorsi a posti di personale di varie qualifiche presso l'unità sanitaria locale n. 36

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, presso l'unità sanitaria locale n. 36, a:

un posto di aiuto corresponsabile ospedaliero di radiologia;

un posto di assistente sociale coordinatore;

un posto di veterinario collaboratore area funzionale dell'igiene della produzione e commercializzazione degli alimenti di origine animale;

due posti di operatore tecnico coordinatore servizi generali e tecnici (caposervizio operai di manutenzione);

un posto di operatore tecnico servizi sanitari (necroforodisinfe-store).

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti prescritti, scade il quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il testo integrale dei concorsi è stato pubblicato nel Bollettino ufficiale della regione n. 16 del 22 aprile 1987.

Per ulteriori informazioni rivolgersi al servizio amministrazione del personale, patrimoniale e legale dell'U.S.L. in Susa (Torino).

87A4075

CONCORSI PUBBLICATI NELLA PARTE SECONDA

La *Gazzetta Ufficiale*, parte seconda, n. 109 del 13 maggio 1987, pubblica il seguente avviso di concorso:

Automobile club di Benevento: Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso ad un posto di assistente.

RETTIFICHE

AVVERTENZA. — L'**avviso di rettifica** dà notizia dell'avvenuta correzione di errori materiali contenuti nell'originale o nella copia del provvedimento inviato per la pubblicazione alla *Gazzetta Ufficiale*. L'**errata-corrige** rimedia, invece, ad errori verificatisi nella stampa del provvedimento sulla *Gazzetta Ufficiale*.

AVVISI DI RETTIFICA

Comunicato relativo al provvedimento del Comitato interministeriale dei prezzi n. 12 del 26 marzo 1987 concernente: «Prezzi delle specialità medicinali». (Delibera pubblicata nel supplemento straordinario alla *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 88 del 15 aprile 1987).

Nel provvedimento CIP citato in epigrafe e pubblicato nel sopraindicato supplemento straordinario alla *Gazzetta Ufficiale*, devono essere apportate le seguenti integrazioni e rettifiche.

INTEGRAZIONI

Le confezioni di specialità contraddistinte *con asterisco* sono *sostitutive* di quelle analoghe già presenti nel provvedimento CIP n. 12/1987.

Specialità		Codice identificativo	Prezzo
ACEMEN - *GUIDOTTI*			
24 CPR 50 MG		25812025	37.440
50 CPR 25 MG		25812013	39.580
ARSCOLLOID - *SIT*			
COLLUTTORIO 30 G	*	02089100	3.110
CONCENTRATO 10 G	*	02089112	2.300
CONCENTRATO 30 G	*	02089124	3.330
GENGIVARIO 20 G	*	02089086	2.375
GENGIVARIO 30 G	*	02089098	2.630
PASTA DENT 100 G	*	02089148	3.080
PASTA DENT 60 G	*	02089136	2.700
BIO ARSCOLLOID - *SIT*			
PASTA DENT 100 G	*	14743049	3.130
PASTA DENT 60 G	*	14743037	2.730
CLASTEON - *GENTILI*			
'100' INIETT 12 F 3,3 ML		26372021	21.615
'100' INIETT 6 F 3,3 ML		26372019	12.680
'300' INIETT 12 F 10 ML		26372045	50.880
'300' INIETT 6 F 10 ML		26372033	27.535
10 CPS 400 MG		26372058	35.230
CORTI ARSCOLLOID - *SIT*			
COLLUTTORIO 20 G	*	22296091	2.950
COLLUTTORIO 30 G	*	22296103	3.475
CONCENTRATO 10 G	*	22296115	2.355
CONCENTRATO 30 G	*	22296127	3.480
GENGIVARIO 10 G	*	22296077	2.170
GENGIVARIO 30 G	*	22296089	2.970
DIEVRIL - *FIRMA*			
IM 10 F LIOF + 10 F 3 ML	*	20800052	9.390
IM 6 F LIOF + 6 F 3 ML	*	20800049	6.915
E-VIT - *IBP-PAVIA*			
25 CPS 300 MG		01773035	2.995
ESAFOSFINA - *BIOM. FOSCAMA*			
FLEBO FL 10 G 100 ML + DEFL		08783122	19.590
FARLUTAL - *FARM. ERBA*			
30 CPR 500 MG		15148125	171.850
FOSFORILASI - *POLIFARMA*			
IM 5 F LIOF + 5 F SOLV	*	13237033	5.460
GAVISCON - *BOEHR. BIOCH.*			
OS SOSP 200 ML		24352039	4.685
HISMANAL - *JANSSEN*			
30 CPR 10 MG		26527010	19.375
OS SOSP 30 ML		26527022	6.450
IFENEC - *ITALFARMACO*			
SCHIUMA VAG 60 ML 1%		24066159	10.160
INTRON-A - *ESSEX*			
1 FL LIOF 1 MUI + 1 F 1 ML		26393025	20.400
1 FL LIOF 10 MUI + 1 F 1 ML		26393049	166.055
1 FL LIOF 3 MUI + 1 F 1 ML		26393037	52.825
1 FL LIOF 5 MUI + 1 F 1 ML		26393013	85.195
LACTAID - *IKETON*			
OS GTT 3 ML		26315010	6.460
MASACIN - *BOEHR. BIOCH.*			
AEROSOL DOSATO 10 ML		25471032	17.690
MICOTEF - *LPB*			
LAV VAG 5 FL 150 MG		23491160	15.595
MINOCIN - *CYANAMID*			
16 CPS 50 MG	*	22240129	5.705
MYELOGRAFIN - *SCHERING*			
1 F 10 ML		25732013	6.830
NAPRILENE - *SIGMATAU*			
28 CPR 5 MG		25725045	18.410
NAPROSYN - *RECORDATI*			
IM 6 F LIOF 250 MG + 6 F 2,5 ML		23177114	8.955
IM 6 F LIOF 500 MG + 6 F 5 ML		23177126	10.255
OS GRAT 30 BUST 500 MG		23177138	26.415
NORCURON - *RAVASINI*			
IV 10 F LIOF 4 MG + 10 F 1 ML		26566024	53.705
IV 5 F LIOF 4 MG + 5 F 1 ML		26566012	28.825
ONIRIA - *LIFEPHARMA*			
20 CPR 15 MG		26308015	7.395
PEVARYL - *CILAG*			
SCHIUMA VAG 60 ML 1%		23603184	10.420
PROCADIL - *RECORDATI*			
AEROSOL 10 ML		25470030	17.705

Specialità		Codice identificativo	Prezzo
RECTO-MENADERM - *MENARINI*			
CREMA 30 G	*	23871027	**6.010**
RUSCOROID - *INVERNI BEFF*			
10 SUPP		25825011	**5.465**
POM 40 G		25825023	**6.385**
STENOPIR - *DESSY*			
'75' 30 CPR RIVESTITE	*	18777033	**5.155**
TOCOLYSAN - *BYK GULDEN*			
30 CPR 0,5 MG		26305033	**6.310**
IV 5 F 0,005 MG 2 ML		26305019	**6.590**
IV 5 F 0,025 MG 10 ML		26305021	**7.870**
TRISALGINA - *MOLTENI*			
25 CPR 500 MG	*	13470048	**3.390**
5 SUPP 1 G	*	13470051	**2.710**
URIDINVIT - *GIBIPHARMA*			
FTE 5 F LIOF+5 F	*	19683022	**5.345**
VACCINO ANTICOL ISM - *ISM*			
1 F 1 ML		13959022	**2.465**
ZAMBESIL - *LIPHA*			
30 CPR 25 MG	*	18489029	**3.085**

RETTIFICHE

INVECE DI: Specialità	Codice identificativo	Prezzo	LEGGASI: Specialità	Codice identificativo	Prezzo
ACROMICINA - *CYANAMID*			**ACROMICINA** - *CYANAMID*		
C/IDR POM OFT 2,5 G	08634089	**1.790**	C/IDR POM OFT 2,5 G	08634089	**2.155**
AGASTRIN - *RORER ITAL*			**AGASTRIN** - *ROTTAPHARM*		
ALFOSPAS - *RORER ITAL*			**ALFOSPAS** - *ROTTAPHARM*		
ANANASE - *RORER ITAL*			**ANANASE** - *ROTTAPHARM*		
AUREOMICINA - *CYANAMID*			**AUREOMICINA** - *CYANAMID*		
POM OFT 1% 3,5 G	02039042	**1.685**	POM OFT 1% 3,5 G	02039042	**2.045**
CARDIOGEN - *MEDIOLANUM*			**CARDIOGEN** - *MEDIOLANUM*		
OS 10 FL 1 G 10 ML	11041023	**16.020**	OS 10 FL 1 G 10 ML	11041023	**19.655**
CEFAMEZIM - *FARM. ERBA*			**CEFAMEZIN** - *FARM. ERBA*		
1 G IV FL + F SOLV	22662124	**6.425**	1 G IV FL + F SOLV	22662124	**6.425**
CEFOTRIZIN - *FIRMA*			**CEFOTRIZIN** - *FIRMA*		
GRAT OS SOSP 250 MG/5 ML	25645019	**31.465**	GRAT OS SOSP 250 MG/5 ML	25645033	**31.465**
8 CPR 500 MG	25645021	**24.940**	8 CPR 500 MG	25645045	**24.940**
CIEMME - 400 - *LAMPUGNANI*			**ULCOFALK** - *INTERFALK*		
CORMIL - *BALDACCI*			**VEROXIL** - *BALDACCI*		
CYCLODERM - *RORER ITAL*			**CYCLODERM** - *ROTTAPHARM*		
DAKTARIN - *JANSSEN*			**DAKTARIN** - *JANSSEN*		
LATTE 2% 30 G	24957019	**6.215**	LATTE 2% 30 G	24957274	**6.215**
DEXIDE - *FARGAL*			**DEXIDE** - *ISNARDI*		
DISEON - *GENTILI*			**DISEON** - *SKF*		
DONA - *RORER ITAL*			**DONA** - *ROTTAPHARM*		
ENCEVIN - *GIUSTINI*			**ENCEVIN** - *CABER*		
FRENAL - *ISF*			**FRENAL** - *SEARLE*		
FRENAL RINOLOGICO - *ISF*			**FRENAL RINOLOGICO** - *SEARLE*		
FRENAL COMPOSITUM - *ISF*			**FRENAL COMPOSITUM** - *SEARLE*		
GASTROFRENAL - *ISF*			**GASTROFRENAL** - *SEARLE*		
HELIXINA - *GEPHAR*			**HELIXINA** - *INTERFALK*		
IETEPAR - *RORER ITAL*			**IETEPAR** - *ROTTAPHARM*		

INVECE DI: Specialità	Codice identificativo	Prezzo	LEGGASI: Specialità	Codice identificativo	Prezzo
ILOTICINA - *LILLY*			**ILOTICINA** - *LILLY*		
OFTALMICA UNG 3,54	07562046	**1.745**	OFTALMICA UNG 3,54 G	07562046	**2.160**
LEGOFER 20 - *ITALFARMACO*			**LEGOFER 20** - *FARMADES*		
LEGOFER - *ITALFARMACO*			**LEGOFER** - *FARMADES*		
METAMICINA - *RORER ITAL*			**METAMICINA** - *ROTTAPHARM*		
MILID - *RORER ITAL*			**MILID** - *ROTTAPHARM*		
MUCOSOL - *TOSI*			**MUCOSOL** - *TOSI*		
OS GRAT 30 BUST	25165034	**7.735**	OS GRAT 30 BUST	25165046	**7.735**
NEO BRONCO PIRISTINA - *FARM. ERBA*			**NEO BRONCOPIRISTINA** - *FARM. ERBA*		
SCIR 160 G	13433026	**3.625**	SCIR 160 G	13433026	**3.625**
NEO BRONCO PIRIST - *FARM. ERBA*			**NEO BRONCOPIRISTINA** - *FARM. ERBA*		
SCIR 100 G	13433014	**3.215**	SCIR 100 G	13433014	**3.215**
PRONTOFRENAL - *ÍSF*			**PRONTOFRENAL** - *SEARLE*		
PROXIL - *RORER ITAL*			**PROXIL** - *ROTTAPHARM*		
RANIBEN - *FIRMA*			**RANIBEN** - *FIRMA*		
20 CPR 150 MG	25241011	**38.040**	20 CPR 150 MG	25241050	**38.040**
IV 10 F 50 MG 5 ML	25241023	**11.340**	IV 10 F 50 MG 5 ML	25241062	**11.340**
'300' 10 CPR 300 MG	25241035	**37.650**	'300' 10 CPR 300 MG	25241074	**37.650**
'300' 20 CPR 300 MG	25241047	**73.410**	'300' 20 CPR 300 MG	25241086	**73.410**
RAPID CARNIL - *IRBI*			**CEREDOR** - *IRBI*		
RINOFRENAL - *ISF*			**RINOFRENAL** - *SEARLE*		
TELOCORT - *RORER ITAL*			**TELOCORT** - *ROTTAPHARM*		
TETRANASE - *RORER ITAL*			**TETRANASE** - *ROTTAPHARM*		
TRIXIDINE - *FARMADES*			**TRIXIDINE** - *FARMADES*		
GRAT SOSP 100 ML 250 MG/5 ML	25787033	**34.410**	GRAT SOSP 100 ML 250 MG/5 ML	25787072	**34.410**
GRAT SOSP 60 ML 500 MG/5 ML	25787045	**40.315**	GRAT SOSP 60 ML 500 MG/5 ML	25787084	**40.315**
12 CPS 250 MG	25787019	**21.195**	12 CPS 250 MG	25787058	**21.195**
8 CPS 500 MG	25787021	**27.325**	8 CPS 500 MG	25787060	**27.325**
VIARTRIL - *RORER ITAL*			**VIARTRIL** - *ROTTAPHARM*		
XIMICINA - *RORER ITAL*			**XIMICINA** - *ROTTAPHARM*		

87A4191

Comunicato del Ministero della pubblica istruzione relativo all'avviso di vacanze di posti di professore universitario di ruolo di seconda fascia da coprire mediante trasferimento presso la facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali dell'Università di Camerino. (Avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 103 del 6 maggio 1987).

Nell'avviso citato in epigrafe, alla pagina 22 della sopraindicata *Gazzetta Ufficiale*, dove è scritto: «esercitazioni di chimica ed analisi organica», leggasi: «*esercitazioni di chimica organica ed analisi organica*».

87A4241

ERRATA-CORRIGE

Comunicato del Ministero della pubblica istruzione relativo all'avviso di vacanze di posti di professore universitario di ruolo di seconda fascia da coprire mediante trasferimento presso la facoltà di lettere e filosofia dell'Università di Firenze. (Avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 103 del 6 maggio 1987).

Nell'avviso citato in epigrafe, alla pagina 22 della sopraindicata *Gazzetta Ufficiale*, dove è scritto: «Ittiologia», leggasi: «*Ittitologia*».

87A4242

Comunicato relativo al D.P.A. 22 aprile 1987 del Ministro dell'agricoltura e delle foreste concernente: «Intervento nel mercato di formaggi a pasta dura e semidura mediante acquisto dei prodotti». (Decreto pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 97 del 28 aprile 1987).

Nelle premesse del D.P.A. citato in epigrafe, alla pag. 24 della sopra indicata *Gazzetta Ufficiale*, al quinto capoverso, dove è scritto: «*Grana Padano scelto "0" e "1" = L. 820.000 q./qualità "2" 970.000/q.*», leggasi: «*Grana Padano L. 970.000/q. scelto "0" e "1" = L. 820.000/q. qualità "2"*».

87A4157

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore* FRANCESCO NOCITA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE DEPOSITARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

◇ **CHIETI**
Libreria MARZOLI
Via B. Spaventa, 18
◇ **L'AQUILA**
Libreria FANTINI
Piazza del Duomo, 59
◇ **PESCARA**
Libreria COSTANTINI
Corso V. Emanuele, 146
◇ **TERAMO**
Libreria BESSO
Corso S. Giorgio, 52

BASILICATA

◇ **MATERA**
Cartolibreria
Eredi ditta MONTEMURRO NICOLA
Via delle Beccherie, 69
◇ **POTENZA**
Ed. Libr. PAGGI DORA ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

◇ **CATANZARO**
Libreria G. MAURO
Corso Mazzini, 89
◇ **COSENZA**
Libreria DOMUS
Via Monte Santo
◇ **CROTONE (Catanzaro)**
Ag. Distr. Giornali LORENZANO G.
Via Vittorio Veneto, 11
◇ **REGGIO CALABRIA**
Libreria S. LABATE
Via Giudecca

CAMPANIA

◇ **ANGRI (Salerno)**
Libreria AMATO ANTONIO
Via dei Goti, 4
◇ **AVELLINO**
Libreria CESA
Via G. Nappi, 47
◇ **BENEVENTO**
C.I.D.E. - S.r.l.
Piazza Roma, 9
◇ **CASERTA**
Libreria CROCE
Piazza Dante
◇ **CAVA DEI TIRRENI (Salerno)**
Libreria RONDINELLA
Corso Umberto I, 253
◇ **FORIO D'ISCHIA (Napoli)**
Libreria MATTERA
◇ **NOCERA INFERIORE (Salerno)**
Libreria CRISCUOLO
Traversa Nobile ang. via S. Matteo, 51
◇ **PAGANI (Salerno)**
Libreria Edic. DE PRISCO SALVATORE
Piazza Municipio
◇ **SALERNO**
Libreria INTERNAZIONALE
Piazza XXIV Maggio, 10/11

EMILIA-ROMAGNA

◇ **CERVIA (Ravenna)**
Ed. Libr. UMILIACCHI MARIO
Corso Mazzini, 36
◇ **FERRARA**
Libreria TADDEI
Corso Giovecca, 1
◇ **FORLÌ**
Libreria CAPPELLI
Corso della Repubblica, 54
Libreria MODERNA
Corso A. Diaz, 2/F
◇ **MODENA**
Libreria LA GOLIARDICA
Via Emilia Centro, 210
◇ **PARMA**
Libreria FIACCADORI
Via al Duomo
◇ **PIACENZA**
Tip. DEL MAINO
Via IV Novembre, 160
◇ **RAVENNA**
Libreria LAVAGNA
Via Cairoli, 1
◇ **REGGIO EMILIA**
Libreria MODERNA
Via Guido da Castello, 11/B
◇ **RIMINI (Forlì)**
Libreria CAIMI DUE
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

◇ **GORIZIA**
Libreria ANTONINI
Via Mazzini, 16
◇ **PORDENONE**
Libreria MINERVA
Piazza XX Settembre
◇ **TRIESTE**
Libreria ITALO SVEVO
Corso Italia, 9/F
Libreria TERGESTE s.a.s.
Piazza della Borsa, 15
◇ **UDINE**
Cartolibreria «UNIVERSITAS»
Via Pracchiuso, 19
Libreria BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
Libreria TARANTOLA
Via V. Veneto, 20

LAZIO

◇ **APRILIA (Latina)**
Ed. BATTAGLIA GIORGIA
Via Mascagni
◇ **FROSINONE**
Libreria CATALDI
Piazza Martiri di Vallerotonda, 4
◇ **LATINA**
Libreria LA FORENSE
Via dello Statuto, 28/30
◇ **LAVINIO (Roma)**
Edicola di CIANFANELLI A. & C.
Piazza del Consorzio, 7
◇ **RIETI**
Libreria CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8
◇ **ROMA**
AGENZIA 3A
Via Aureliana, 59
Libreria DEI CONGRESSI
Viale Civiltà del Lavoro, 124
Soc. MEDIA c/o Chiosco Pretura Roma
Piazzale Clodio
Ditta BRUNO E ROMANO SGUEGLIA
Via Santa Maria Maggiore, 121
◇ **SORA (Frosinone)**
Libreria DI MICCO UMBERTO
Via E. Zincone, 28
◇ **TIVOLI (Roma)**
Cartolibreria MANNELLI
di Rosarita Sabatini
Viale Mannelli, 10
◇ **TUSCANIA (Viterbo)**
Cartolibreria MANCINI DUILIO
Viale Trieste s.n.c.
◇ **VITERBO**
Libreria BENEDETTI
Palazzo Uffici Finanziari

LIGURIA

◇ **IMPERIA**
Libreria ORLICH
Via Amendola, 25
◇ **LA SPEZIA**
Libreria DA MASSA CRISTINA
Viale Italia, 423
◇ **SAVONA**
Libreria G.B. MONETA
di Schiavi Mario
Via P. Boselli, 8/r

LOMBARDIA

◇ **BERGAMO**
Libreria LORENZELLI
Viale Papa Giovanni XXIII, 74
◇ **BRESCIA**
Libreria QUERINIANA
Via Trieste, 13
◇ **COMO**
Libreria NANI
Via Cairoli, 14
◇ **CREMONA**
Ditta I.C.A.
Piazza Gallina, 3
◇ **MANTOVA**
Libreria ADAMO DI PELLEGRINI
di M. Di Pellegrini e D. Ebbi s.n.c.
Corso Umberto I, 32
◇ **PAVIA**
Libreria TICINUM
Corso Mazzini, 2/C
◇ **SONDRIO**
Libreria ALESSO
Via dei Caimi, 14
◇ **VARESE**
Libreria VERONI
Piazza Giovine Italia

MARCHE

◇ **ANCONA**
Libreria FOGOLA
Piazza Cavour, 4/5
◇ **ASCOLI PICENO**
Libreria MASSIMI
Corso V. Emanuele, 23
Libreria PROPERI
Corso Mazzini, 188
◇ **MACERATA**
Libreria MORICHETTA
Piazza Annessione, 1
Libreria TOMASSETTI
Corso della Repubblica, 11
◇ **PESARO**
Libreria SEMPRUCCI
Corso XI Settembre, 6
◇ **S. BENEDETTO DEL TRONTO (AP)**
Libreria ALBERTINI
Via Risorgimento, 33

MOLISE

◇ **CAMPOBASSO**
Libreria DI E.M.
Via Monsignor Bologna, 67
◇ **ISERNIA**
Libreria PATRIARCA
Corso Garibaldi, 115

PIEMONTE

◇ **ALESSANDRIA**
Libreria BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
Libreria BOFFI
Via dei Martiri, 31
◇ **ALBA (Cuneo)**
Casa Editrice ICAP
Via Vittorio Emanuele, 19
◇ **ASTI**
Ditta I.C.A.
Via De Rolandis
◇ **BIELLA (Vercelli)**
Libreria GIOVANNACCI
Via Italia, 6
◇ **CUNEO**
Casa Editrice ICAP
Piazza D. Galimberti, 10
Libreria PASQUALE
Via Roma, 64/D
◇ **NOVARA**
GALLERIA DEL LIBRO
Corso Garibaldi, 10
◇ **TORINO**
Casa Editrice ICAP
Via Monte di Pietà, 20
◇ **VERCELLI**
Ditta I.C.A.
Via G. Ferraris, 73

PUGLIA

◇ **ALTAMURA (Bari)**
JOLLY CART di Lorusso A. & C.
Corso V. Emanuele, 65
◇ **BARI**
Libreria ATHENA
Via M. di Montrone, 86
◇ **BRINDISI**
Libreria PIAZZO
Piazza Vittoria, 4
◇ **FOGGIA**
Libreria PATIERNO
Portici Via Dante, 21
◇ **LECCE**
Libreria MILELLA
Via Palmieri, 30
◇ **MANFREDONIA (Foggia)**
IL PAPIRO - Rivendita giornali
Corso Manfredi, 126
◇ **TARANTO**
Libreria FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

◇ **ALGHERO (Sassari)**
Libreria LOBRANO
Via Sassari, 65
◇ **CAGLIARI**
Libreria DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30/32
◇ **NUORO**
Libreria Centro didattico NOVECENTO
Via Manzoni, 35
◇ **ORISTANO**
Libreria SANNA GIUSEPPE
Via del Ricovero, 70
◇ **SASSARI**
MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 10

SICILIA

◇ **AGRIGENTO**
Libreria L'AZIENDA
Via Callicratide, 14/16
◇ **CALTANISSETTA**
Libreria SCIASCIA
Corso Umberto I, 36
◇ **CATANIA**
ENRICO ARLIA
Rappresentanze editoriali
Via V. Emanuele, 62
Libreria GARGIULO
Via F. Riso, 56/58
Libreria LA PAGLIA
Via Etnea, 393/395
◇ **ENNA**
Libreria BUSCEMI G. B.
Piazza V. Emanuele
◇ **FAVARA (Agrigento)**
Cartolibreria MILIOTO ANTONINO
Via Roma, 60
◇ **MESSINA**
Libreria O.S.P.E.
Piazza Cairoli, isol. 221
◇ **PALERMO**
Libreria FLACCOVIO DARIO
Via Ausonia, 70/74
Libreria FLACCOVIO LICAF
Piazza Don Bosco, 3
Libreria FLACCOVIO S.F.
Piazza V. E. Orlando 15/16
◇ **RAGUSA**
Libreria DANTE
Piazza Libertà
◇ **SIRACUSA**
Libreria CASA DEL LIBRO
Via Maestranza, 22
◇ **TRAPANI**
Libreria DE GREGORIO
Corso V. Emanuele, 63

TOSCANA

◇ **AREZZO**
Libreria PELLEGRINI
Via Cavour, 42
◇ **GROSSETO**
Libreria SIGNORELLI
Corso Carducci, 9
◇ **LIVORNO**
Editore BELFORTE
Via Grande, 91
◇ **LUCCA**
Libreria BARONI
Via Fillungo, 43
Libreria Prof.le SESTANTE
Via Montanara, 9
◇ **MASSA**
Libreria VORTUS
Galleria L. Da Vinci, 27
◇ **PISA**
Libreria VALLERINI
Via dei Mille, 13
◇ **PISTOIA**
Libreria TURELLI
Via Macallè, 37
◇ **SIENA**
Libreria TICCI
Via delle Terme, 5/7

TRENTINO-ALTO ADIGE

◇ **BOLZANO**
Libreria EUROPA
Corso Italia, 6
◇ **TRENTO**
Libreria DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

◇ **FOLIGNO (Perugia)**
Nuova Libreria LUNA
Via Gramsci, 41/43
◇ **PERUGIA**
Libreria SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
◇ **TERNI**
Libreria ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VALLE D'AOSTA

◇ **AOSTA**
Libreria MINERVA
Via dei Tillier, 34

VENETO

◇ **BELLUNO**
Libreria BENETTA
Piazza dei Martiri, 37
◇ **PADOVA**
Libreria DRAGHI - RANDI
Via Cavour, 17
◇ **ROVIGO**
Libreria PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2
◇ **TREVISO**
Libreria CANOVA
Via Calmaggiore, 31
◇ **VENEZIA**
Libreria GOLDONI
Calle Goldoni 4511
◇ **VERONA**
Libreria GHELFI & BARBATO
Via Mazzini, 21
Libreria GIURIDICA
Via della Costa, 5
◇ **VICENZA**
Libreria GALLA
Corso A. Palladio, 41/43